

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LES ENFANTS-SOLDATS ET LA JUSTICE TRANSITIONNELLE : LES
IMPÉRATIFS D'IMPUTABILITÉ FACE À L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE
L'ENFANT**

**MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL**

**PAR
KARINE BOLDUC**

MARS 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

★ D'abord et avant tout, merci à Bruce Broomhall pour avoir été un si bon *advocatus diaboli*. Je n'aurais pu rêver d'un meilleur directeur. Merci infiniment.

★ Merci aussi à Ruth Murbach, professeure au Département des sciences juridiques de l'UQÀM, pour ses judicieux commentaires sur mon projet de mémoire.

★ Finalement, j'aimerais remercier Ronaldo et Brigitte, pour leur soutien indéfectible.

Table des matières

LISTE DES ABRÉVIATIONS	V
RÉSUMÉ.....	VI
INTRODUCTION.....	I
CHAPITRE 1 : LA JUSTICE TRANSITIONNELLE ET LES OBLIGATIONS DES ÉTATS : LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ, VICTIMES ET ENFANTS-SOLDATS	5
1.1 LA DÉFINITION D'ENFANT ET D'ENFANT-SOLDAT	5
1.2 LA JUSTICE TRANSITIONNELLE : IMPÉRATIFS POST-CONFLIT.....	7
1.2.1 L'OBLIGATION DE RÉPRESSION PÉNALE POUR LES CRIMES INTERNATIONAUX	10
1.2.2 LES DROITS DES VICTIMES	17
1.2.3 LES CONCLUSIONS PRELIMINAIRES	22
1.3 LES INSTRUMENTS PROTÉGEANT LES ENFANTS IMPLIQUÉS DANS LES CONFLITS ARMÉS	24
1.3.1 LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT	24
1.3.2 LE PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, CONCERNANT L'IMPLICATION D'ENFANTS DANS LES CONFLITS ARMÉS	29
1.3.3 LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE	31
1.3.4 LA CONVENTION 182 CONCERNANT L'INTERDICTION DES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS ET L'ACTION IMMÉDIATE EN VUE DE LEUR ÉLIMINATION	31
1.3.5 LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS ET DU BIEN-ÊTRE DE L'ENFANT	32
1.4 LES NORMES NON CONTRAIGNANTES RELATIVES À LA JUSTICE JUVÉNILE.....	34
1.4.1 LES REGLES DE BEIJING	35
1.4.2 LES PRINCIPES DIRECTEURS DE RIYAD	37
1.4.3 LES PRINCIPES DU CAP	38
1.4.4 LES PRINCIPES ET LES ENGAGEMENTS DE PARIS	38
1.4.5 LES LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE JUSTICE DANS LES AFFAIRES IMPLIQUANT LES ENFANTS VICTIMES ET TÉMOINS D'ACTES CRIMINELS	39
1.4.6 LES KEY PRINCIPLES DE L'UNICEF	39
1.5 L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT	41
1.5.1 L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT COMME PRINCIPE INTERPRÉTATIF ?	43
1.5.2 INTÉRÊT SUPÉRIEUR ET DROIT D'ÊTRE ENTENDU : CONFLIT DE NORMES ET DE CULTURES POUR LES ENFANTS-SOLDATS AFRICAINS?	45

1.6 LES CONCLUSIONS PRELIMINAIRES.....	49
CHAPITRE 2 : LES FORUMS POUR LA RESPONSABILITÉ DES ENFANTS-SOLDATS	50
2.1 LES REMARQUES PRÉLIMINAIRES.....	50
2.2 LE PROCÈS INTERNATIONAL OU INTERNATIONALISÉ.....	51
2.2.1 LES OBJECTIFS DU PROCÈS PÉNAL INTERNATIONAL, AVANTAGES ET LIMITES	52
2.2.2 LES TRIBUNAUX PÉNAUX INTERNATIONAUX : LE TPIY ET LE TPIR.....	55
2.2.3 LA COUR SPÉCIALE POUR LA SIERRA LEONE	57
2.2.4 LES SPECIAL PANELS FOR SERIOUS CRIMES AU TIMOR-LESTE.....	61
2.2.5 LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE.....	65
2.2.6 LES CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES	67
2.3 LE PROCÈS NATIONAL (EN PARTICULIER LA JUSTICE JUVÉNILE).....	68
2.3.1 LES OBJECTIFS DU PROCÈS PÉNAL NATIONAL, AVANTAGES ET LIMITES	68
2.3.2 L'UGANDA.....	71
2.3.3 LE RWANDA	72
2.3.4 LES CONCLUSIONS PRELIMINAIRES	75
2.4 LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION.....	81
2.4.1 LES OBJECTIFS DE LA COMMISSION VÉRITÉ-RÉCONCILIATION, AVANTAGES ET LIMITES	81
2.4.2 LA SIERRA LEONE	85
2.4.3 LE LIBERIA.....	93
2.4.4 LES CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES	100
2.5 LA JUSTICE DITE TRADITIONNELLE	101
2.5.1 LES OBJECTIFS DE LA JUSTICE TRADITIONNELLE, AVANTAGES ET LIMITES	101
2.5.2 L'UGANDA.....	103
2.5.4 LES CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES	111
2.6 L'AMNISTIE.....	113
2.6.1 L'AMNISTIE ET LES ENFANTS-SOLDATS	115
2.6.2 L'UGANDA.....	116
2.6.3 LA SIERRA LEONE	117
2.6.4 LES CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES	118
CONCLUSION.....	120
BIBLIOGRAPHIE	127

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ARS	Armée de Résistance du Seigneur (Ouganda)
CCT	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1985)
CDE	Convention relative aux droits de l'enfant (1989)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
Convention sur le génocide	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948)
CPI	Cour pénale internationale
CSSL	Cour spéciale pour la Sierra Leone
CVR	Commission Vérité-Réconciliation
DDR	Démobilisation, Désarmement, Réintégration
FPR	Front Patriotique Rwandais
HCDH	Haut-commissariat aux droits de l'homme
MINUL	Mission des Nations Unies au Liberia
MINUSIL	Mission d'assistance des Nations Unies en Sierra Leone
OI	Organisations internationales
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966)
Protocole additionnel I	Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (1977)
Protocole additionnel II	Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (1977)
Protocole facultatif	Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés
RDC	République démocratique du Congo
RSSG	Représentante spéciale du Secrétaire-général des Nations Unies pour les enfants dans les conflits armés
RUF	Revolutionary United Front (Sierra Leone)
Statut de Rome	Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998)
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire sera d'évaluer les mécanismes les plus appropriés pour tenir responsables les enfants-soldats ayant perpétré des crimes internationaux. Bien qu'il faille d'abord et avant tout considérer les enfants-soldats comme des victimes, il appert qu'il soit dans leur intérêt supérieur d'être imputables de leurs actes lorsque les crimes qu'ils ont commis sont d'une gravité incommensurable.

Notre recherche traitera donc des obligations des États au regard de la lutte contre l'impunité, des droits des victimes et des droits des enfants en période transitionnelle. L'intérêt supérieur de l'enfant-soldat sera au cœur de notre analyse.

Afin de faire l'examen des mécanismes d'imputabilité, nous avons choisi cinq «forums» à travers desquels nous analyserons la participation des enfants en tant que bourreaux : la justice pénale internationale, le procès national (plus particulièrement la justice juvénile), la commission vérité-réconciliation, la justice dite traditionnelle et, enfin, l'amnistie. Nous examinerons principalement des expériences africaines en matière de justice transitionnelle, entre autres celles de la Sierra Leone, du Liberia, de l'Ouganda et du Rwanda. Bien que ces pays aient connu des conflits très différents dans leur nature, leur durée et leur ampleur, ils ont en commun le fait que plusieurs enfants y ont été des bourreaux.

Mots clés : enfants-soldats, justice transitionnelle, commission vérité-réconciliation, justice traditionnelle, Afrique

INTRODUCTION

La seule idée qu'un enfant¹ puisse commettre un crime est extrêmement dérangeante; lorsqu'il commet un acte répréhensible, il peut s'avérer très ardu de déterminer le remède approprié, qui permettra au jeune de prendre conscience de la gravité de ses gestes, qui aura pour effet de le responsabiliser afin qu'il devienne un honnête citoyen et, surtout, qui lui fera comprendre que son comportement est inacceptable dans la vie en société. Du moins, ce sont généralement les complexités auxquelles nous devons faire face dans les pays occidentaux lorsque nous sommes confrontés à un enfant délinquant. Mais qu'en est-il des enfants-soldats², ces garçons et ces filles qui prennent volontairement ou involontairement les armes³? Comment doit-on traiter ces enfants qui combattent au sein de groupes armés, qui commettent des atrocités et qui bien souvent ne connaissent que la guerre : judiciairement, avec des mécanismes alternatifs, voire en leur accordant l'amnistie? Existe-t-il une formule «gagnante» qui permettrait à ces enfants-soldats de prendre responsabilité pour leurs actes et qui permettrait de rendre justice à leurs victimes?

L'objectif de ce mémoire sera donc d'évaluer la pertinence de certains mécanismes de justice transitionnelle pour tenir responsables les enfants-soldats ayant perpétré des crimes internationaux⁴. Pour ce faire, notre recherche examinera la pertinence de ces différents mécanismes au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant-soldat, tout en les analysant à la lumière des obligations

¹ Voir la section 1.1, ci-dessous, pour la définition d'enfant.

² Voir la section 1.1, ci-dessous, pour une courte discussion de la définition d'enfant-soldat.

³ Bien qu'impossible à vérifier, on estime qu'il y aurait 300,000 enfants-soldats dans le monde, et ce sur tous les continents. Voir : Coalition to stop the use of child soldiers, «Global Report 2008» (2008), en ligne : [childsoldiersglobalreport.org](http://www.childsoldiersglobalreport.org) <<http://www.childsoldiersglobalreport.org/>>.

⁴ Ce mémoire visera donc généralement les enfants qui commettent des crimes internationaux (génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité). Voir : *Rapport de l'experte indépendante chargée de mettre à jour l'Ensemble de principes pour la lutte contre l'impunité*, Diane Orentlicher – Additif – Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité, Doc. off. CES NU, 61^e sess., Annexe, point 17, Doc. NU E/CN.4/2005/102/Add.1 (2005) à la p. 6 au para. B [Orentlicher - Ensemble de principes actualisé].

des États au regard des droits des enfants, de la lutte contre l'impunité et des droits des victimes⁵.

Évidemment, la prémisse de ce mémoire est qu'une certaine forme d'imputabilité est dans l'intérêt supérieur de l'enfant⁶. Mais qui dit imputabilité ne dit pas forcément responsabilité criminelle⁷, une distinction à garder en tête tout au long de ce travail. Certains des mécanismes que nous étudierons impliquent évidemment qu'il existe la responsabilité criminelle (le procès pénal, par exemple) tandis que d'autres, telle la commission vérité-réconciliation, ne cherchent pas explicitement à établir cette responsabilité criminelle individuelle.

Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Le **Chapitre 1** examinera le cadre juridique applicable en matière de justice transitionnelle, de droits des enfants et de lutte contre l'impunité. Il cherchera à faire ressortir quelles sont les obligations des États en période transitionnelle lorsque des enfants ont été impliqués en tant que bourreaux. À ce titre, nous ferons non seulement un examen du droit international applicable, mais

⁵ Juan Méndez et Alison Smith ont bien articulé cette trilogie bourreaux-victime-lutte contre l'impunité. Voir Juan E. Méndez, «Accountability for Past Abuses» (1997) 19:2 Hum. Rts. Q. 255 [Méndez] et Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Sharanjeet Parmar et al., dir., *Children and Transitional Justice : Truth-Telling, Accountability and Reconciliation*, Cambridge, Harvard University Press, 2010, 31 [Parmar].

⁶ Voir généralement : UNICEF Innocenti Research Centre, «Outcome Document – Expert Discussion on Children and Transitional Justice» (10-12 novembre 2005), en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/cgi-bin/unicef/research/main.sql?file=scheda_products.sql&idprod=561> à la p. 7 [«Outcome Document 2005»]. Voir aussi Cécile Aptel, «International Criminal Justice and Child Protection» dans Parmar, *supra* note 5, 67 à la p. 98 et Christina Clark, «Juvenile Justice and Child Soldiering: Trends, Challenges, Dilemmas», dans Charles W. Greenbaum, Philip Veerman et Naomi Bacon-Shnoor, dir., *Protection of Children During Armed Political Conflict : A Multidisciplinary Perspective*, Morsel (Belgique), Intersentia, 2006, 311 aux pp. 317-318. Il s'agit aussi de la vision de l'ensemble des instances onusiennes: voir généralement United Nations Rule of Law, «Approche de la justice pour les enfants commune aux entités du système des Nations Unies» (mars 2008), en ligne : UNROL.org <http://www.unrol.org/files/ApprocheJusticeEnfants_Final.doc> [UNROL - «Approche de la justice pour les enfants commune aux entités du système des Nations Unies»]. La rhétorique est toutefois que l'incarcération doit être une mesure de dernier ressort et que des méthodes alternatives au procès pénal doivent être utilisées lorsque possible.

⁷ Matthew Happold, «The Age of Criminal Responsibility for International Crimes under International Law» dans Karin Arts et Vesselin Popovski, dir. *International Criminal Accountability and the Rights of Children*, La Haye, Hague Academic Press, 2006, 69 à la p. 84 [Karin Arts].

aussi l'exposé des normes non contraignantes s'appliquant en matière de justice juvénile. Nous étudierons aussi la mesure des obligations qu'ont les États de poursuivre les auteurs de crimes graves et d'offrir réparation à leurs victimes.

Le **Chapitre 2** sera dédié quant à lui à l'examen de cinq mécanismes de justice transitionnelle permettant une certaine forme d'imputabilité, c'est-à-dire les tribunaux pénaux internationaux, les procès nationaux (en particulier la justice juvénile), les commissions vérité-réconciliation, la justice dite traditionnelle et l'amnistie⁸. Mentionnons que notre mémoire s'attardera quasi exclusivement aux expériences africaines en matière de participation des enfants aux processus de justice transitionnelle. En effet, l'Afrique est le continent où cette pratique commence le plus à se cristalliser, notamment avec la Sierra Leone, le Liberia, le Rwanda et l'Ouganda. Chacun de ces pays a connu des conflits armés où les enfants furent largement impliqués dans la commission des atrocités. À la fin des hostilités, ces États ont eu à faire face à la question de l'imputabilité des enfants-bourreaux et quoique la nature, la durée et l'ampleur des conflits qu'ils ont connus varient considérablement, les leçons qui y ont été apprises en matière d'imputabilité sont définitivement très pertinentes pour apporter une lumière sur la notion d'intérêt supérieur de l'enfant en matière de justice transitionnelle. Il importe toutefois de mentionner que nous avons exclus d'emblée d'autres situations intéressantes, comme la RDC et le Burundi, puisqu'elles n'ont pas encore mis sur pied, de façon effective, des mécanismes de justice transitionnelle.

Finalement, le **Chapitre 3** tentera de faire ressortir, à la lumière des deux premiers chapitres, quels sont les mécanismes de justice transitionnelle les plus appropriés au regard des enfants-soldats ayant commis des crimes internationaux. À cet effet, il fera

⁸ Bien que l'amnistie ne soit pas un mécanisme d'imputabilité en tant que tel, nous allons la traiter comme partie intégrante des options de justice transitionnelle.

une synthèse des leçons apprises et des meilleures pratiques en matière d'imputabilité et de responsabilité des enfants-soldats.

L'un des objectifs de la justice transitionnelle est de faire d'un pays un endroit meilleur pour les générations futures⁹. Elle vise à aider les sociétés déchirées par la violence à retrouver un peu de leur humanité et à permettre aux individus touchés par cette violence d'avancer ensemble vers un avenir plus paisible¹⁰. Dans cet exercice social, la participation des enfants, victimes et bourreaux, aux processus de justice transitionnelle doit être maximisée et effectuée dans leur intérêt supérieur. Bien qu'il puisse falloir toute une vie pour se réconcilier¹¹, pardonner et se remettre d'un violent conflit, les enfants, adultes de demain, ne peuvent être laissés de côté dans cette marche vers la paix¹².

⁹ Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 45.

¹⁰ Saudamini Siegrist, «Child Rights and Transitional Justice» dans Parmar, *supra* note 5, 1 à la p. 16.

¹¹ «That the object of the whole exercise is to obtain reconciliation in societies torn by conflict should be undisputed. [...] In the first place, true reconciliation cannot be imposed by decree; it has to be built in the hearts and minds of all members of society through a process that recognizes every human being's worth and dignity. Second, reconciliation requires knowledge of the facts. Forgiveness cannot be demanded (or even expected) unless the person who is asked to forgive knows exactly what it is that he or she is forgiving. Third, reconciliation can only come after atonement. It seems to add a new unfairness to the crimes of the past to demand forgiveness from the victims without any gesture of contrition or any acknowledgement of wrongdoing from those who will benefit from that forgiveness». Voir Méndez, *supra* note 5 aux pp. 273-274.

¹² Saudamini Siegrist, «Child Rights and Transitional Justice» dans Parmar, *supra* note 5, 1 à la p. 15. Voir aussi Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 32.

CHAPITRE 1 : La justice transitionnelle et les obligations des États : lutte contre l'impunité, victimes et enfants-soldats

Dans ce premier chapitre, nous allons d'abord définir ce qu'est un enfant et un enfant-soldat, puis nous allons expliquer ce qu'est la justice transitionnelle, analyser ses objectifs et établir son importance en période post-conflit. Puis, nous allons élaborer le cadre juridique, c'est-à-dire exposer le droit international contraignant et les normes non contraignantes régissant les droits des enfants-soldats, les droits des victimes de crimes internationaux et les obligations qu'ont les États en matière de répression pénale.

1.1 LA DÉFINITION D'ENFANT ET D'ENFANT-SOLDAT

Tout au long de ce mémoire, l'enfant¹³ s'entendra comme toute personne âgée de moins de 18 ans. Cela est en conformité avec l'article 1 de la CDE, qui prévoit qu'«un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable». À cet égard, nous proposons de toujours garder en tête la problématique de l'établissement de l'âge d'un enfant puisque dans plusieurs pays, l'enregistrement des naissances n'est pas systématique. Ainsi, plusieurs enfants ne peuvent dire leur âge véritable et une multitude de conséquences peuvent s'ensuivre¹⁴.

¹³ Le masculin sera utilisé uniquement dans le but d'alléger le texte. Lorsqu'il sera spécifiquement question des filles, le féminin sera utilisé.

¹⁴ Voir à ce sujet : UNICEF Innocenti Research Centre, «Birth Registration and Armed Conflict» (2007), en ligne : UNICEF Innocenti Research Centre <<http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/insight-br-eng.pdf>>. Mis à part la problématique de l'enregistrement des naissances, d'autres situations «techniques» peuvent entraver l'établissement de l'âge exact d'un enfant. Par exemple, pour la majorité des Rwandais, la date de naissance ne mentionne pas tous les éléments (jour et mois), ce qui prête à confusion dans les cas des enfants nés en 1980 par exemple, sans autres précisions de date, pour lesquels on ne peut pas déterminer si, au moment du génocide en

En outre, ce mémoire ne s'attardera pas à définir ce qu'est un enfant-soldat puisqu'il n'y a pas nécessairement de consensus international à ce sujet. Néanmoins, la définition la plus largement acceptée est celle des Principes du Cap, qui énonce qu'un enfant-soldat est

toute personne âgée de moins de 18 ans enrôlée dans une force armée ou un groupe armé régulier ou irrégulier, quelle que soit la fonction qu'elle exerce, notamment mais pas exclusivement celle de cuisinier, porteur, messenger, et toute personne accompagnant de tels groupes qui n'est pas un membre de leur famille. Cette définition englobe les filles recrutées à des fins sexuelles et pour des mariages forcés. Elle ne concerne donc pas uniquement les enfants qui sont armés ou qui ont porté des armes¹⁵.

Avec ces définitions en tête, voyons maintenant ce que constitue la justice transitionnelle.

avril 1994, ils avaient moins de 14 ans, l'âge de responsabilité pénale dans ce pays. Voir Comité des droits de l'enfant, *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention - Rwanda*, Doc. Off. CRC NU, Doc. NU CRC/C/70/Add.22 (8 octobre 2003) aux paras. 334 et 149 à 156. Les problématiques relatives à la définition de ce qu'est un enfant ont aussi été soulevées par la Commission Vérité-Réconciliation de la Sierra Leone. Voir *Witness to Truth: Report of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission*, Freetown, SLTRC, 2004, Vol. 3B, Chapitre 4 au para. 67 [Rapport de la CVR Sierra Leone]. Voir aussi : Angela Veale, «The Criminal Responsibility of Former Child Soldiers: Contributions from Psychology» dans Karin Arts, *supra* note 7, 97.

¹⁵ Voir par exemple : *Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, «Observations écrites présentées en application de la règle 103 du Règlement de procédure et de preuve par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés – Annexe A» (17 mars 2008), Affaire n° ICC-01/04-01/06 (Cour pénale internationale, Chambre de Première Instance I), en ligne : Cour pénale internationale <http://www.un.org/children/conflict/_documents/AmicuscuriaeICCLubanga.pdf> [Coomaraswamy - *Amicus Curiae*] et UNICEF, «Les Principes du Cap et meilleures pratiques concernant le recrutement d'enfants dans les forces armées et la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants-soldats en Afrique» (1997), en ligne : UNICEF <<http://www.unicef.org/french/path/Documents/Session%202%20Droit%20International%20des%20Droits%20Humains/Manuel%20du%20participant/2.2%20Principes%20du%20cap.doc>> [Principes du Cap].

1.2 LA JUSTICE TRANSITIONNELLE : IMPÉRATIFS POST-CONFLIT

La définition la plus largement acceptée et citée de la justice transitionnelle est celle émanant d'un rapport du Secrétaire général de l'ONU paru en 2004. Dans ce document, la justice transitionnelle y est définie comme étant «l'éventail complet des divers processus et mécanismes mis en œuvre par une société pour tenter de faire face à des exactions massives commises dans le passé»¹⁶. Ainsi, les situations post-conflit «obligent à concilier divers objectifs, notamment la recherche des responsabilités et de la vérité, l'indemnisation des victimes, la préservation de la paix et le renforcement de la démocratie et de l'état de droit»¹⁷.

Évidemment, la justice transitionnelle n'est pas la seule et unique panacée pour une paix durable. Toutefois, «[e]xperience demonstrates that while transitional justice is not sufficient in and of itself to guarantee lasting change, it can take a significant step in providing redress for the wrongs of the past and preventing their recurrence»¹⁸. Ainsi, pour que les différents processus et mécanismes de justice transitionnelle mis en place atteignent leurs objectifs et aient le succès escompté, ils doivent être impérativement exercés de façon complémentaire¹⁹. Il ne s'agit donc pas simplement

¹⁶ *Rapport du Secrétaire général sur le Rétablissement de l'état de droit et administration de la justice pendant la période de transition dans les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit*, Doc. off. CSNU, 59^e année, Doc. NU S/2004/616 (23 août 2004) au para. 7 [*Rapport justice transitionnelle*].

¹⁷ *Ibid.* au para. 25.

¹⁸ Voir «Introduction» dans Parmar, *supra* note 5, xv à la p. xxvi. Au sujet des programmes de démobilisation, désarmement et réintégration et de la réconciliation, l'ONU affirme que «[r]econciliation remains a difficult concept to define or measure. There is no single model for overcoming divisions and building trust within societies recovering from conflict or totalitarian rule. DDR aims to encourage trust and confidence between ex-combatants, society and the State by presenting a transparent process by which former fighters give up their weapons, renounce their affiliations to armed groups, and commit to respecting the basic norms and laws including in the resolution of conflicts and the struggle for political power». Voir United Nations for Disarmament, Demobilization and Reintegration, «Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards: Transitional Justice and DDR» (Août 2006), en ligne : UNDDR <http://www.unddr.org/iddrs/06/download/IDDRS_620.pdf> à la p. 4 [UNDDR].

¹⁹ UNICEF Innocenti Research Centre, «Outcome Document – Expert Discussion on Children and Transitional Justice» (12 et 13 juin 2008), en ligne : Innocenti Research Centre <<http://www.unicef->

d'amener à la barre des accusés des présumés criminels de guerre. Lorsque des crimes ont été commis de façon massive, par des centaines voire des milliers de personnes et sur de longues périodes, le retour à la paix ne peut s'effectuer sans une approche holistique prenant en compte non seulement les droits des victimes mais aussi ceux de la société plus largement affectée. Ainsi, il pourra être nécessaire de procéder, en sus des poursuites pénales et de la recherche de la vérité, à une réforme du secteur de la sécurité et à un assainissement de la fonction publique, par exemple.

Certains préceptes doivent être gardés en tête lorsqu'il est question de justice transitionnelle, par exemple le fait qu'il n'y a pas de formule unique applicable à toutes les situations, ce qui veut dire que chaque pays aura des besoins différents en matière de justice transitionnelle²⁰. Comme l'a souligné Alison Smith au sujet de la définition plutôt large de la justice transitionnelle telle qu'énoncée par l'ONU,

irc.org/knowledge_pages/resource_pages/trans_justice/outcome_document.pdf à la p. 7 [«Outcome Document 2008»]. Voir aussi : M. Cherif Bassiouni, «Searching for Peace and Achieving Justice: The Need for Accountability» (1996) 59:4 Law & Contemp. Probs. 9 à la p. 23; *Étude indépendante, assortie de recommandations, visant à aider les États à renforcer les moyens dont ils disposent au niveau national pour combattre l'impunité sous tous ses aspects, établie par Mme Diane Orentlicher*, Doc. off. CES NU, 60^e sess., Annexe, point 17, Doc. NU E/CN.4/2004/88 (2004) au para. 10; Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 aux pp. 288-289 et Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 49.

²⁰ Alison Smith a aussi souligné les préceptes suivants : (1) Par le biais de poursuites pénales et d'autres mécanismes d'imputabilité et de recherche de la vérité, les mécanismes de justice transitionnelle sont les meilleurs véhicules pour arriver à mettre un terme à l'impunité; (2) Une formule n'est pas applicable à tous (*one size does not fit all*) ; (3) Il est préférable que l'État réponde aux comportements criminels par le biais du droit pré-établi, au lieu que cette réponse soit laissée aux individus d'une société prenant les choses de leur propre initiative, sans aucune certitude par rapport au comportement effectivement prohibé et les conséquences en découlant; (4) Les règles générales sont raisonnablement claires : le droit international et national gouverne la conduite des individus en tout temps, que ce soit en temps de guerre ou en temps de paix, et il est donc possible de faire appel et de faire appliquer ces lois par les mécanismes de justice transitionnelle. Ce cadre juridique est également applicable aux enfants, qui bénéficient en outre d'un cadre de protection qui leur est propre découlant de la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments ; (5) Les développements récents relatifs à la poursuite de criminels de guerre, qui procèdent à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans et les font participer activement aux hostilités, ont eu un impact positif en affirmant et en mettant en lumière les crimes commis envers les enfants; (6) Les enfants sont, lorsqu'il est question de les faire participer aux mécanismes de justice transitionnelle, des victimes et des témoins de crimes [notre traduction]. Voir Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, aux pp. 33, 35, 36, 37, 40 et 42.

«[t]here is a certain constructive ambiguity in leaving such a widely used term broad and non-exhaustive, as it encourages societies in transition to adopt the mechanisms that suit their needs and are most likely to meet their goals, without feeling they have to “do what country X did”»²¹.

Afin d’obtenir le soutien, la participation et l’appropriation par les populations locales (et donc d’être culturellement pertinents), il est impératif que les mécanismes de justice transitionnelle soient adaptés aux populations à qui ils s’adressent²². Comme l’a souligné Kofi Annan alors qu’il était Secrétaire général de l’ONU, les initiatives ayant eu le plus de succès en matière de justice transitionnelle sont celles qui ont fait une large place à des «consultations menées auprès du public et des victimes»²³. Que les mécanismes de justice transitionnelle mis en place soient adaptés aux populations locales ne signifie pas de faire droit devant chacune de leurs revendications et de céder au relativisme culturel pour acheter la paix, mais il s’agit certainement ici d’un précepte important afin que les initiatives mises sur pieds trouvent écho chez leurs bénéficiaires.

²¹ Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 35.

²² T.S. Betancourt et A. Ettien, «Transitional justice and youth formerly associated with armed forces and armed groups : acceptance, marginalization and psychosocial adjustment» (Juin 2010) Innocenti Working Paper 2010-17, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_17.pdf>. Voir aussi Michael A. Corriero, «The Involvement and Protection of Children in Truth and Justice-Seeking Processes: The Special Court for Sierra Leone» (2001-2002) 18 N.Y.L. Sch. J. Hum. Rts. 337 à la p. 348 [Corriero].

²³ *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 16. Voir aussi Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme, «Les instruments de l’État de droit dans les sociétés sortant d’un conflit : Consultations nationales sur la justice en période de transition» (2006), en ligne : OHCHR.org <http://www.ohchr.org/Documents/Publications/NationalConsultationsTJ_fr.pdf> et UNDDR, *supra* note 18 aux pp. 22-23. Des auteurs rapportent aussi que «[...] when civil society is present at the beginning of the process, it will generally remain involved throughout the process». Voir Anna Triponel et Stephen Pearson, «What Do You Think Should Happen? Public Participation in Transitional Justice» (2010) 22:1 Pace Int’l L. Rev. 103 à la p. 132. Finalement, voir Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 aux pp. 51 à 54.

Évidemment, chaque mécanisme de justice transitionnelle a lui-même des objectifs différents; toutefois, il faut garder à l'esprit les objectifs ultimes de la justice transitionnelle, c'est-à-dire «établir les responsabilités, de rendre la justice et de permettre la réconciliation»²⁴. Quoiqu'ils puissent sembler utopiques à première vue, ces objectifs sont néanmoins ceux qui permettent à une société d'avancer vers la paix.

Comme l'a affirmé le Secrétaire général de l'ONU

Il ressort clairement de notre expérience de ces 10 dernières années qu'il n'est possible de consolider la paix dans la période qui suit immédiatement la fin d'un conflit, et de la préserver durablement, que si la population est assurée d'obtenir réparation à travers un système légitime de règlement des différends et d'administration équitable de la justice²⁵.

Alors comment ces trois objectifs, soit établir des responsabilités, rendre la justice et permettre la réconciliation s'articulent-ils lorsque des enfants-soldats ont été largement impliqués dans un conflit armé ? Dans les sections qui suivent, nous allons d'abord traiter de l'obligation qu'ont les États de poursuivre les auteurs de crimes graves (établir des responsabilités et rendre justice) et nous tenterons de voir si cette obligation existe à l'égard des enfants bourreaux. Puis, nous allons examiner brièvement la question des victimes des crimes graves et comment leurs besoins et leurs droits doivent être pris en compte lorsqu'il est question de justice transitionnelle (permettre la réconciliation, mais aussi établir des responsabilités et rendre justice).

1.2.1 L'obligation de répression pénale pour les crimes internationaux

Nous pouvons affirmer que l'état actuel du droit coutumier et conventionnel fait en sorte que les États ont désormais d'importantes obligations en matière de répression pénale pour les crimes internationaux. Dans la section qui suit, nous allons voir quelle

²⁴ *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 8.

²⁵ *Ibid.* au para. 2.

est l'ampleur de cette obligation de poursuivre les auteurs d'atrocités et, surtout, tenter de voir si elle s'étend aux enfants présumés coupables de crimes graves.

1.2.1.1 L'obligation en droit coutumier

Dans cette section, nous allons examiner quelle est l'étendue de l'obligation qu'ont les États de poursuivre les auteurs de crimes internationaux en vertu du droit coutumier. D'emblée, nous pouvons affirmer que le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité sont tous prohibés en droit coutumier²⁶, mais la question est de savoir si cette prohibition confère l'obligation de poursuivre ou d'en extraditer les auteurs. De fait, il appert que cette obligation variera grandement en fonction de la base juridictionnelle en question et par rapport à chacun des crimes visés.

Relativement au crime de génocide, la prohibition de ce crime fait partie du droit coutumier²⁷ et certains sont d'avis que cela va jusqu'à conférer, malgré le peu de pratique étatique²⁸, le droit pour les États d'exercer la compétence universelle pure²⁹ pour le réprimer³⁰.

²⁶ Robert Cryer *et al.* *An Introduction to International Criminal Law and Procedure*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 à la p. 59 [Cryer].

²⁷ Cryer, *supra* note 26 à la p. 167. Voir aussi *Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, Avis consultatif, [1951] C.I.J. rec. 15 à la p. 23 et Christine Bakker, «Prosecuting International Crimes against Children: the Legal Framework» (Juin 2010), Innocenti Working Paper IWP 2010-13, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_13.pdf> aux pp. 3-4 [Bakker].

²⁸ Bakker, *ibid.* Voir aussi *Procureur c. Dusko Tadić*, Affaire n° IT-94-I-AR72, Arrêt relatif à l'appel de la défense concernant l'exception préjudicielle d'incompétence (2 octobre 1995) (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre d'appel) et M. Cherif Bassiouni, «Universal Jurisdiction for International Crimes: Historical Perspectives and Contemporary Practice» (2001-2002) 42 Va. J. Int'l L. 81. aux pp. 121-122.

²⁹ La base juridictionnelle la plus controversée est sans aucun doute la compétence universelle pure, c'est-à-dire celle où un État décide de poursuivre l'auteur d'un ou de plusieurs crimes internationaux sans qu'il n'y ait de lien entre ce bourreau, ses victimes, le lieu du ou des crimes et ledit État. L'exercice de cette compétence viendrait de l'idée que la commission d'un crime international affecte la communauté internationale en entier et que, de ce fait, un État peut choisir d'en poursuivre l'auteur afin d'exprimer son opprobre. Certains remettent toutefois en question l'existence d'une telle «communauté internationale», une *civitas maxima*, et incidemment l'existence d'une obligation

Quant aux crimes de guerre, il appert que les États ont le droit d'en poursuivre les auteurs, et ce sur toutes les bases juridictionnelles allant jusqu'à la compétence universelle pure, quoiqu'il n'y ait pas beaucoup d'exemples dans la pratique de l'exercice d'une telle compétence³¹. L'étude de droit coutumier réalisée par le CICR souligne que les États ont l'obligation d'au moins enquêter sur les crimes de guerre commis par leurs propres ressortissants ou forces armées, ou encore ceux commis sur leur territoire ou par leurs ressortissants dans d'autres juridictions³². Malgré ce qui précède, le droit et la pratique en situation de conflit armé non international sont moins établis que ceux relatifs aux conflits armés internationaux³³. De ce fait, une obligation de poursuivre les crimes de guerre commis dans le cadre d'un conflit armé

d'exercer la compétence universelle basée sur le droit coutumier uniquement. Voir Cryer, *supra* note 26 aux pp. 44-45 et 59 à 61. La pratique actuelle montrerait qu'en vertu du droit coutumier, les États ont le droit, mais ne sont pas obligés, de poursuivre les auteurs de crimes internationaux. En effet, certains sont d'avis que les États n'ont pas l'obligation de poursuivre les auteurs de crimes internationaux puisque la pratique étatique ne supporterait pas cette obligation. La compétence universelle dite conditionnelle pourra être exercée lorsque le suspect se trouve physiquement sur le territoire de l'État désirant le poursuivre, le seul lien avec le bourreau étant la territorialité. L'exercice de cette compétence semble moins politiquement compromettante que la compétence universelle pure basée sur le droit coutumier uniquement. Voir aussi Bakker, *supra* note 27 à la p. 7 et à la note de bas de page 37.

³⁰ Payam Akhavan, «Enforcement of the Genocide Convention : A Challenge to Civilization» (1995) 8 Harv. Hum. Rts. J. 229 à la p. 234.

³¹ Jean-Marie Henckaerts et Louise Doswald-Beck, *Droit international humanitaire coutumier - Volume I : Règles*, Bruxelles, Bruylant, 2006 à la règle 157 [CICR - Étude de droit coutumier]. Voir aussi Xavier Philippe, «The principles of universal jurisdiction and complementarity: how do the two principles intermesh?» (2006) 88:862 R.I.C.R 375 aux pp. 386-387, Comité international de la Croix-Rouge, «Obligations en matière de répression pénale» (2004), en ligne : CICR <[http://www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/5XDD5H/\\$FILE/Dossier_repression_penale.pdf](http://www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/5XDD5H/$FILE/Dossier_repression_penale.pdf)> [«Obligations en matière de répression pénale»] et Cryer, *supra* note 26 aux pp. 59 à 61. Cryer fait une brève analyse de l'état actuel des discussions et documents relatifs à la norme coutumière relativement à l'obligation de poursuivre les crimes internationaux. En matière de normes non contraignantes (*soft law*), voir Orentlicher - *Ensemble de principes actualisé*, *supra* note 4 au principe 21 et *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire*, Rés. AG 60/147, Doc. off. AG NU, 60^e sess., Doc. NU A/RES/60/147 (16 décembre 2005) à la section III para. 5 [*Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation*].

³² Il est à noter que ces règles sont applicables tant en situation de conflit armé international qu'en situation de conflit armé non international. Voir CICR - Étude de droit coutumier, *supra* note 31 à la règle 158.

³³ Bakker, *supra* note 27 à la p. 7.

non international qui serait exclusivement basée sur le droit coutumier semble improbable.

Quant aux crimes contre l'humanité, certains sont d'avis que leur nature coutumière est établie et que cela confère donc l'obligation aux États d'en poursuivre les auteurs³⁴.

Un autre argument pour la poursuite des crimes internationaux basée sur la compétence universelle, pure ou conditionnelle, est que leur interdiction relève du *jus cogens*³⁵. La commission de ces crimes obligerait donc les États à en poursuivre les auteurs ou à les extraditer vers un autre État qui serait prêt à le faire (*aut dedere aut judicare*)³⁶. Toutefois, la pratique étatique et l'*opinio juris* ne vont pas tout à fait dans ce sens, ce qui nous permet donc de conclure qu'il n'existe pas aujourd'hui d'obligation basée exclusivement sur le droit coutumier, ni sur le *jus cogens*, quant à l'obligation de poursuivre les auteurs de crimes graves³⁷.

³⁴ Voir entre autres : M. Cherif Bassiouni, « "Crimes Against Humanity": The Need for a Specialized Convention » (1993-1994) 31 Colum. J. Transnat'l. L. 457 à la p. 480. Bassiouni argue que l'obligation de poursuivre les auteurs de crimes contre l'humanité, prévues dans le droit conventionnel (dans les conventions relatives à aux crime de torture et d'apartheid, par exemple), ont pour conséquence que cette obligation de poursuite est entrée dans le droit coutumier.

³⁵ La Convention de Vienne sur le droit des traités définit le *jus cogens* comme étant « une norme impérative du droit international général est une norme acceptée et reconnue par la communauté internationale des États dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est permise et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général ayant le même caractère ». Voir *Convention de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales*, 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331 à l'art. 53.

³⁶ M. Cherif Bassiouni, « International Crimes: "Jus Cogens" and "Obligatio Erga Omnes" » (1996) 59:4 Law & Contemp. Probs. 63 à la p. 65.

³⁷ Cryer, *supra* note 26 aux pp. 32-33 et 60-61. Malgré ce qui précède, d'autres contraintes (telle la préservation des relations internationales) existent généralement et empêchent de ce fait la poursuite basée exclusivement sur le droit coutumier ou le *jus cogens*. Voir par exemple Bakker, *supra* note 27 aux pp. 14-15.

Évidemment, si cette obligation existe plus ou moins en droit coutumier pour la poursuite d'adultes ayant commis de graves crimes, nous pouvons conclure qu'il n'en existe virtuellement pas pour les enfants-soldats³⁸.

1.2.1.2 L'obligation en droit conventionnel

Comme le rappelle à juste titre le sixième paragraphe du Préambule du *Statut de Rome* de la CPI, «il est du devoir de chaque État de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables de crimes internationaux»³⁹. Outre la poursuite via la compétence universelle, il revient donc à chaque État de poursuivre les personnes présumées responsables de la commission de graves crimes en fonction des traités auxquels ils sont parties et des bases juridictionnelles qui sont prévues dans ceux-ci. Évidemment, dépendamment du cadre constitutionnel et juridique de chaque pays, la mise en œuvre nationale du droit international prend ici tout son sens : les crimes internationaux doivent exister dans l'ordre juridique des États où ces crimes sont perpétrés si l'on souhaite poursuivre les auteurs de crimes graves⁴⁰.

³⁸ Bakker, *supra* note 27 à la p. 20.

³⁹ *Statut de Rome de la Cour pénale internationale*, 17 juillet 1998, 2187 R.T.N.U. 3 au Préambule para. 6 [*Statut de Rome*]. Au 1^{er} novembre 2010, 114 États sont parties au Statut de Rome. Voir Organisation des Nations Unies, «État des traités» (1^{er} novembre 2010), en ligne : Nations Unies – Collection des traités <<http://treaties.un.org/Pages/ParticipationStatus.aspx>>.

⁴⁰ Évidemment, «lorsqu'un crime n'est pas clairement défini dans la législation nationale au moment où il est commis, le fait d'engager une poursuite risque d'aller à l'encontre du principe de légalité». Voir Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Poursuites du parquet» (2006), en ligne : OHCHR.org <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawProsecutionsfr.pdf>> à la p. 24. Christine Bakker rappelle que les États doivent non seulement incorporer dans leur droit interne les crimes prévus dans les conventions internationales auxquelles ils sont parties mais aussi créer des sanctions efficaces punissant leur commission. Voir Bakker, *supra* note 27 aux pp. 3 et 13. Dans tous les cas, on pourrait toujours poursuivre l'auteur d'un crime international pour le crime quasi «équivalent» en droit interne, par exemple pour meurtre lorsque le crime perpétré était «l'homicide intentionnel» en tant que crime de guerre.

Par exemple, les *Conventions de Genève* de 1949, universellement ratifiées, et les deux *Protocoles additionnels* de 1977⁴¹, imposent aux États parties non seulement l'obligation de prévenir et de faire cesser les actes contraires à ces instruments, qu'ils soient commis en situation de conflit armé international ou non international, mais aussi de réprimer les infractions graves telles que l'homicide intentionnel, la torture, les traitements inhumains, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, etc.⁴². Ces infractions graves aux *Conventions de Genève* et des *Protocoles additionnels* impliquent donc l'obligation pour les États parties d'enquêter et de poursuivre les auteurs de ces violations⁴³.

Par ailleurs, d'autres conventions internationales relatives aux droits de la personne imposent aux États parties l'obligation de poursuivre les auteurs de certaines violations flagrantes des droits humains. C'est le cas de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*⁴⁴. Toutefois, cette convention ne prévoit qu'une compétence territoriale, ce qui veut dire que seuls les États parties à la Convention sur le génocide et où les crimes prévus par la convention ont été commis doivent en juger les bourreaux⁴⁵. La convention prévoit aussi la compétence d'une cour criminelle internationale pour juger ces crimes et, aujourd'hui, la Cour pénale

⁴¹ En date du 1^{er} novembre 2010, 171 États sont parties au *Protocole additionnel I* et 165 États sont parties au *Protocole additionnel II*. Les pays africains à l'étude dans ce mémoire sont tous parties aux deux protocoles additionnels. Voir Comité international de la Croix-Rouge, «Traités et textes par date» (aucune date), en ligne : CICR <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO?OpenView>>.

⁴² «Obligations en matière de répression pénale», *supra* note 31.

⁴³ Cryer, *supra* note 26 à la p. 32 et David Crane, «Strike terror no more: prosecuting the use of children in times of conflict – the West African extreme» dans Karin Arts, *supra* note 7, 119 à la p. 129.

⁴⁴ *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, 9 décembre 1948, 78 R.T.N.U. 277 aux arts. 1 à 6 et 8. Au 1^{er} novembre 2010, 141 États sont parties à cette convention. Voir Organisation des Nations Unies, «État des traités» (1^{er} novembre 2010), en ligne : Nations Unies – Collection des traités <<http://treaties.un.org/Pages/ParticipationStatus.aspx>>.

⁴⁵ Sur l'émergence d'une certaine tendance à l'élargissement de la compétence prévue par la convention, voir William A. Schabas, «National Courts Finally Begin to Prosecute Genocide, the 'Crime of Crimes'» (2003) 1:1 J. Int'l Crim. Justice 39.

internationale est compétente à l'égard du génocide⁴⁶. Toutefois, la CPI ne peut exercer sa juridiction envers les personnes âgées de moins de 18 ans au moment des faits, ce qui exclut donc les enfants-soldats de poursuites pour crimes de génocide devant cette instance⁴⁷; toutefois cela n'empêche pas leur poursuite auprès des tribunaux nationaux.

La *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*⁴⁸ prévoit quant à elle une compétence extraterritoriale, c'est-à-dire que l'État partie peut non seulement juger les crimes commis sur son territoire, mais aussi ceux commis par l'un de ses ressortissants ou ceux dont la victime est l'un de ses ressortissants. En outre, cette convention prévoit que l'État partie peut juger une personne ayant commis des infractions prévues par la convention si le présumé bourreau se trouve sur son territoire⁴⁹. Quand elle entrera en vigueur⁵⁰, la *Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées* obligera aussi les États à enquêter et à poursuivre toute personne responsable de disparitions forcées, un crime contre l'humanité lorsque commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique, sur les mêmes bases juridictionnelles que la *Convention contre la torture*⁵¹.

⁴⁶ *Statut de Rome*, supra note 29 à l'art. 6.

⁴⁷ *Ibid.* à l'art. 18.

⁴⁸ *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, 10 décembre 1984, 1465 R.T.N.U. 85 aux arts 4, 5, et 7. Au 1^{er} novembre 2010, 147 États sont parties à cette convention. Voir Organisation des Nations Unies, «État des traités» (1^{er} novembre 2010), en ligne : Nations Unies – Collection des traités <<http://treaties.un.org/Pages/ParticipationStatus.aspx>>.

⁴⁹ Pour une excellente dissertation sur la «hiérarchie» entre les différents modes de compétence universelle, voir Gabriel Chavez Tafur Bello, «Positive Conflicts of Jurisdiction and the Principle of Universality in the Prosecution of International Crimes», Master's Degree Thesis presented at the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights (2009).

⁵⁰ Au 1^{er} novembre 2010, 19 États sont parties à la convention. Celle-ci entrera en vigueur 30 jours après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion de 20 États. Voir art. 39 de la *Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées*, Rés. AG 177, Doc. off. AGNU, 61e sess., Doc. NU A/RES/61/177 (2006).

⁵¹ *Ibid.* à l'art. 3 et 9. L'article 2 de la convention définit «disparition forcée» comme étant «l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou

Outre les conventions mentionnées ci-dessus, d'autres instruments internationaux et régionaux prévoient aussi une obligation de répression pour les États parties. Par exemple, le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*⁵² prévoit que le droit à la vie est un droit indérogeable. De ce fait, la cour a affirmé dans l'*Affaire Velasquez Rodriguez* qu'une obligation positive dans la convention entraînait l'obligation pour les États de poursuivre ceux qui attentaient à ce droit⁵³.

Toutefois, quelle est l'ampleur de cette obligation de répression pénale lorsque les bourreaux sont des enfants-soldats? La doctrine portant sur la poursuite des crimes internationaux ne traite généralement pas de cette question : elle aborde plutôt la question de la responsabilité des bourreaux de haut niveau. Ainsi, il faut regarder dans d'autres instruments internationaux ce qui est prévu pour les enfants. Il en sera question à la section 1.2.

1.2.2 Les droits des victimes

Comme nous l'avons vu dans la définition de la justice transitionnelle et de ses objectifs, les droits des victimes sont une composante importante dont il faut impérativement tenir compte lorsque des crimes ont massivement été commis dans une société donnée.

l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi».

⁵² *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 16 décembre 1966, 999 R.T.N.U. 171 aux arts. 6 et 4 (2). Au 1^{er} novembre 2010, 166 États sont parties au pacte. Voir Organisation des Nations Unies, «État des traités» (1^{er} novembre 2010), en ligne : Nations Unies – Collection des traités <<http://treaties.un.org/Pages/ParticipationStatus.aspx>>.

⁵³ La Cour a affirmé que «[t]he second obligation of the States Parties is to "ensure" the free and full exercise of the rights recognized by the Convention to every person subject to its jurisdiction. [...] As a consequence of this obligation, the States must prevent, investigate and punish any violation of the rights recognized by the Convention and, moreover, if possible attempt to restore the right violated and provide compensation as warranted for damages resulting from the violation». Voir *Affaire Velasquez Rodriguez* (1988), Inter-Am.Ct.H.R. (Ser. C) n°4, au para. 166.

Les victimes s'entendent comme étant «les personnes qui, individuellement ou collectivement, ont subi un préjudice, notamment une atteinte à leur intégrité physique ou mentale, une souffrance morale, une perte matérielle ou une atteinte grave à leurs droits fondamentaux, en raison d'actes ou d'omissions constituant des violations flagrantes du droit international des droits de l'homme ou des violations graves du droit international humanitaire. Le cas échéant, et conformément au droit interne, on entend aussi par « victimes » les membres de la famille proche ou les personnes à charge de la victime directe et les personnes qui, en intervenant pour venir en aide à des victimes qui se trouvaient dans une situation critique ou pour prévenir la persécution, ont subi un préjudice»⁵⁴.

Dans la section qui suit, nous allons examiner les instruments juridiques conférant des droits aux victimes, puis nous allons évaluer brièvement l'apport du Fonds d'aide aux victimes de la CPI à l'avancée des droits des victimes de crimes internationaux.

⁵⁴ Voir *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire*, Rés. AG 60/147, Doc. off. AG NU, 60^e sess., Doc. NU A/RES/60/147 (16 décembre 2005) à la section V [*Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation*]. Il est très important de noter qu'une victime, telle que définie ci-dessus, est une victime, nonobstant l'identification, l'arrestation, la poursuite ou la condamnation de l'auteur de la ou des violations qu'elle a subies. La Cour pénale internationale a pour sa part adopté une notion de victime beaucoup plus restreinte. Voir entre autres le Règlement de procédure et de preuve de la CPI qui établit à l'art. 85 (a) que «[l]e terme « victime » s'entend de toute personne physique qui a subi un préjudice du fait de la commission d'un crime relevant de la compétence de la Cour». Voir aussi *Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, Affaire no. ICC-01/04-01/06-1432, *Arrêt relatif aux appels interjetés par le Procureur et la Défense contre la Décision relative à la participation des victimes rendue le 18 janvier 2008 par la Chambre de première instance I* (11 juillet 2008) (Cour pénale internationale, Chambre d'appel), en ligne : [icc-cpi.int <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc549362.PDF>](http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc549362.PDF).

1.2.2.1 Le droit contraignant et les normes non contraignantes

Les victimes de crimes internationaux ont des droits qui sont désormais bien établis⁵⁵; plus spécifiquement, il s'agit du droit d'obtenir justice et réparation pour le tort subi, le droit de savoir⁵⁶ ainsi que le droit de connaître la vérité⁵⁷. Ce dernier droit fait entre autres référence à l'obligation qu'ont les États de fournir aux victimes et à leurs familles des informations au sujet des circonstances ayant mené à la commission massive de violations des droits humains⁵⁸. L'une des meilleures façons d'établir la vérité est évidemment par l'entremise d'une commission vérité-réconciliation mais comme nous le verrons à la section 2.4, plusieurs facteurs intrinsèques aux CVR peuvent avoir pour conséquence de ne pas apporter aux victimes la satisfaction escomptée⁵⁹.

⁵⁵ Pour un excellent examen historique des droits des victimes, particulièrement le droit à la vérité et le droit de savoir, voir Yasmin Naqvi, «The right to the truth in international law: fact or fiction?» (2006) 88:862 R.I.C.R. 245 [Naqvi].

⁵⁶ Le droit de savoir fait référence au droit «imprescriptible de connaître la vérité sur les circonstances dans lesquelles ont été commises les violations et, en cas de décès ou de disparition, sur le sort qui a été réservé à la victime». Voir Orentlicher - *Ensemble de principes actualisé*, *supra* note 4 au Principe 4.

⁵⁷ En comparaison avec le droit de savoir, le droit à la vérité est plutôt collectif et fait référence au droit inaliénable d'un peuple «de connaître la vérité sur les événements passés relatifs à la perpétration de crimes odieux, ainsi que sur les circonstances et les raisons qui ont conduit, par la violation massive ou systématique des droits de l'homme, à la perpétration de ces crimes». Voir entre autres: Orentlicher - *Ensemble de principes actualisé*, *supra* note 4 aux Principes 2 à 6 et 19 (2) et UNDDR, *supra* note 18 aux pp. 5-6.

⁵⁸ Naqvi, *supra* note 55 à la p. 245.

⁵⁹ Comme le rapporte le HCDH, «[l']expérience montre cependant que pour pouvoir pardonner, nombre de victimes individuelles et de communautés exigent parfois davantage que la reconnaissance de la vérité. La réconciliation est en général un processus particulièrement long et lent, dont le travail d'une commission de vérité n'est sans doute qu'une condition préalable parmi d'autres». Voir Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Les commissions de vérité» (2006), en ligne : OHCHR.org <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawTruthCommissionsfr.pdf>> à la p. 2. Pour une critique juste et relativement bien documentée des commissions vérité-réconciliation, voir Erin Daly, «Truth Skepticism: An Inquiry into the Value of Truth in Times of Transition» (2008) 2 Int'l J. Transitional Justice 23 et Priscilla B. Hayner, *Unspeakable Truths: Transitional Justice and the Challenge of Truth Commissions*, Taylor and Francis, London, 2010 [Hayner - *Unspeakable Truths*].

Certains instruments largement ratifiés par les États prévoient le droit à un recours et à une réparation pour les victimes de crimes. Entre autres, le PIDCP prévoit l'obligation pour les États parties d'assurer aux victimes le droit à un recours effectif⁶⁰. Quant à la CCT⁶¹, elle prévoit à l'article 14 le droit pour les victimes de torture d'obtenir réparation et d'être indemnisées, ou si elles sont décédées, un tel recours à leurs ayants droits.

Enfin, quelques instruments internationaux non contraignants ont été développés afin de réitérer les droits des victimes des crimes graves. Il s'agit, par exemple, des *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire*⁶². Ces principes rappellent aux États leurs obligations en matière de respect des droits humains et du droit

⁶⁰ *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 16 décembre 1966, 999 R.T.N.U. 171 à l'art. 2 (3). Cet article prévoit que «[l]es États parties au présent Pacte s'engagent à : a) Garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans le présent Pacte auront été violés disposera d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles». Une violation d'un droit reconnu dans le PIDCP pourrait être, par exemple, le droit à la vie tel que reconnu à l'article 6, qui d'ailleurs est un droit auquel on ne peut déroger en vertu de l'article 4 (2). Voir aussi : Comité des droits de l'homme, *Observation générale No. 31 «La nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte»*, Doc. Off. CDH NU, Doc. NU CCPR/C/21/Rev.1/Add.13 (26 mai 2004) et Comité des droits de l'homme, *Observation générale No. 3 «Implementation at the national level»*, Doc. Off. CDH NU, Doc. NU CCPR (29 juillet 1983).

⁶¹ *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, 10 décembre 1984, 1465 R.T.N.U. 85 à l'art. 14. Quant elle entrera en vigueur, la *Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées* offrira aussi des recours aux victimes. Voir *Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées*, Rés. AG 177, Doc. off. AGNU, 61e sess., Doc. NU A/RES/61/177 (2006) à l'art. 24 et au Préambule para. 7.

⁶² Les Principes rappellent aux États qu'ils ne créent pas de nouvelles obligations juridiques «mais définissent des mécanismes, modalités, procédures et méthodes pour l'exécution d'obligations juridiques qui existent déjà en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, qui sont complémentaires bien que différents dans leurs normes». Voir *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation*, *supra* note 54 au Préambule para. 7.

humanitaire et leur donne des directives détaillées sur le droit des victimes à un recours et à une réparation pour le préjudice subi⁶³.

Quant à lui, l'*Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité* vise à orienter les États dans la mise en place de mesures efficaces de lutte contre l'impunité, tout en soulignant le besoin de complémentarité entre les différents mécanismes dans la poursuite de cet objectif⁶⁴.

Bien que non contraignants, les documents ci-dessus, lus conjointement avec les conventions internationales à caractère obligatoire pour les États, démontrent que les droits des victimes de crimes graves sont aujourd'hui une réalité qu'on ne peut ignorer lorsqu'il est question de justice transitionnelle. D'ailleurs, la place grandissante qu'occupent les victimes de crimes internationaux dans la littérature juridique des dernières années et le rôle important qui leur est attribué dans le Statut de Rome, par exemple, démontre que cette question ne peut désormais plus être ignorée.

1.2.2.2 Le Fonds pour les victimes de la Cour pénale internationale

Le fait que le Statut de Rome fasse une grande place aux victimes est une avancée importante en droit international. Même si la CPI n'a pas compétence *rationae personae* sur les personnes âgées de moins de 18 ans, elle peut néanmoins leur accorder le droit de participer dans les procédures et d'obtenir réparation pour le tort subi aux mains de leurs bourreaux⁶⁵. Non seulement les victimes des accusés devant la CPI peuvent-elles faire application à la cour pour qu'on leur reconnaisse le statut

⁶³ *Ibid.* Donc, ces principes ne créent pas d'obligations pour les États mais visent à leur donner des lignes directrices en matière de réparations aux victimes.

⁶⁴ Orentlicher - *Ensemble de principes actualisé*, *supra* note 4.

⁶⁵ L'enfant pourra faire application à la cour pour se voir accorder le statut de victime si des accusations pour crimes à son égard sont portées contre un suspect qui relèvera de la Cour.

de victime participante, mais elles peuvent aussi se voir attribuer une certaine réparation ou compensation⁶⁶. En outre, le Fonds au Profit des Victimes finance des projets dans les communautés affectées par les crimes commis par les accusés qui se trouvent devant la cour⁶⁷. À l'heure actuelle, des projets sont financés en RDC et en Ouganda⁶⁸ et pourraient s'étendre à la République centrafricaine en 2010. Toutefois, le Fonds est financé à partir de contributions volontaires de la part des États et n'est donc pas à l'abri d'un éventuel problème de financement.

1.2.3 Les conclusions préliminaires

En conclusion, il semble désormais établi que les États ont non seulement l'obligation de poursuivre les responsables de crimes internationaux mais aussi de garantir le droit aux victimes d'obtenir réparation pour le tort subi⁶⁹. Comme le mentionne l'ONU

Transitional justice initiatives aim to build trust between victims, society, and the state through transitional justice measures that provide some acknowledgement from the State that citizen rights have been violated and that they deserve justice, truth and reparation. Increased consultation with victims' groups, communities receiving demobilized combatants, municipal governments, faithbased organizations and the demobilized combatants and their families, may inform and strengthen the legitimacy of [...] transitional justice processes and enhance the prospects of reconciliation⁷⁰.

⁶⁶ *Statut de Rome*, *supra* note 39 aux arts. 15 (3), 19 (3), 68 et 75 et Assemblée des États Parties, *Règlement de procédure et de preuve*, Doc. NU. ICC-ASP/1/3, 1^{ère} sess., (10 septembre 2002), en ligne : Cour pénale internationale <<http://www.icc-cpi.int/Menus/ICC/Legal+Texts+and+Tools/Official+Journal/Rules+of+Procedure+and+Evidence.htm>> à la section III.

⁶⁷ Voir généralement: Fonds au Profit des Victimes, «The two roles of the TFV» (aucune date), en ligne : [trustfundforvictims.org](http://www.trustfundforvictims.org) <<http://www.trustfundforvictims.org/>>.

⁶⁸ Fonds au Profit des Victimes, «Projects» (aucune date), en ligne : [trustfundforvictims.org](http://trustfundforvictims.org/projects) <<http://trustfundforvictims.org/projects>>.

⁶⁹ Lisa J. Laplante, «Outlawing Amnesty: The Return of Criminal Justice in Transitional Justice Schemes» (2008-2009) 49:4 Va. J. Int'l L. 915 à la p. 940.

⁷⁰ UNDDR, *supra* note 18 à la p. 4.

Le droit conventionnel est extrêmement clair relativement à l'obligation qu'ont les différentes juridictions nationales de réprimer les auteurs de crimes graves⁷¹. Le mouvement amorcé à Rome en 1998, qui a mené à l'adoption du traité fondateur de la seule et unique cour criminelle permanente, jumelé aux différentes poursuites nationales intentées dans certains pays contre des génocidaires et des criminels de guerre⁷², démontre clairement que ces bourreaux pourront de moins en moins échapper à la justice pénale.

Évidemment, la poursuite de criminels de guerre et de génocidaires est des plus complexes. Les enquêtes, la cueillette de la preuve, la prise de dépositions des témoins, etc., tout cela prend énormément de temps et de ressources, humaines et financières. Quoique le mouvement pour mettre fin à l'impunité pour les crimes graves ait été lancé, du moins en Occident, il est fort peu probable qu'il s'étende à la poursuite d'enfants-soldats. Au sein des juridictions internationales, le peu de ressources actuelles semble dévolu à la poursuite de criminels de haut niveau, soit ceux qui ont généralement dessiné des plans d'extermination et autres barbaries. Les juridictions nationales, quant à elles, ont d'autres réalités, mais elles exerceront généralement leur juridiction en fonction de l'opportunité, c'est-à-dire si le bourreau se trouve sur leur territoire ou encore en vertu du principe de nationalité (active ou passive). Quant aux enfants-soldats, nous doutons que de véritables poursuites

⁷¹ Il est important toutefois de comprendre que cette obligation en est une de moyens et non de résultats. Voir Méndez, *supra* note 5 à la p. 264.

⁷² Par exemple, le Canada a poursuivi, trouvé coupable et condamné à la prison à perpétuité Désiré Munyaneza, un Rwandais, pour sept chefs d'accusation en vertu de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* (deux de génocide, deux de crime contre l'humanité et trois de crime de guerre). Le Canada a aussi récemment arrêté Jacques Mungwarere, un autre Rwandais, accusé de deux chefs de crimes contre l'humanité, deux chefs de génocide et deux chefs de crimes de guerre. Son procès devrait s'ouvrir en 2010. Voir : *R. c. Mungwarere*, «Acte d'accusation» (26 mai 2010), Cour de l'Ontario (Cour supérieure de justice – Région de l'Est), en ligne : Hague Justice Portal <http://www.haguejusticeportal.net/Docs/NLP/Canada/Mungwarere_Indictment_FR_26-05-2010.pdf> ; Service des Poursuites pénales du Canada, Communiqué, «Mise en accusation directe déposée dans une cause de crimes de guerre» (1^{er} juin 2010), en ligne : ppsc-sppc.gc.ca <http://www.ppsc-sppc.gc.ca/fra/nvs-nws/comm/2010/01_06_10.html>; *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, L.C. 2000, c. 24; et Fannie Lafontaine, «Canada's Crimes against Humanity and War Crimes Act on Trial: An Analysis of the *Munyaneza* Case» (2010) 8:1 J. Int'l Crim. Justice 269.

pénales aient lieu à leur égard en Occident⁷³. Il devient aussi et de surcroît nécessaire, afin de satisfaire les multiples besoins des victimes, de trouver des mesures complémentaires aux procès pénaux⁷⁴. Cela est aussi nécessaire, évidemment, pour respecter les droits des enfants.

1.3 LES INSTRUMENTS PROTÉGÉANT LES ENFANTS IMPLIQUÉS DANS LES CONFLITS ARMÉS

Dans la section qui suit, nous allons examiner la protection conférée par le droit international et régional aux enfants impliqués dans les conflits armés ainsi qu'en période post-conflit. Cela nous permettra d'établir quelles sont les obligations des États relativement aux enfants-soldats, que ce soit relativement à leur participation aux conflits armés ou encore en période transitionnelle.

1.3.1 La Convention relative aux droits de l'enfant

La première⁷⁵ convention internationale visant à protéger expressément les droits des enfants fut adoptée en 1989 : il s'agit de la *Convention relative aux droits de*

⁷³ L'affaire Omar Khadr a grandement monopolisé l'opinion publique canadienne et celle des organisations de défense des droits humains comme étant une contravention du Canada à ses obligations internationales de protection de l'enfant et des droits humains plus généralement.

⁷⁴ «Il est peu probable qu'une seule forme de réparation donne satisfaction aux victimes. Un ensemble judicieusement conçu de mesures est le plus souvent indispensable, en complément du travail des juridictions pénales et des commissions de vérité. Quel que soit le mécanisme d'administration de la justice adopté pendant la période de transition et de quelque façon que l'on conçoive les programmes de réparation complémentaires, l'exigence de justice et les impératifs de la paix imposent de faire quelque chose pour dédommager les victimes». Voir *Rapport justice transitionnelle*, supra note 16, au para. 55. Les victimes ont d'autres besoins devant être satisfaits, tels des services sociaux et de santé. Voir *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation*, supra note 54 à la section IX.

⁷⁵ Une Déclaration des droits des enfants avait été adoptée en 1959 mais il s'agissait alors d'une résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies et non d'un traité contraignant. Voir : *Declaration of the Rights of the Child*, Rés. AG 14/1386, Doc. Off. AGNU, 14^e sess., Doc. NU A/14/1386 (1959).

*l'enfant*⁷⁶. La CDE est le traité onusien le plus ratifié au monde : seuls les États-Unis et la Somalie n'y sont pas parties⁷⁷. Bien que cette convention représente le fruit d'un consensus entre des pays aux cultures bien différentes, comme tout traité international, nous croyons néanmoins que cette ratification quasi universelle et extrêmement rapide⁷⁸ démontre l'importance qu'accordent les États à la protection des droits les plus fondamentaux des enfants. Malgré cela, la CDE a toutefois une portée juridique relativement faible puisque l'article 51 permet aux États parties d'émettre des réserves, ce qui a pour effet de limiter leur engagement envers la convention, ainsi que d'effectuer des déclarations interprétatives, ce qui peut grandement en diminuer l'importance. Plus d'un tiers des États parties à la CDE ont émis des réserves ou des déclarations interprétatives, ce qui constitue un nombre important de pays. En outre, la CDE aura une portée assez limitée si les législations nationales et les politiques publiques ne sont pas modifiées afin que les États se conforment aux obligations prévues dans la convention. Nonobstant ce qui précède, voyons quels sont les principaux droits prévus par la CDE au regard des enfants.

1.3.1.1 Les droits garantis par la CDE

Malgré l'importance indéniable de la CDE, la protection qu'elle accorde aux enfants impliqués dans les conflits armés est relativement faible puisque seuls deux articles traitent spécifiquement de ce contexte précis. Tout d'abord, l'article 38 oblige les États parties à respecter et à faire respecter le droit international humanitaire en ce qui a trait aux enfants et à prendre toutes les mesures possibles afin de ne pas enrôler

⁷⁶ *Convention relative aux droits de l'enfant*, 20 Novembre 1989, 1577 R.T.N.U. 3. La CDE est entrée en vigueur le 2 septembre 1990 [CDE].

⁷⁷ 193 États sont parties à cette convention : voir Organisation des Nations Unies, «État des traités» (17 juin 2009), en ligne : Nations Unies – Collection des traités

<[http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-](http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr)

11&chapter=4&lang=fr>. Par contre, les États-Unis et la Somalie ont récemment manifesté leur intention de revoir leurs positions. Voir Reuters, «Somalia to join child rights pact: UN» (20 novembre 2009), en ligne : Reuters Africa <<http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJOE5AJ0IT20091120>>.

⁷⁸ Quatre ans seulement après la date d'ouverture à signature, la CDE avait déjà 155 États parties. Voir Philip Alston, «The best interests principle: Towards a reconciliation of culture and human rights» (1994) 8 Int'l J. L. & Fam. 1 à la p. 2 [Alston].

d'enfants de moins de 15 ans dans leurs armées nationales. L'article 39 exige, quant à lui, que les États parties prennent toutes les mesures nécessaires afin de faciliter la réadaptation physique et psychologique ainsi que la réinsertion sociale de tout enfant victime de conflit armé. La convention ne spécifie pas ce qu'est un enfant victime de conflit armé et si cette notion englobe l'enfant-soldat; toutefois, rien ne nous permet de conclure que cette obligation de réadaptation ne s'applique pas aussi à eux.

Quant aux dispositions plus générales relatives à la justice juvénile, la CDE prévoit à son article 40 certaines obligations pour les États parties lorsqu'il est question des enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infractions. De grands principes du droit pénal y sont inscrits, tel le principe *nullum crimen sine lege*, la présomption d'innocence, le droit d'être jugé sans retard excessif et le droit de connaître les accusations qui sont portées contre lui, entre autres. En outre, cet article prévoit certaines obligations dont deux nous intéressent particulièrement en l'espèce. Premièrement, l'article 40 (3) b) énonce que les États parties s'efforcent «[d]e prendre des mesures, chaque fois que cela est possible et souhaitable, pour traiter ces enfants sans recourir à la procédure judiciaire, étant cependant entendu que les droits de l'homme et les garanties légales doivent être pleinement respectés». Lorsque la CDE a été adoptée il y a 20 ans déjà, une certaine mentalité commençait déjà à se cristalliser relativement à la pertinence du processus judiciaire au regard des enfants lorsque ceux-ci ont possiblement commis des crimes. Déjà, on affirmait que des mesures alternatives au procès pénal classique pouvaient être davantage souhaitables. Toutefois, le Comité des droits de l'enfant a spécifié, dans l'Observation générale No. 10, que

[i]l ne faudrait recourir à la déjudiciarisation (à savoir des mesures tendant à traiter les enfants soupçonnés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale sans recourir à la procédure judiciaire) que: si des éléments probants indiquent que l'enfant en cause a commis l'infraction qui lui est imputée; s'il reconnaît librement et volontairement sa responsabilité; s'il a avoué sans avoir

fait l'objet d'actes d'intimidation ou de pression; si son aveu n'est pas exploité à son détriment dans une éventuelle poursuite judiciaire [...]»⁷⁹.

Dans cette observation, le Comité des droits de l'enfant affirme que cette façon de faire s'applique, mais sans s'y limiter, aux enfants ayant commis des infractions mineures comme le vol à l'étalage⁸⁰. Ainsi, pouvons-nous inférer que le Comité cherchait par cette affirmation à exclure les crimes plus graves, pour lesquels la poursuite judiciaire classique serait plus souhaitable que des mesures alternatives? Ce commentaire spécifique sur les mesures alternatives aux processus judiciaires ne fait pas référence au traitement qui devrait être accordé aux enfants-soldats ayant perpétré de graves crimes. D'ailleurs, il n'est aucunement fait référence aux enfants-soldats dans tout le document⁸¹.

Deuxièmement, une autre obligation importante pour les États a été prévue dans la CDE, soit celle d'établir un âge minimum pour la responsabilité criminelle⁸². Toutefois, la convention n'établit pas quel devrait être cet âge et il est seulement prévu que les États parties doivent fixer un âge minimum en deçà duquel un enfant n'est pas présumé capable d'enfreindre la loi pénale. Évidemment, la CDE oblige les

⁷⁹ Comité des droits de l'enfant, *Observation Générale No. 10 «Les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs»*, Doc. Off. CRC NU, 44^e sess., Doc. NU CRC/C/GC/10 (25 avril 2007) au para. 27 [*Observation Générale No. 10*]. Les observations générales du Comité des droits de l'enfant représentent l'autorité sur l'interprétation des dispositions de la CDE. Toutefois, elles ne sont pas contraignantes pour les États parties. Elles servent plutôt à faciliter le travail d'interprétation de la CDE, à «[...] en promouvoir l'application [...] et [à] aider les États parties à s'acquitter de leur obligation de présenter des rapports». Voir Comité des droits de l'enfant, *Règlement intérieur*, Doc. Off. CRC NU, 1^{ère} sess., révisé aux 33^e et 55^e sess., Doc. NU CRC/C/4/Rev.1 (9 décembre 2010) à l'art. 77.

⁸⁰ *Ibid.* au para. 25.

⁸¹ Il est dommage que ce document de clarifications, datant de 2007 et qui doit servir à accompagner les États dans l'élaboration de mesures de prévention et de traitement de la délinquance juvénile, n'ait pas abordé cette question certes délicate mais éminemment essentielle étant donné la nature des conflits armés contemporains et l'ampleur du phénomène des enfants-soldats bourreaux. Plusieurs États sont actuellement aux prises avec cette problématique, et plusieurs autres ne sont pas à l'abri de le devenir. Le plus récent rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés recense 51 groupes qui recrutent ou utilisent des enfants dans des conflits armés. Voir : *Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés*, Doc. Off. CSNU, 65^e année, Doc. NU S/2010/181 (13 avril 2010) aux Annexes I et II [*Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés*].

⁸² CDE, *supra* note 76 à l'art. 40 (3) a).

États à établir un âge de responsabilité criminelle pour les crimes relevant du droit pénal national uniquement. C'est seulement lorsque les crimes internationaux sont incorporés en droit national que l'âge de responsabilité criminelle s'appliquera aussi aux crimes internationaux⁸³.

D'ailleurs, aucun traité de droit international ne prévoit quel devrait être l'âge minimum pour la responsabilité criminelle des enfants. Ainsi, il est laissé libre cours à chaque État d'établir cet âge et, pour de multiples raisons, il varie de pays en pays, allant de sept ans (Suisse, Chypre, Irlande) à 18 ans (Belgique, Luxembourg, Espagne)⁸⁴. Les *Règles de Beijing*, sans avoir précisé l'âge en deçà duquel l'enfant n'est pas présumé capable d'enfreindre la loi pénale, établissent néanmoins des lignes directrices pour déterminer cet âge. Il en sera question à la section 1.3.1.

D'autres droits, plus généraux mais tout aussi importants en l'espèce, sont reconnus aux enfants dans la CDE. Entre autres, l'article 12 prévoit que

1. Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.
2. À cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une organisation appropriée, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.

Ainsi, il appert que les États ont l'obligation de garantir à l'enfant le droit d'être entendu sur toute question l'intéressant. Est-ce que cela implique que les États, et plus spécifiquement les autorités civiles et judiciaires transitionnelles, doivent demander aux enfants ce qu'ils croient être dans leur intérêt supérieur en matière

⁸³ Bakker, *supra* note 27 aux pp. 21-22.

⁸⁴ Matthew Happold, «The Age of Criminal Responsibility for International Crimes under International Law» dans Karin Arts, *supra* note 7, 69 à la p. 75, note de bas de page 26.

d'imputabilité? Nous croyons qu'il est effectivement impératif que les enfants soient consultés; nous élaborerons sur ceci à la section 1.4.2.

Puisque la CDE offre un cadre de protection assez limité au sujet des enfants-soldats, un autre instrument fut adopté en 2000 pour la compléter : le *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*.

1.3.2 Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

Le *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*⁸⁵ fut adopté en 2000 afin de compléter la protection offerte par la CDE aux enfants impliqués dans les conflits armés. Cet important instrument énonce plusieurs obligations pour les États parties et nous les verrons successivement ci-dessous.

Tout d'abord, les États parties doivent s'assurer que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ne soient pas enrôlées obligatoirement dans leurs forces armées et ils doivent faire tout ce qui est possible pour éviter que les membres de leurs forces armées n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ne participent directement aux hostilités⁸⁶.

⁸⁵ *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*, 25 mai 2000, 2173 R.T.N.U. 222 [*Protocole facultatif*]. Le protocole est entré en vigueur le 12 février 2002, conformément à l'article 10 (1). En date du 1^{er} novembre 2010, 139 États l'avaient ratifié ou y avaient adhéré : voir Organisation des Nations Unies, «État des traités» (1^{er} novembre 2010), en ligne: Nations Unies – Collection des traités

<http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-11-b&chapter=4&lang=fr&clang=_fr>. Malheureusement, le protocole est entré en vigueur après la fin des hostilités/atrocités en Sierra Leone, au Liberia et au Rwanda, trois des États parties.

⁸⁶ *Protocole facultatif*, *supra* note 85 à l'art. 1. Ces notions de participation directe ou indirecte aux hostilités, ou encore celle de prendre part aux hostilités, ne sont définies ni dans le protocole ni dans les travaux préparatoires. Le Guide du Protocole facultatif énonce toutefois que «[l]a participation directe peut s'entendre non seulement de la participation active aux combats, mais aussi d'activités militaires et de fonctions d'appui direct. Il s'agit, par exemple, des fonctions de reconnaissance, d'espionnage, de sabotage et de leurre, de messenger, de porteur, de cuisinier ou d'assistant aux postes de contrôle militaires. Il peut également s'agir de l'utilisation de filles à des fins sexuelles ou dans le

Cette obligation augmente celle requise par le Protocole I aux Conventions de Genève tel que nous le verrons à la section 1.3.3.

Quant à l'enrôlement volontaire, les États doivent déposer, lors de leur ratification ou de leur adhésion au *Protocole facultatif*, une déclaration contraignante par laquelle ils établissent l'âge minimum pour l'enrôlement volontaire. Ils doivent, de plus, énoncer les critères qui permettront de garantir que cette obligation sera remplie et que l'engagement de l'enfant n'est pas contracté de force ou sous la contrainte⁸⁷.

La nature des conflits armés contemporains nous montre cependant que l'implication des enfants dans les hostilités n'est pas uniquement une pratique des forces armées gouvernementales. Elle concerne aussi, et de plus en plus, les groupes armés non étatiques⁸⁸. C'est donc pour cette raison que le *Protocole facultatif* prévoit l'obligation pour les États parties de s'assurer que les groupes armés présents sur leur territoire ne recrutent ni n'utilisent des personnes âgées de moins de 18 ans dans la conduite des hostilités⁸⁹.

cadre de mariages forcés». D'ailleurs, le concept de «participation directe aux hostilités» ne fait pas l'objet d'un consensus parmi les juristes et les différents acteurs internationaux. Nils Melzer, de la division juridique du CICR, a publié en 2009 un document interprétatif sur cette notion, fruit de plus de six années de recherche et de réunions d'experts. Toutefois, cette notion continue d'être l'objet de débats et d'interprétations diverses. Voir : Nils Melzer - CICR, «Interpretive Guidance on the Notion of Direct Participation in Hostilities under International Humanitarian Law» (2009), en ligne : CICR <[http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/p0990/\\$File/ICRC_002_0990.PDF](http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/p0990/$File/ICRC_002_0990.PDF)>. Voir aussi UNICEF - Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, «Guide du Protocole facultatif concernant l'implication des enfants dans les conflits armés» (mai 2004), en ligne : UNICEF <http://www.unicef.org/french/emerg/files/optional_protocol_fr.pdf> à la p. 14 [«Guide du Protocole facultatif»].

⁸⁷ *Protocole facultatif*, *supra* note 85 à l'art. 3 (3).

⁸⁸ Voir «Guide du Protocole facultatif», *supra* note 86 à la p. 17. Le plus récent rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés recense 51 groupes qui recrutent ou utilisent des enfants dans des conflits armés. Voir : *Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés*, *supra* note 81 aux Annexes I et II.

⁸⁸ CDE, *supra* note 76 à l'art. 40 (3) a).

⁸⁹ *Protocole facultatif*, *supra* note 85 à l'art. 4.

1.3.3 Le droit international humanitaire

Les Conventions de Genève de 1949⁹⁰ ne contenaient pas de dispositions relatives à l'âge minimum requis pour participer aux hostilités. Cette lacune fut corrigée en 1977 lorsque l'on vit apparaître dans les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève un âge minimum pour la participation aux combats armés. Ainsi, le Protocole additionnel I, applicable dans les conflits armés internationaux, prévoit que l'âge minimum pour participer directement aux hostilités doit être de 15 ans⁹¹. Quant aux conflits armés non internationaux, le Protocole additionnel II prévoit que les enfants âgés de moins de 15 ans ne devront ni être recrutés dans les forces et les groupes armés, ni ne devront participer aux hostilités ; contrairement au protocole applicable en situation de conflit armé international, le Protocole additionnel II ne fait pas de distinction entre la participation directe ou indirecte aux hostilités⁹².

1.3.4 La Convention 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a reconnu que le recrutement forcé ou obligatoire d'enfants au sein de groupes armés constituait l'une des pires formes de travail pour eux⁹³. D'ailleurs, la *Convention 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination* fait

⁹⁰ Tous les pays du monde sont parties aux Conventions de Genève, ce qui en fait les seuls instruments du droit international universellement acceptés. Voir Comité international de la Croix-Rouge, «Les Conventions de Genève : la pierre angulaire du droit international humanitaire» (1^{er} février 2009), en ligne : Comité international de la Croix-Rouge <<http://www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/html/genevaconventions>>.

⁹¹ Art. 77 (2) Protocole additionnel I. La CDE prévoit également que les États doivent prendre toutes les mesures possibles pour que les enfants n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités. Voir CDE, *supra* note 76 à l'art. 38 (2).

⁹² Art. 4 (3) c) Protocole additionnel II.

⁹³ *Convention 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination*, 17 juin 1999, 2133 R.T.N.U. 161 à l'art. 3 a) [*Convention 182*]. Cette convention est entrée en vigueur le 19 novembre 2000. En date du 1^{er} novembre 2010, 172 États y sont parties. Voir : Organisation Internationale du Travail, «Convention 182» (2010), en ligne : BIT <<http://www.ilo.org/ilolex/french/convdisp1.htm>>.

partie des conventions fondamentales de l'OIT ; conséquemment, les États qui sont membres de l'OIT⁹⁴ mais qui n'ont pas ratifiée la convention doivent tout de même la respecter, la promouvoir et la réaliser⁹⁵. La Convention 182 oblige les États à «[...] prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants et ce, de toute urgence»⁹⁶. En outre, les États parties doivent «élaborer et mettre en œuvre des programmes d'action en vue d'éliminer en priorité les pires formes de travail des enfants» mais encore plus significatif, les États doivent «[...] prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective et le respect des dispositions donnant effet à la présente convention, y compris par l'établissement et l'application de sanctions pénales ou, le cas échéant, d'autres sanctions»⁹⁷.

1.3.5 La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant

Le système africain est très innovateur en ce qui concerne les droits des enfants : cette région du monde⁹⁸ est la seule qui possède un instrument qui leur est spécifiquement dédié, c'est-à-dire la *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant*⁹⁹. La *Charte africaine* prévoit que les États doivent prendre toutes les mesures nécessaires

⁹⁴ En date du 1^{er} novembre 2010, 183 États sont membres de l'OIT. Ceux qui ne le sont pas sont principalement de petits pays insulaires du Pacifique. Voir : Organisation Internationale du Travail, «Liste alphabétique des pays membres de l'OIT» (2010), en ligne : BIT <<http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/country.htm>>.

⁹⁵ *Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi* (19 juin 1998), en ligne : Organisation internationale du travail <<http://www.ilo.org/declaration/thedeclaration/textdeclaration/lang--fr/index.htm>> à l'art. 2 (c).

⁹⁶ *Convention 182*, *supra* note 93 à l'art. 1.

⁹⁷ *Ibid.* à l'art. 6.

⁹⁸ L'Union Européenne a adopté les *Principes directeurs relatifs aux enfants et aux conflits armés* en 2003 et une *Stratégie de mise en œuvre des Principes directeurs* a été élaborée en janvier 2006. Toutefois, il ne s'agit pas d'instruments juridiquement contraignants pour les États européens. Voir : Union Européenne, «EU Guidelines on Children and Armed Conflict» (2003), en ligne : Conseil de l'Union Européenne <<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/GuidelinesChildren.pdf>>.

⁹⁹ *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant*, juillet 1990, Addis-Abeba (entrée en vigueur le 29 novembre 1999) [*Charte africaine*]. Sur les 53 pays membres de l'Union Africaine, 45 sont parties à la *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant* en date du 3 mars 2010.

pour éviter le recrutement d'enfants de moins de 18 ans et leur participation directe aux hostilités, en mettant l'emphasis sur l'interdiction pour le recrutement dans l'armée gouvernementale¹⁰⁰. Les États ont aussi, selon ce que nous pouvons induire de la formulation de l'article 22 (2), l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour que les enfants de moins de 18 ans ne soient pas recrutés par des groupes armés non étatiques. Il est important de souligner que la *Charte africaine* protège les enfants non seulement contre un conflit armé international ou non international, mais aussi contre les tensions internes et les troubles civils¹⁰¹. Finalement, cet instrument exige des États, à l'article 38 (1), qu'ils respectent, et fassent respecter, les règles du droit international humanitaire applicables en cas de conflits armés «qui affectent particulièrement les enfants». Cette obligation est plus importante que celle de la CDE qui impose aux États l'obligation de respecter et de faire respecter le droit humanitaire qui leur est applicable seulement, et non le droit international humanitaire de façon générale.

La *Charte africaine* cherchait à être un instrument de protection des enfants plus adapté aux réalités de l'enfant africain. En effet, il appert que plusieurs préoccupations spécifiques aux enfants africains ne sont pas couvertes par la CDE : par exemple, les discriminations affectant particulièrement la fille africaine¹⁰², la conception africaine des responsabilités au sein de la communauté, le rôle de la

¹⁰⁰ *Charte africaine, ibid.* à l'art. 22 (2).

¹⁰¹ *Charte africaine, supra* note 99 à l'art. 22 (3), qui affirment que les dispositions de cet article s'appliquent non seulement en situation de conflit armé mais aussi dans les cas de tensions internes et de troubles civils.

¹⁰² La CDE prévoit généralement l'égalité entre les garçons et les filles en proscrivant la discrimination basée sur le sexe, mais la *Charte africaine* pousse plus loin avec des spécificités relatives aux filles. Voir entre autres les arts. 11 (6) de la *Charte africaine* sur le droit à l'éducation, 21 (1) sur les coutumes et pratiques préjudiciables à la santé et à la vie ainsi que 21 (2) sur le mariage des enfants. En outre, le *Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes* prévoit à l'article 11 (4) une protection spécifique pour les filles, affirmant que «[l]es États prennent toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun enfant, surtout les filles de moins de 18 ans, ne prenne part aux hostilités et, en particulier, à ce qu'aucun enfant ne soit enrôlé dans l'armée».

famille élargie dans l'éducation et les soins accordés aux enfants, les enfants-soldats et les enfants déplacés internes¹⁰³.

Cette initiative de rédiger un instrument de protection des droits de l'enfant africain venait aussi du fait que les pays africains étaient largement sous-représentés pendant les années qu'a requis la rédaction de la CDE. En effet, seulement trois pays africains ont participé à la rédaction de la CDE pendant les cinq dernières des neuf années que les États ont prises à l'élaborer¹⁰⁴. Toutefois, la Charte africaine n'a pas eu le succès rapide qu'a eu la CDE, en ce sens qu'elle ne fut pas ratifiée aussi rapidement. Certains des pays qui n'y sont pas partie sont présentement aux prises avec un conflit armé; il s'agit, entre autres, de la République démocratique du Congo, de la Somalie et de la République centrafricaine¹⁰⁵.

1.4 LES NORMES NON CONTRAIGNANTES RELATIVES À LA JUSTICE JUVÉNILE

Une série de règles et de principes relativement aux enfants-soldats et la justice juvénile ont été adoptés au fil des ans par différentes instances, particulièrement sous les auspices de l'ONU. Bien que non contraignants, ces différents instruments

¹⁰³ Thoko Kaime, «The Foundations of Rights in the African Charter on the Rights and Welfare of the Child: A Historical and Philosophical Account» (2009) 3 Afr. J. of Leg. Stud. 120 à la p. 131 [Kaime], rapportant F. Viljoen, «*Supra*-national human rights instruments for the protection of children in Africa: the Convention on the rights of the child and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child» (1998) 31 Comparative and Int'l L.J. of Southern Africa 199 à la p. 205.

¹⁰⁴ F. Viljoen, «*Supra*-national human rights instruments for the protection of children in Africa: the Convention on the rights of the child and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child» (1998) 31 Comparative and Int'l L.J. of Southern Africa 199 à la p. 200.

¹⁰⁵ Union Africaine, «Liste des pays qui ont signé, ratifié/adhéré» (2010), en ligne : <<http://www.africa-union.org/root/au/Documents/Treaties/List/African%20Charter%20on%20the%20Rights%20and%20Welfare%20of%20the%20Child.pdf>>.

peuvent aider les États dans l'élaboration de leurs lois et de leurs politiques en matière de droits des enfants. Nous les verrons successivement ci-dessous.

1.4.1 Les Règles de Beijing

L'*Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing)* a été adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en 1985¹⁰⁶. *Grosso modo*, ces règles visent à donner des lignes directrices aux États afin d'assurer aux mineurs délinquants un cadre de protection adéquat lorsqu'ils sont confrontés à la justice. Les *Règles de Beijing* énoncent que les objectifs de la justice pour mineurs devraient être la recherche du bien-être du mineur ainsi qu'un traitement proportionnel au délit commis¹⁰⁷.

Ces règles reflètent bien la mentalité déjà émergente à l'époque au regard de la protection dont doivent pouvoir bénéficier les mineurs faisant face à la justice¹⁰⁸. Ces règles et les commentaires qui y sont incorporés montrent clairement le besoin de protéger les enfants à tous les stades de la procédure judiciaire et énoncent les garanties fondamentales devant gouverner la conduite des procès. Fait intéressant à noter, on évoque aussi dans les *Règles de Beijing* la possibilité de recourir à des mesures extrajudiciaires afin d'éviter à un enfant le stigmate d'une procédure judiciaire.

Un aspect important de ces règles est l'exigence d'avoir un personnel qualifié pour administrer la justice des mineurs ainsi que pour tout le personnel amené à être en

¹⁰⁶ *Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs*, Rés. AG 40/33, Doc. Off. AGNU, 40^e sess., Doc. NU A/40/53 (1985) [*Règles de Beijing*].

¹⁰⁷ *Ibid.* à la règle 5. Par délit, les *Règles de Beijing* entendent «tout comportement (acte ou omission) punissable par la loi en vertu du système juridique considéré». Voir art. 2.2 (b).

¹⁰⁸ Matthew Happold, «The Age of Criminal Responsibility for International Crimes under International Law» dans Karin Arts, *supra* note 7, 69 à la p. 73.

contact avec eux, comme les policiers et le personnel carcéral¹⁰⁹. Le Comité des droits de l'enfant rappelle à juste titre que

Si les protagonistes de la justice pour mineurs, à savoir les policiers, les procureurs, les juges et les agents de probation ne respectent pas pleinement ni ne protègent ces garanties, comment s'attendre à ce que d'aussi piètres exemples amènent l'enfant à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui.¹¹⁰

Les *Règles de Beijing* prévoient aussi que les États doivent établir un âge minimum pour la responsabilité criminelle des enfants. Bien entendu, les règles n'établissent pas quel devrait être cet âge mais offrent quand même quelques lignes directrices. Tout d'abord, la règle 4.1 prévoit que «[d]ans les systèmes juridiques qui reconnaissent la notion de seuil de responsabilité pénale, celui-ci ne doit pas être fixé trop bas eu égard aux problèmes de maturité affective, psychologique et intellectuelle». Le commentaire à cette règle nous éclaire un peu plus : il y est inscrit que l'âge de responsabilité criminelle devrait être fixé à celui où un enfant est aussi en mesure d'accepter les conséquences morales et psychologiques du comportement délictuel. Selon les règles, cet âge devrait normalement correspondre à celui où l'on attribue d'autres droits et responsabilités aux enfants¹¹¹ et non celui où l'on fait référence à des critères plutôt subjectifs telles l'atteinte de la puberté ou la personnalité de l'enfant¹¹².

¹⁰⁹ *Règles de Beijing*, *supra* note 106, règles 12 et 22. Cette obligation est aussi réitérée dans l'observation générale No. 10 du Comité des droits de l'enfant : voir *Observation Générale No. 10*, *supra* note 79 aux paras. 6 et 92.

¹¹⁰ *Observation Générale No. 10*, *supra* note 79 à la p. 6 au para. 13.

¹¹¹ Matthew Happold, «The Age of Criminal Responsibility for International Crimes under International Law» dans Karin Arts *supra* note 7, 69 à la p. 73.

¹¹² Comité des droits de l'enfant, *Report on the Tenth Session*, Doc. Off. CRC NU, 10^e sess., Doc. NU CRC/C/46 (18 décembre 1995), para. 218. Voir aussi Matthew Happold, «The Age of Criminal Responsibility for International Crimes under International Law» dans Karin Arts, *supra* note 7, 69 à la p. 73.

Tel que nous pouvons le constater ci-dessus, les *Règles de Beijing* visent principalement les enfants en conflit avec la loi dans un contexte autre que celui d'un conflit armé. À la lecture des différentes dispositions, nous avons d'ailleurs l'impression que ces principes se mettent facilement en œuvre dans des pays occidentaux aux systèmes policiers, judiciaires et carcéraux moyennement ou bien organisés. Les *Règles de Beijing* ne visent donc pas spécifiquement le contexte particulier des conflits armés où les enfants sont amenés à commettre des crimes dans un contexte complètement différent de celui du temps de paix, de surcroît dans des États où bien souvent les infrastructures sont plus ou moins adéquates. Comme les *Règles de Beijing* ont été adoptées en 1985, il est fort probable qu'on ne pensait même pas à l'époque devoir faire face à ce genre de criminalité massive de la part des enfants. De ce fait, serait-il souhaitable de mettre à jour les *Règles de Beijing* afin de prendre en compte cette nouvelle réalité contemporaine de la «délinquance juvénile»¹¹³?

1.4.2 Les Principes directeurs de Riyad

Les *Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile*¹¹⁴, adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU en 1990, visent à compléter le droit international ainsi que les *Règles de Beijing* de 1985¹¹⁵. Ces principes offrent des lignes directrices à différents acteurs (famille, communauté, écoles, gouvernements, etc.) afin de prévenir la délinquance juvénile; par contre, elles sont plus ou moins destinées à la prévention de l'enrôlement des enfants dans les

¹¹³ Pacifique Manirakiza affirme que «[l]es normes actuelles peuvent servir de référence dans ce processus mais n'oublions pas qu'elles ont été élaborées dans le contexte de crimes ordinaires et sont, de ce fait, mal adaptées à la répression de crimes internationaux». Voir Pacifique Manirakiza, «Les enfants face au système international de justice : à la recherche d'un modèle de justice pénale internationale pour les enfants» (2008-2009) 34 *Queen's L.J.* 719 à la p. 767 [Manirakiza].

¹¹⁴ *Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad)*, Rés. AG 45/112, Doc. Off. AGNU, 45^e sess., Doc. NU A/45/112 (1990).

¹¹⁵ *Ibid.* au principe 7.

groupes armés. Ces principes offrent néanmoins des idées de politiques et de stratégies pouvant être mises en place par les États en temps de paix, ce qui vraisemblablement pourrait diminuer la vulnérabilité des enfants à rejoindre des groupes armés et prendre part aux hostilités dans l'éventualité où elles éclataient.

1.4.3 Les Principes du Cap

Les Principes du Cap et meilleures pratiques concernant le recrutement d'enfants dans les forces armées et la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants-soldats en Afrique ont été adoptés le 30 avril 1997 dans la ville du Cap en Afrique du Sud¹¹⁶. Ils ne traitent pas de la responsabilité des enfants-soldats en tant que telle mais offrent d'excellentes lignes directrices pour leur réinsertion. *Les Principes du Cap* ont été actualisés en 2007 par les *Principes de Paris*.

1.4.4 Les Principes et les Engagements de Paris

Les Principes et les *Engagements de Paris* prévoient pour leur part certaines dispositions relatives aux enfants ayant commis des crimes internationaux¹¹⁷. Premièrement, on y affirme que les enfants qui étaient associés à des forces ou des groupes armés doivent être d'abord et avant tout considérés comme des victimes d'un crime de droit international¹¹⁸. En outre, ces deux instruments soulignent qu'aussi souvent que possible, il faudra recourir à des méthodes autres que les poursuites

¹¹⁶ Principes du Cap, *supra* note 15.

¹¹⁷ UNICEF, «Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés (Principes de Paris)» (2007), en ligne : UNICEF <<http://www.unicef.org/french/protection/files/ParisPrincipesFrench310107.pdf>> aux principes 3.6, 3.7 et 3.8, entre autres, et UNICEF, «Les Engagements de Paris en vue de protéger les enfants contre une utilisation ou un recrutement illégaux par des groupes ou des forces armées (Engagements de Paris)» (2007), en ligne : UNICEF <http://www.un.org/children/conflict/_documents/pariscommitments/ParisCommitments_FR.pdf> aux engagements 11 et 12.

¹¹⁸ Soit celui de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités.

judiciaires pour tenir les enfants responsables de leurs crimes, évidemment en conformité avec la CDE et les autres instruments pertinents du droit international. L'emphasis devrait être mise sur les commissions vérité-réconciliation lorsqu'il est question des enfants, tout en s'assurant que leur participation soit volontaire et que leur consentement, ainsi que celui de leurs parents ou tuteurs le cas échéant, a préalablement été obtenu.

1.4.5 Les Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels

Les *Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels* visent à guider les différents acteurs, étatiques et non étatiques, dans les actions qu'ils entreprennent lorsque des enfants sont impliqués en tant que victimes et témoins d'actes criminels dans différents processus judiciaires. Ultimement, ces lignes directrices visent à assurer que les enfants soient traités dans le plus grand respect et avec dignité, et que les mesures prises à leur égard respectent leurs droits les plus fondamentaux. Bien que ces mesures concernent principalement les processus judiciaires, elles pourraient aussi s'appliquer aux processus des systèmes de justice informelle et coutumière comme la justice réparatrice¹¹⁹.

1.4.6 Les Key Principles de l'UNICEF

Les Key Principles for Children and Transitional Justice: Involvement of Children and Consideration of Children's Rights in Truth, Justice and Reconciliation

¹¹⁹ *Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels*, Doc. Off. CES NU, 36e sess., Doc. NU 2005/20 (22 juillet 2005) à la section I para. 6. Pour un excellent exposé sur les distinctions qui s'imposent entre la justice réparatrice et la justice traditionnelle, voir Laura Stovel et Marta Valiñas, «Restorative Justice after Mass Violence: Opportunities and Risks for Children and Youth» (Juin 2010), Innocenti Working Paper IWP 2010-15, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_15.pdf> [Stovel et Valiñas].

*Processes*¹²⁰ ont été produits par l'UNICEF Innocenti Research Centre, de concert avec différents acteurs du milieu des droits des enfants et de la justice transitionnelle. Bien qu'ils ne visent pas exclusivement les enfants bourreaux, il s'agit quand même de la première initiative visant à circonscrire les protections et les droits devant être offerts aux enfants en période transitionnelle. On trouve dans ces principes une affirmation très importante : les enfants sont principalement des victimes des conflits armés. De ce fait, ils doivent d'abord et avant tout être considérés comme des victimes et pas uniquement comme des bourreaux. Les principes soulignent d'ailleurs que la pratique émergente voudrait que les personnes âgées de moins de 18 ans ne soit pas tenus responsables pour les violations graves du droit international devant une juridiction internationale¹²¹. Dans tous les cas, ces principes prévoient quand même plusieurs lignes directrices à suivre dans l'éventualité on l'on choisissait quand même de tenir les enfants-soldats imputables de leurs crimes.

Par exemple, si des mécanismes judiciaires sont choisis, il est prévu dans les *Key Principles* que les enfants accusés de crimes internationaux doivent être traités en conformité avec les droits prévus dans la CDE, les *Règles de Beijing*, les autres instruments relatifs à la justice juvénile ainsi qu'en suivant les règles d'un procès juste et équitable. Évidemment, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être pris en compte et dans le processus de décision visant à déterminer quel forum de responsabilité est dans l'intérêt supérieur de l'enfant, il est suggéré que des mécanismes alternatifs aux procès judiciaires soient considérés. Enfin, les enfants ne devraient en aucun cas être jugés auprès des cours martiales, et la peine de mort et

¹²⁰ UNICEF, «Annex - Key Principles for Children and Transitional Justice: Involvement of Children and Consideration of Children's Rights in Truth, Justice and Reconciliation Processes (2009)» dans Parmar, *supra* note 5.

¹²¹ *Ibid.* à la section IV «Judicial mechanisms» au 4e point.

l'emprisonnement à perpétuité ne devraient jamais être des peines prononcées à leur égard¹²².

1.5 L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT

La notion d'intérêt supérieur de l'enfant¹²³ se retrouve dans plusieurs articles de la CDE et bien qu'elle n'y soit pas définie¹²⁴, l'article 3 (1) de la CDE affirme que «[d]ans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale».

Il est prévu que le Comité des droits de l'enfant publie sous peu une Observation générale qui visera à mieux définir cette notion¹²⁵. En attendant ce document interprétatif qui sera fort utile, certaines sources secondaires sur le sujet nous permettent quand même d'en saisir la substance.

Le juriste suisse Jean Zermatten a récemment produit un document d'interprétation dans lequel il fait ressortir huit caractéristiques principales de la notion d'intérêt supérieur de l'enfant. Par exemple, Zermatten affirme que l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas un droit substantif *stricto sensu* mais plutôt un principe interprétatif.

¹²² Voir CDE, *supra* note 76 à l'art. 37 (a), l'art. 6 (5) du PIDCP et l'art. 68 (4) de la IV^e Convention de Genève.

¹²³ Pour un excellent texte à ce sujet, voir Alston, *supra* note 78.

¹²⁴ Les travaux préparatoires à l'adoption de la CDE ne nous éclairent pas davantage. Voir Joachim Wolf, «The Concept of the 'Best Interest' in Terms of the UN Convention on the Rights of the Child» dans Michael Freeman et Philip Veerman, *The Ideologies of Children's Rights*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1992, 125 à la p. 127.

¹²⁵ NGO Group for the Convention on the Rights of the Child, «General Comments» (2010), en ligne : [childrightsnet.org](http://www.childrightsnet.org) <<http://www.childrightsnet.org/>>.

De ce fait, l'intérêt supérieur doit être considéré dans toutes les interventions effectuées auprès des enfants¹²⁶.

Nonobstant le fait que le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant doive encore être approfondi et analysé, Zermatten affirme qu'il doit quand même être appliqué par ceux qui prennent les décisions. On ne peut invoquer le manque de clarté au sujet du concept de l'intérêt supérieur pour ne pas le prendre en compte. Comme le mentionne d'ailleurs Géraldine Van Bueren, «[...] a lack of certainty or indeterminacy is inherent in the best interests principle. Indeed, such a lack of certainty, which some may regard as flexibility and as a virtue, is essential in the case by case approach, which the best interest standard requires»¹²⁷.

Zermatten affirme en outre qu'il est nécessaire de coupler le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant avec celui de la prédictibilité. Cela signifierait de prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant non seulement au moment de la prise de décision, mais aussi en réfléchissant à l'impact futur de celle-ci sur toutes les parties concernées, incluant l'enfant¹²⁸.

Finalement, Zermatten croit qu'il est essentiel que les décisions affectant les enfants, dans le cas où elles entrent aussi en conflit avec les droits d'autres personnes et/ou des enjeux humains, économiques et relationnels, soient sujettes à révision¹²⁹. Bien que cela constitue le scénario idéal, cela semble beaucoup plus difficile à mettre en

¹²⁶ Pour la discussion détaillée sur le sujet, voir Jean Zermatten (Institut international des droits de l'enfant), «The Best Interests of the Child: Literal Analysis, Function and Implementation» (2010), en ligne : Child Rights.org
<http://www.childsrights.org/html/documents/wr/wr_best_interest_child09.pdf> à la p. 16 [Zermatten].

¹²⁷ *Ibid.* à la p. 18, citant Géraldine Van Bueren, «Pushing and pulling in different directions – The best interests of the child and the margin of appreciation of States» dans *Child Rights in Europe*, 2007, à la p. 36.

¹²⁸ Zermatten, *supra* note 126 à la p. 20.

¹²⁹ Zermatten, *supra* note 126 à la p. 20.

œuvre lorsque toute une société est affectée par le comportement délictuel de plusieurs enfants-soldats. Néanmoins, il serait souhaitable que ce genre de révision puisse être possible lorsque les enfants participent aux différents mécanismes de justice transitionnelle afin de vérifier si cette participation continue d'être dans leur intérêt supérieur ainsi que dans celui des communautés affectées.

Évidemment, la Convention vient tout juste de fêter ses 20 ans; l'intérêt supérieur de l'enfant continuera donc d'évoluer et d'être clarifié à la lumière des situations nouvelles que vivront les enfants. Quoique certains champs du droit aient plus facilement adapté la convention, par exemple le droit familial, d'autres devront encore se l'approprier.

1.5.1 L'intérêt supérieur de l'enfant comme principe interprétatif ?

Mais pourquoi l'intérêt supérieur de l'enfant devrait-il être pris en compte lorsqu'il est question d'enfants-soldats ayant commis des crimes ? Tout d'abord, la CDE oblige les États à ne pas discriminer entre les enfants, peu importe leur situation¹³⁰. Ainsi, un enfant-soldat a droit à la même protection que tous les autres enfants : il est d'abord et avant tout un enfant. En outre, il est maintenant convenu que la CDE devrait constituer la base de la mise en œuvre de toute initiative de justice transitionnelle dans les situations où les enfants ont massivement été impliqués en tant que bourreaux dans un conflit armé¹³¹. De ce fait, comme la CDE prévoit que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une, et la *Charte africaine* la considération primordiale dans toute décision affectant les enfants, il est donc impératif qu'il soit pris en compte dans la planification, le choix et l'exécution des mécanismes de justice

¹³⁰ CDE, *supra* note 76 à l'art. 2 (1) *in fine* et *Charte africaine*, *supra* note 99 à l'art. 3. Voir aussi UNROL, «Approche de la justice pour les enfants commune aux entités du système des Nations Unies», *supra* note 6 à la p. 5.

¹³¹ Karin Arts, «General Introduction: A Child Rights-Based Approach to International Criminal Accountability» dans Karin Arts, *supra* note 7, 3 à la p. 12. Voir aussi *Observation Générale No. 10*, *supra* note 79 au para. 10.

transitionnelle qui seront choisis, le cas échéant, pour tenir les enfants-soldats responsables de leurs actes. D'ailleurs, dans plusieurs pays ayant récemment eu besoin de justice transitionnelle, le nombre d'enfants dépasse largement le nombre d'adultes. Ne pas tenir compte de leur intérêt supérieur et de leurs opinions ne serait pas viable pour ces sociétés à moyenne et à longue échéance¹³². Enfin, si l'on montre aux enfants que leur intérêt supérieur est pris en compte, on leur montre ainsi le respect le plus fondamental et l'importance que cela occupe pour le bon fonctionnement d'une société. Cela ne peut avoir qu'un aspect positif sur leur vie et sur la réconciliation communautaire.

Au sujet des enfants en conflit avec la loi, le Comité des droits de l'enfant a affirmé que «[l]a protection de l'intérêt supérieur de l'enfant signifie, par exemple, que les objectifs traditionnels de la justice pénale, comme la répression/rétribution, doivent céder la place à des objectifs de réadaptation et de justice réparatrice dans le traitement des enfants délinquants»¹³³. Alison Smith affirme pour sa part que le choix du mécanisme de justice transitionnelle approprié dépendra non seulement de l'intérêt supérieur de l'enfant mais aussi des circonstances particulières du crime et de l'enfant, ainsi que des objectifs de la justice transitionnelle¹³⁴. Évidemment, les filles et les garçons auront des besoins généralement différents puisque leurs expériences dans les conflits armés le sont souvent¹³⁵.

Il est légitime de se demander quelle est la teneur de l'obligation de garantir l'intérêt supérieur de l'enfant. Certains sont d'avis qu'il ne s'agit pas d'une obligation de

¹³² Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 33.

¹³³ *Observation Générale No. 10*, *supra* note 79 au para. 10.

¹³⁴ Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 43.

¹³⁵ *Ibid.* à la p. 50.

résultat, mais d'une obligation de moyens¹³⁶. D'ailleurs, une analyse littérale de l'article 3 de la CDE nous permet d'abonder dans le même sens puisqu'il énonce que dans toutes les décisions concernant les enfants, l'intérêt supérieur doit être «une» considération primordiale. Si la CDE avait prévu que l'intérêt supérieur devait être «la» considération primordiale, l'obligation aurait été plus forte et aurait donc constitué une obligation de résultat puisque l'intérêt supérieur de l'enfant aurait dû être pris en compte avant toutes les autres considérations.

1.5.2 Intérêt supérieur et droit d'être entendu : conflit de normes et de cultures pour les enfants-soldats africains?

Bien souvent, les traités de droit international sont décriés comme étant des purs produits de la société occidentale¹³⁷. Les droits énoncés dans les conventions ne seraient pas universels : ils seraient culturellement impérialistes¹³⁸. La CDE n'échappe pas à ces critiques, et s'il y a un sujet de droit dont la reconnaissance ne fait pas l'unanimité, c'est bien l'enfant. Dans plusieurs sociétés, particulièrement dans certains pays africains, l'enfant est subordonné aux aînés et plusieurs communautés ne reconnaissent pas à l'enfant le droit de revendiquer certaines protections et d'exprimer haut et fort ses opinions¹³⁹. Conséquemment, le droit de l'enfant à la

¹³⁶ Joachim Wolf, «The Concept of the 'Best Interest' in Terms of the UN Convention on the Rights of the Child» dans Michael Freeman et Philip Veerman, *The Ideologies of Children's Rights*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1992, 125 à la p. 126. Voir aussi Comité des droits de l'enfant, *Observation Générale No 5 «Mesures d'application générales de la Convention relative aux droits de l'enfant»*, Doc. Off. CRC NU, 34^e sess., Doc. NU CRC/GC/2003/5 (27 novembre 2003) à la p. 4.

¹³⁷ Kaime, *supra* note 103 à la p. 125.

¹³⁸ L.S. Bell, A.J. Nathan et I. Peleg, «Introduction: Culture and Human Rights» dans L.S. Bell, A.J. Nathan et I. Peleg, dir., *Negotiating Culture and Human Rights*, New York, Columbia University Press, 2001, 1 à la p. 5, tel que rapporté dans Kaime, *supra* note 103 à la p. 126.

¹³⁹ Cela fut entre autres exprimé dans les rapports finaux de la Commission Vérité-Réconciliation du Liberia et de la Sierra Leone. Voir : Republic of Liberia – Truth and Reconciliation Commission, «Volume III: Appendices - Title II: Children, the Conflict and the TRC Children Agenda» (30 juin 2009), en ligne : TRC Liberia <https://www.trcofliberia.org/reports/final/volume-three-2_layout-1.pdf> à la p. 20 et Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, Vol. 3B, Chapitre 4 à la p. 240 aux paras. 35-36. Voir aussi Comité des droits de l'enfant, *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention - Rwanda*, Doc. Off. CRC NU, Doc. NU CRC/C/70/Add.22 (8 octobre 2003) aux paras. 7 et 165.

participation, un autre droit important reconnu par la CDE¹⁴⁰, pourra varier d'un contexte à l'autre, particulièrement dans certaines régions d'Afrique où l'enfant est généralement subordonné à ses parents et aux aînés en général. À titre d'exemple, Susan Shepler a observé que «Sierra Leoneans see the CRC as inverting hierarchies by giving children too much power [...]»¹⁴¹. Il appert que les Sierra Leonais trouvent donc la CDE comme étant trop occidentale et ne tenait pas suffisamment compte des réalités locales où les enfants ont des droits mais aussi des responsabilités, tant au sein de leurs familles et de leurs communautés¹⁴².

À ces critiques, d'autres répondront que le critère de l'intérêt supérieur de l'enfant est relatif dans le temps et dans l'espace, et doit prendre en compte certains standards valides établis dans différents pays¹⁴³. L'intérêt supérieur de l'enfant est donc une notion dont le sens varie d'une culture à l'autre¹⁴⁴. Par exemple, Philip Alston affirme que

[...] it might be argued that, in some highly industrialized countries, the child's best interests are 'obviously' best served by policies that emphasize autonomy and individuality to the greatest possible extent. In more traditional societies, the links to the family and the local community might be considered to be of paramount importance and the principle that 'the best interests of the child' shall prevail will therefore be interpreted as requiring the sublimation of the individual child's preferences to the interests of the family or even the extended family¹⁴⁵.

¹⁴⁰ CDE, *supra* note 76 à l'art. 12 et *Charte africaine*, *supra* note 99 à l'art. 4 (2). Voir aussi UNICEF, «Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés (Principes de Paris)» (2007), en ligne : UNICEF <<http://www.unicef.org/french/protection/files/ParisPrincipesFrench310107.pdf>> au principe 3.14.

¹⁴¹ Susan Shepler, «The Rites of the Child: Global Discourses of Youth and Reintegrating Child Soldiers in Sierra Leone» (2005) 4 J. Hum. Rts. 197 à la p. 206. Voir aussi la p. 205.

¹⁴² *Ibid.* à la p. 206. La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant prévoit aussi que l'enfant a des responsabilités, non seulement envers sa famille mais aussi envers sa communauté et son pays. Voir *Charte africaine*, *supra* note 99 à l'art. 31.

¹⁴³ Zermatten, *supra* note 126 à la p. 16.

¹⁴⁴ Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 56.

¹⁴⁵ Alston, *supra* note 78 à la p. 5.

Effectivement, la plupart des textes portant sur la réintégration des enfants démobilisés suite à un conflit armé font mention de l'importance de la famille et de la communauté dans le succès de cette opération, particulièrement dans un contexte africain¹⁴⁶. La notion d'intérêt supérieur de l'enfant n'aura probablement donc pas la même teneur en Occident que dans la plupart des pays d'Afrique ou encore ceux d'Asie. Quoique la CDE établisse une série de droits qui doivent être accordés à tous les enfants, peu importe où ils se trouvent dans le monde, il appert que ces droits auront une teneur applicative différente selon l'emplacement géographique. Nous ne croyons pas que cela aille à l'encontre de l'esprit de la CDE; au contraire, cela est en conformité avec le paragraphe 12 du Préambule.

En outre, le Préambule de la CDE rappelle deux notions importantes et complémentaires dans le développement de l'enfant : le rôle capital de la famille dans le développement harmonieux de l'enfant¹⁴⁷ ainsi que l'importance de préparer l'enfant à une vie individuelle dans la société¹⁴⁸.

Néanmoins, l'intérêt supérieur de l'enfant dans ce relativisme culturel ne doit pas permettre d'adopter à l'égard des enfants des politiques ou des décisions qui auraient des conséquences négatives ou néfastes pour l'enfant. Justement, la *Charte africaine* rappelle que les valeurs et la culture africaine n'ont pas primauté sur la protection des droits de l'enfant¹⁴⁹; ces deux paradigmes devraient se compléter pour atteindre une protection optimale pour les enfants africains¹⁵⁰. D'ailleurs, la *Charte africaine* contient elle-même une disposition relative à l'intérêt supérieur de l'enfant¹⁵¹, ce qui

¹⁴⁶ Voir entre autres : Principes du Cap, *supra* note 15 aux pp. 8-9 et UNICEF, «Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés (Principes de Paris)» (2007), en ligne : UNICEF <<http://www.unicef.org/french/protection/files/ParisPrincipesFrench310107.pdf>> au principe 6.31.

¹⁴⁷ Paragraphe 6 du Préambule et article 5 de la CDE, *supra* note 76.

¹⁴⁸ CDE, *supra* note 76 au paragraphe 7 du Préambule.

¹⁴⁹ *Charte africaine*, à l'art. 1 (3). Voir aussi Kaime, *supra* note 103 à la p. 130.

¹⁵⁰ Kaime, *ibid.*

¹⁵¹ *Charte africaine*, *supra* note 99 à l'art. 4.

démontre que l'intérêt de l'enfant est aussi au cœur des préoccupations des peuples africains.

Et comment un décideur peut-il prendre dûment en compte l'intérêt supérieur de l'enfant avant de prendre une décision si ce n'est qu'en lui demandant son opinion sur le sujet dont il est question¹⁵²? Pour Zermatten, l'article 3 et l'article 12 de la CDE doivent être systématiquement considérés ensemble lorsqu'il est question de statuer sur les décisions relatives aux enfants¹⁵³. Évidemment, il appert que cela doit se faire dans la mesure où l'enfant concerné est capable de formuler ses propres opinions et que ces opinions soient tempérées en fonction de l'âge et la maturité de l'enfant¹⁵⁴. Le Rwanda, par exemple, prévoit dans sa législation nationale le droit d'être entendu, évidemment dans la mesure des capacités évolutives de l'enfant¹⁵⁵.

Évidemment, ce qui précède semble plus facilement applicable lorsque les décisions à prendre relèvent, par exemple, de la question de savoir à qui accorder la garde parentale en cas de divorce. Lorsqu'il est question de considérer ce qui est dans l'intérêt supérieur de l'enfant-soldat en matière d'imputabilité pour crimes graves, la question est sensiblement plus difficile, et cela est davantage complexifié par les situations post-conflit où les repères habituels n'existent plus¹⁵⁶ et où les enfants sont souvent très traumatisés.

¹⁵² Zermatten, *supra* note 126 à la p. 22. Voir aussi Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 47.

¹⁵³ Zermatten, *ibid.* à la p. 21.

¹⁵⁴ Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans «International Criminal Justice and Child Protection» dans Parmar, *supra* note 5, 31 aux pp. 43-44.

¹⁵⁵ *Loi no 27/2001 relative aux droits et à la protection de l'enfant contre les violences*, aux arts. 9 et 11.

¹⁵⁶ Voir par exemple : Comité des droits de l'enfant, *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention - Rwanda*, Doc. Off. CRC NU, Doc. NU CRC/C/70/Add.22 (8 octobre 2003) aux paras. 8-9.

Bref, il s'agira ici d'effectuer notre analyse tout en tenant compte de ces deux prémisses, c'est-à-dire que le droit international reconnaît à l'enfant un large éventail de droits, dont celui à la participation, mais que cela peut se heurter dans la pratique à des sociétés où l'enfant n'occupe pas une place proéminente.

1.6 LES CONCLUSIONS PRELIMINAIRES

L'intérêt supérieur de l'enfant avec ses multiples facettes, tel que nous l'avons brièvement décrit dans la section précédente, constituera la grille d'analyse à la lumière de laquelle nous allons évaluer les différents mécanismes de responsabilité pour les enfants-soldats. Nous tenterons donc de faire ressortir l'intérêt supérieur de l'enfant au meilleur du savoir déjà publié sur la question, tout en gardant en tête les objectifs de la justice transitionnelle tels que nous les avons définis à la section 1.1.1.

CHAPITRE 2 : LES FORUMS POUR LA RESPONSABILITÉ DES ENFANTS-SOLDATS

2.1 LES REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Comme nous l'avons déjà mentionné en introduction, ce mémoire ne s'attardera qu'aux initiatives permettant une certaine forme «d'imputabilité», en l'occurrence les tribunaux pénaux internationaux, les procès nationaux (en particulier la justice juvénile), les commissions vérité-réconciliation, la justice dite traditionnelle et l'amnistie. Nous ne parlerons pas de la question de la responsabilité criminelle en tant que telle, ni de son existence ou non chez les enfants-soldats ayant perpétré de graves crimes. Il sera question de mécanismes de responsabilité plus généralement, et dans quelle mesure ceux-ci sont dans l'intérêt supérieur de l'enfant¹⁵⁷.

La réalité post-conflit fait souvent en sorte qu'il est virtuellement impossible de juger toutes les personnes responsables pour les violations commises¹⁵⁸. Souvent, les crimes ont été commis en masse et une quantité incalculable de bourreaux se heurtent à des infrastructures judiciaires anéanties, à une magistrature corrompue ou inexistante¹⁵⁹. Plusieurs se questionnent même sur la pertinence du droit criminel

¹⁵⁷ Matthew Happold, «The Age of Criminal Responsibility for International Crimes under International Law» dans Karin Arts, *supra* note 7, 69 à la p. 84.

¹⁵⁸ Juan E. Méndez argue que cette problématique ne devrait pas être un obstacle pour aller de l'avant avec des poursuites pénales. Voir Méndez, *supra* note 5 à la p. 274. Neil J. Kritz affirme pour sa part que «[p]rosecution of every single participant in the planning, ordering, or implementation of the atrocities in question – not to mention all those who collaborated with them – would be politically destabilizing, socially divisive, and logistically and economically untenable». Voir Neil J. Kritz, «Coming to Terms with Atrocities: A Review of Accountability Mechanisms for Mass Violations of Human Rights» (1996) 59:4 Law and Contemp. Probs. 127 aux pp. 139-139 [Kritz]. Voir aussi Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Poursuites du parquet» (2006), en ligne : OHCHR.org <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawProsecutionsfr.pdf>> à la p. 7.

¹⁵⁹ Report of the Secretary-General, *Annual report on strengthening and coordinating United Nations rule of law activities*, Doc. Off. AGNU, 64^e sess., Doc. NU A/64/298 (17 août 2009) au para. 53 et *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 3.

lorsque des crimes ont été commis à très grande échelle¹⁶⁰. Nonobstant ce qui précède, et quoiqu'il semble impératif de mettre en place des alternatives aux procès judiciaires pour des raisons logistiques, économiques, politiques et d'autres encore, nous allons examiner successivement divers mécanismes d'imputabilité faisant appel, ou non, au droit criminel, et pouvant être instaurés en période transitionnelle.

2.2 LE PROCÈS INTERNATIONAL OU INTERNATIONALISÉ

Quoique les différents instruments de droit international, résolutions de l'ONU et autres déclarations et rapports réitèrent abondamment l'obligation incombant aux États de poursuivre au sein de leurs juridictions nationales les crimes internationaux, il peut survenir des situations où ceux-ci n'ont pas la volonté ou la capacité de le faire. De ce fait, il peut être nécessaire de recourir à une instance internationale ou internationalisée pour tenir des procès pénaux. Ce fut le cas, par exemple, de la Sierra Leone et du Rwanda, et désormais pour quelques autres pays dont la Cour pénale internationale a établi qu'ils étaient incapables de tenir des procès pour crimes internationaux¹⁶¹.

Comme l'a mentionné le Secrétaire général de l'ONU

Certes, c'est à l'appareil judiciaire national qu'il revient en premier d'établir les responsabilités. Mais lorsque les autorités nationales refusent ou sont incapables de poursuivre les auteurs d'exactions sur leur territoire, la communauté internationale a un rôle décisif à jouer. La création et le fonctionnement des tribunaux pénaux internationaux ou mixtes qui ont vu le jour au cours de ces 10 dernières années en est une illustration saisissante. Ces tribunaux représentent autant d'avancées historiques dans les efforts pour amener les dirigeants civils et militaires à répondre de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Ils ont fait la preuve qu'il est possible de rendre la justice et d'instruire des procès équitables de

¹⁶⁰ Cryer, *supra* note 26 à la p. 29.

¹⁶¹ C'est le cas, pour le moment, de la République démocratique du Congo, de l'Ouganda, de la République Centrafricaine et le du Soudan.

manière efficace à l'échelon international après l'effondrement du système judiciaire national. Point plus important encore, ils témoignent d'une tendance croissante au sein de la communauté internationale à ne plus tolérer l'impunité et l'amnistie et à s'employer à instaurer une légalité internationale. Quelles que soient leurs limites et leurs imperfections, les tribunaux pénaux internationaux ou mixtes ont changé le visage de la justice internationale et contribué à l'universalisation de l'état de droit¹⁶².

Dans les sections qui suivent, nous verrons d'abord les objectifs du procès pénal international ainsi que ses avantages et limites. Puis nous étudierons comment les différentes instances internationales ou internationalisées ont géré la question des enfants ayant perpétré de graves crimes.

2.2.1 Les objectifs du procès pénal international, avantages et limites

Le procès pénal, qu'il soit international ou national, possède *grosso modo* deux objectifs¹⁶³. Le premier de ces objectifs est la punition, qui ne doit pas être considérée comme la pure application de la *lex talionis*¹⁶⁴. Généralement, l'imposition d'une peine proportionnelle au crime commis en sera la garantie. La punition sert à

¹⁶² *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 40.

¹⁶³ Le but ici, en abordant les objectifs des procès pénaux, n'est pas d'en faire un examen détaillé, ce qui excéderait le cadre de ce travail. Plutôt, il s'agit d'en faire ressortir les grandes lignes pour comprendre leur pertinence au regard de la criminalité de masse lorsque des enfants ont été impliqués en tant que bourreaux. Voir Cryer, *supra* note 26 aux pp. 18 à 22. Pour un discours plus nuancé sur les différences entre les objectifs du procès pénal international et ceux du procès national, voir Mark A. Drumbl, «Collective Violence and Individual Punishment: the Criminality of Mass Atrocity» (2005) 99:2 Nw. U.L. Rev. 539 [Drumbl].

¹⁶⁴ Comme le mentionne le TPIY dans l'affaire *Nikolić*, «[la] rétribution s'entend plus précisément comme l'expression de la condamnation et de l'indignation de la communauté internationale face aux violations d'une telle gravité et au mépris pour les droits humains fondamentaux dans des situations où les populations sont particulièrement exposées, à savoir en temps de conflits armés. La rétribution est aussi une manière de reconnaître le préjudice et les souffrances causés aux victimes. En outre, dans le contexte de la justice internationale pénale, la rétribution revient, pour la communauté internationale, à déclarer fermement que les crimes seront sanctionnés, que l'impunité ne prévaudra pas» [*nos italiques*]. Voir *Procureur c. Momir Nikolić* (2 décembre 2003), Jugement portant condamnation, Affaire n° IT-02-60/1 (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre de Première Instance I) aux paras 86-87. Voir aussi Miriam J. Aukerman, «Extraordinary Evil, Ordinary Crime: A Framework for Understanding Transitional Justice» (2002) 15 Harv. Hum. Rts. J. 39 aux pp. 59-60 [Aukerman].

démontrer à l'auteur d'un crime l'opprobre de la communauté internationale et de la société plus généralement.

Toutefois, cet objectif de «punir» les auteurs de crimes graves peut parfois sembler vain aux yeux des victimes; comme l'affirmait le président de la commission ougandaise d'amnistie au sujet des mandats d'arrêts de la CPI à l'encontre des seigneurs de guerre de l'ARS

If you took Kony to the ICC, tried and convicted him, the ICC is going to impose life sentences – they talk in terms of 20, 30 years. A man who has been living in the bush under very difficult and harsh conditions will find conditions very nice in prison where he will be well looked after. For an ordinary Acholi it will not be a kind of punishment at all¹⁶⁵.

Il peut donc être très difficile de justifier les poursuites pénales internationales au regard de la satisfaction des victimes car le traitement des détenus, et le cas échéant des condamnés, respectera (toujours et avec raison) les instruments du droit international exigeant des conditions de détention impeccables¹⁶⁶. L'impunité totale serait cependant immorale, injurieuse envers les victimes et de surcroît, en contravention du droit international¹⁶⁷, d'où l'importance de concentrer les efforts sur les criminels de haut niveau.

¹⁶⁵ Peter Onega, tel que rapporté dans Manisuli Ssenyonjo, «The International Criminal Court and the Lord's Resistance Army Leaders: Prosecution or Amnesty?» (2007) 54:1 Nethl. Int'l L. Rev. 51 à la p. 60.

¹⁶⁶ À l'opposé, les victimes sont souvent négligées et continuent de vivre dans d'horribles conditions. Par exemple, le traitement quasi «royal» réservé aux génocidaires condamnés par le TPIR frustre énormément leurs victimes. Plusieurs organisations de rescapés du génocide rwandais ont décrié que l'ONU fournisse les comprimés antirétroviraux requis pour le traitement du VIH dont plusieurs génocidaires sont atteints alors qu'aucune forme de compensation ou de réparation n'est offerte aux victimes. Voir entre autres Drumbl, *supra* note 163 à la p. 579. Le Statut du TPIR ne prévoit aucune forme de réparation pour les victimes des génocidaires.

¹⁶⁷ Kritz, *supra* note 158 à la p. 129.

Le deuxième objectif du procès pénal est la dissuasion¹⁶⁸. La dissuasion signifie que les personnes se retiennent de poser des gestes répréhensibles parce qu'ils ont peur des conséquences négatives découlant de la commission de ces gestes; en d'autres termes, les désavantages surpassent les bénéfices¹⁶⁹. Par contre, les tenants de cette façon de justifier le procès et l'imposition d'une peine d'emprisonnement comme éléments dissuasifs prennent pour acquis que les individus sont des êtres rationnels¹⁷⁰. Or bien souvent les auteurs de crimes graves ne possèdent pas cette rationalité et ne pèsent pas le pour et le contre de leurs actions¹⁷¹. Cela est d'autant plus vrai en situation de criminalité de masse et de conflit armé¹⁷². Comme l'affirme si justement Frédéric Mégret, «[i]t beggars belief to suggest that the average crazed nationalist purifier or abused child soldier [...] will be deterred by the prospect of facing trial»¹⁷³.

Le procès pénal international est évidemment en meilleure position pour exprimer l'opprobre de la communauté internationale face à la commission d'atrocités de masse que le procès pénal national. Il peut aussi servir à faire avancer l'état du droit international et contribuer au développement de normes. Quoique cet attribut est intéressant et qu'on ne puisse en discréditer l'utilité juridique, cela peut parfois sembler bien superficiel au regard des victimes¹⁷⁴.

¹⁶⁸ Cet objectif se retrouve aussi dans le Préambule du *Statut de Rome* au para. 5 : «[...] mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces crimes et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes».

¹⁶⁹ Aukerman, *supra* note 164 à la p. 64.

¹⁷⁰ Drumbl, *supra* note 163 à la p. 590.

¹⁷¹ Cryer, *supra* note 26 à la p. 20.

¹⁷² Drumbl, *supra* note 163 à la p. 590.

¹⁷³ Frédéric Mégret, «Three Dangers for the International Criminal Court: A Critical Look at a Consensual Project» (2001) 12 *Finnish Y.B. Int'l L.* 193 à la p. 203.

¹⁷⁴ Quoique la CSSL ait reconnu que le mariage forcé constituait un crime contre l'humanité, distinct de l'esclavage sexuel, on peut douter du réel impact que cette innovation juridique a sur les victimes dudit crimes. Certes, les auteurs du crime peuvent être incarcérés, mais que font les victimes des multiples séquelles avec lesquelles elles doivent vivre? Enfant nés de viols répétitifs, VIH/SIDA, appareil génital détruit ou mutilé, traumatismes psychologiques : la Sierra Leone d'après-guerre est très peu en mesure d'aider ces victimes. De là, l'importance d'avoir une approche à la justice transitionnelle qui est holistique et qui inclura, autant que faire se peut, des réparations aux victimes. Voir *Prosecutor v. Brima, Kamara & Kanu* (2008), Affaire n° SCSL-2004-16-A (Cour spéciale pour

En outre, soulignons que les poursuites devant les instances pénales internationales ont souvent été décrites comme inhibant la justice transitionnelle, voire la paix¹⁷⁵. En outre, il y a peu d'appropriation locale lorsque les procès sont tenus loin des lieux où les crimes ont été commis et où se trouvent les victimes¹⁷⁶. Les objectifs énoncés, par exemple ceux du TPIR de contribuer au processus de réconciliation nationale, ne sont donc que superficiellement remplis¹⁷⁷.

Nous verrons dans la section qui suit comment les différentes juridictions pénales internationales ou internationalisées ont géré la question de la responsabilité des enfants ayant perpétré des crimes graves.

2.2.2 Les tribunaux pénaux internationaux : le TPIY et le TPIR

L'ex-Yougoslavie et le Rwanda furent le terrain d'atrocités indescriptibles dans les années 1990 ; différents facteurs ont mené à l'instauration des tribunaux *ad hoc* afin

la Sierra Leone, Chambre d'appel). Pour une courte critique de cette «avancée» juridique, voir Saudamini Siegrist, «Child Rights and Transitional Justice» dans Parmar, *supra* note 5, 1 aux pp. 11-12 et Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 39 à la note de bas de page 12. Au sujet de la menace que représente le SIDA sur la problématique des enfants-soldats et plus généralement sur la sécurité internationale, P.W. Singer affirme que «[t]he new demographics of AIDS will also heighten security risks by creating a new pool of orphans, magnifying the child-soldier problem. By 2010, 40M children will lose one or both their parents to AIDS, including one-third of all children in the hardest hit countries». Voir P.W. Singer, «AIDS and International Security» (2002) 44:1 Survival 145 à la p. 151.

¹⁷⁵ Drumbl affirme que «[t]oo unyielding an emphasis on criminal process can undermine transitional societies. Commentators have opined that demands to extradite suspects to the ICTY may have prolonged the conflict in the Balkans, aggravated political instability within successor states in the region, and prematurely undermined local courts». Voir Drumbl, *supra* note 163 à la p. 592. Un raisonnement similaire continue de prendre place relativement à la justice dans le nord de l'Ouganda : les mandats d'arrêt émis par la CPI contre les leaders de l'ARS empêcheraient ces derniers d'aller de l'avant pour signer des accords de paix une fois pour toutes dans le nord de l'Ouganda.

¹⁷⁶ Sur les difficultés relatives au TPIR, voir Kritz, *supra* note 158 à la p. 132. Voir aussi Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 aux pp. 57 à 60 et Robert Cryer *et al.* *An Introduction to International Criminal Law and Procedure*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 à la p. 29.

¹⁷⁷ *Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda*, annexe 1 à la Résolution 955, Rés. CS 955, Doc. Off. CSNU, 3453^e sess., Doc. NU S/RES/955 (8 novembre 1994) au para. 7 du Préambule de la résolution [*Statut TPIR*].

de juger les personnes portant la plus grande responsabilité pour les crimes qui y ont été commis¹⁷⁸.

Bien que les statuts du TPIY et du TPIR ne prévoient pas explicitement l'âge de la responsabilité criminelle dans leur compétence *rationae personae*¹⁷⁹, ni l'un ni l'autre n'a jugé jusqu'à aujourd'hui des personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans au moment de la commission des crimes.

En ce qui concerne l'ex-Yougoslavie, l'une des raisons pour cela est la nature du conflit : les enfants étaient principalement des victimes des crimes et non ceux qui portaient les armes et commettaient des atrocités. Le Procureur a donc concentré ses procédures sur les commandants militaires et sur les politiciens, soit ceux qui possédaient la responsabilité première pour les crimes commis¹⁸⁰. Ainsi, aucun des accusés devant le TPIY n'était âgé de moins de 18 ans au moment de la commission des faits, quoique l'âge de l'un d'entre eux ait été reconnu comme un facteur mitigeant dans la détermination de la peine de l'une des affaires¹⁸¹.

Quant au génocide perpétré au Rwanda en 1994, plusieurs des exécutants étaient apparemment des enfants¹⁸². Le TPIR s'est toutefois concentré sur des personnalités rwandaises de haut niveau et aucun enfant n'a été ni ne sera entendu par ce tribunal.

¹⁷⁸ Voir : *Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie*, Résolution 827, Rés. CS 827, Doc. Off. CSNU, 3217^e sess., Doc. NU S/RES/827 (25 mai 1993) [*Statut TPIY*] et *Statut TPIR*, *ibid.*

¹⁷⁹ *Statut TPIY*, *ibid.* à l'art. 6 et *Statut TPIR*, *supra* note 177 à l'art. 5.

¹⁸⁰ David Tolbert, «Children and International Criminal Law: the Practice of the International Tribunal for the Former Yugoslavia (ICTY)» dans Karin Arts, *supra* note 7, 147 à la p. 148.

¹⁸¹ Celui-ci était âgé de 23 ans au moment des faits. Voir *Procureur c. Furundzija*, IT-95-17/1-T, Jugement (10 décembre 1998) (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre de Première Instance) aux paras. 284 et 291 et *Procureur c. Drazen Erdemovic*, Affaire n° IT-96-22, Jugement portant condamnation (5 mars 1998) (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre de Première Instance) à la section 16 (i).

¹⁸² Chen Reis, «Trying the Future, Avenging the Past: Implications of Prosecuting Children for Participation in Internal Armed Conflict» (1997) 29 Colum. H.R.L. Rev. 629 à la p. 629.

Le TPIY et le TPIR n'ont donc jugé aucune personne de moins de 18 ans et, compte tenu qu'ils cesseront bientôt leurs activités, il serait invraisemblable qu'ils le fassent¹⁸³.

2.2.3 La Cour spéciale pour la Sierra Leone

Le conflit qui s'est déroulé en Sierra Leone fut caractérisé par l'enrôlement massif d'enfants¹⁸⁴ qui démontrèrent une capacité sans borne à commettre les actes les plus barbares à l'encontre de la population civile¹⁸⁵. Ces enfants, quoique généralement enlevés de force, recrutés involontairement dans les divers groupes armés et bien souvent drogués¹⁸⁶, commirent viols, meurtres, mutilations et tortures, tout en étant bien souvent eux aussi soumis à de graves sévices.

¹⁸³ *Rapport sur la stratégie d'achèvement des travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda*, Doc. Off. CSNU, 65^e année, Doc. NU S/2009/259 (28 mai 2010) et *Évaluation et rapport du juge Patrick Robinson, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, soumis au Conseil de sécurité conformément au paragraphe 6 de la résolution 1534 (2004)*, Doc. Off. CSNU, 65^e année, Doc. NU S/2009/270 (1er juin 2010). Les statuts respectifs du TPIR et du TPIY ne prévoient pas d'âge minimal dans le champ de leur compétence personnelle (*rationae personae*), ce qui veut dire que techniquement, ces instances pourraient juger des personnes âgées de moins de 18 ans au moment de la commission des faits. Voir *Statut TPIR*, *supra* note 177 aux arts. 1 et 5 et *Statut TPIY*, *supra* note 178 aux arts. 1 et 6. Voir aussi Cécile Aptel, «International Criminal Justice and Child Protection» dans *Children and Transitional Justice*, *supra* note 3, 67 à la p. 101. Voir aussi Soudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 55.

¹⁸⁴ Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, Vol. 3B, Chapitre 4 aux paras. 126 à 140.

¹⁸⁵ Comme le souligne William Schabas, qui fut commissaire à la CVR en Sierra Leone, «Children were the backbone of the combatant forces». Voir William A. Schabas, «A Synergistic Relationship: The Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission and the Special Court for Sierra Leone» (2004) 15 *Crim. L.F.* 3 à la p. 14. Voir aussi Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 2, chapitre 2 à la p. 28.

¹⁸⁶ Rapport de la CVR Sierra Leone, *ibid.* à la p. 263 au para. 134 et aux pp. 279-281 aux paras. 195 à 201. Voir aussi William A. Schabas, «The Rights of the Child, Law of Armed Conflict and Customary International Law: a Tale of Two Cases» dans Karin Arts, *supra* note 7, 19 à la p. 30. William Schabas semble toutefois d'avis que le problème de la drogue en Sierra Leone a probablement été exagéré : voir William A. Schabas, *ibid.* à la p. 14.

Ainsi, lorsque la CSSL fut créée par accord entre l'ONU et le gouvernement sierra léonais¹⁸⁷, il fut décidé de donner au procureur la possibilité de poursuivre des personnes qui étaient âgées de 15 ans et plus lors de la commission des crimes¹⁸⁸. Toutefois, comme le Statut de la CSSL prévoit que seront jugées par la cour les personnes portant la plus grande responsabilité pour les violations du droit international humanitaire et du droit sierra léonais, le procureur de la CSSL rejeta d'emblée la possibilité de poursuivre des enfants qui étaient âgés entre 15 et 18 ans au moment des faits. Selon lui, les enfants ne sont pas ceux qui portent la plus grande responsabilité pour les atrocités commises¹⁸⁹. Cette position fut aussi soutenue par des *amicus curiae* soumis à la cour par l'UNICEF et d'autres organisations de défense des droits des enfants¹⁹⁰.

Peu importe que le procureur de la CSSL décide ou non de poursuivre des enfants âgés entre 15 et 18 ans au moment de la commission des faits, le Statut avait quand même prévu des dispositions leur étant spécifiques. Par exemple, les juges n'auraient pas pu les condamner à l'emprisonnement et auraient dû recourir à des peines

¹⁸⁷ La Cour est toutefois indépendante de l'ONU et de tout gouvernement : voir David Crane, «Strike terror no more : prosecuting the use of children in times of conflict – the West African extreme» dans Karin Arts, *supra* note 7, 119 à la p. 123. Voir aussi *Situation en Sierra Leone, Résolution 1315*, Rés. CS 1315, Doc. Off. CSNU, 4186^e sess., Doc. NU S/RES/1315 (14 août 2000) [*Résolution 1315*] et *Rapport du Secrétaire général sur l'établissement d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone*, Doc. Off. CSNU, Doc. NU S/2000/915 (4 octobre 2000). Pour un excellent historique des débats ayant entouré l'adoption du Statut de la CSSL, et plus spécifiquement sur l'établissement de sa compétence rationae personae, voir Ilene Cohn, «The Protection of Children and the Quest for Truth and Justice in Sierra Leone» (2001) 55:1 *Journal of International Affairs* 1 [Cohn].

¹⁸⁸ *Statute of the Special Court for Sierra Leone* (16 janvier 2002) à l'art. 7 [Statut CSSL].

¹⁸⁹ Voir : Special Court For Sierra Leone (Public Affairs Office), «Special Court Prosecutor Says He Will Not Prosecute Children» (2 novembre 2002), en ligne : Special Court for Sierra Leone <<http://www.sc-sl.org/LinkClick.aspx?fileticket=JdyF7IVNEvA%3D&tabid=115>>. Voir aussi *Résolution 1315*, *supra* note 187 au para. 3; *Agreement between the United Nations and the Government of Sierra Leone on the Establishment of a Special Court for Sierra Leone* (16 janvier 2002) au para. 2 du Préambule et à l'art. 1 (1); *Statut CSSL*, *supra* note 188 à l'art. 1 (1) et No Peace Without Justice et UNICEF Innocenti Research Centre, «International Criminal Justice and Children» (2002), en ligne : UNICEF <<http://www.unicef.org/emerg/files/ICJC.pdf>> aux pp. 114-115 [«International Criminal Justice and Children»].

¹⁹⁰ David Crane, «Strike terror no more : prosecuting the use of children in times of conflict – the West African extreme» dans Karin Arts, *supra* note 7, 119 à la p. 127.

alternatives telles une ordonnance de service communautaire ou encore l'apprentissage d'un métier (*vocational training*)¹⁹¹. En outre, ces enfants auraient eu à être traités avec dignité et les juges auraient eu à prendre en compte leur jeune âge dans toute décision les concernant¹⁹². Compte tenu de ces garanties et protections, aurait-il été bénéfique que certains enfants soient redevables de leurs actions devant la CSSL ? Cela aurait-il été dans leur intérêt supérieur et cela aurait-il satisfait en quelque sorte les victimes et promu la réconciliation?

Il appert que dans le cas de la Sierra Leone, les opinions divergeaient passablement. Ainsi, l'idée générale avancée par le Conseil de Sécurité et le Secrétaire général de l'ONU était qu'il serait plus profitable que les délinquants juvéniles soient redevables de leurs actes devant la CSSL¹⁹³. Cela ne semble toutefois pas être l'opinion de certaines ONG et d'OI tel qu'il appert de certains rapports du Secrétaire général qui font état de discussions avec le gouvernement et les populations locales. On peut lire dans l'un des rapports que

[l]e Gouvernement de la Sierra Leone et les représentants de la société civile souhaitent manifestement que l'on institue un processus de mise en cause judiciaire pour les enfants combattants présumés responsables de crimes relevant de la compétence du Tribunal. On a dit que les Sierra-Léonais verraient d'un mauvais œil un tribunal qui ne traduirait pas en justice les enfants ayant commis des crimes de cette nature et leur éviterait des poursuites judiciaires. Les organisations non gouvernementales internationales qui s'occupent de programmes concernant la protection et la réinsertion des enfants ainsi que certaines de leurs homologues nationales étaient cependant unanimes à rejeter la mise en cause judiciaire des enfants de moins de 18 ans, de peur que ce processus ne compromette tout le programme de réinsertion

¹⁹¹ *Statut CSSL*, *supra* note 188 à l'art. 7 (2). Voir aussi «International Criminal Justice and Children», *supra* note 189 aux pp. 114-115.

¹⁹² «[...] he or she shall be treated with dignity and a sense of worth, taking into account his or her young age and the desirability of promoting his or her rehabilitation, reintegration into and assumption of a constructive role in society, and in accordance with international human rights standards, in particular the rights of the child». Voir *Statut CSSL*, *supra* note 188 à l'art. 7 (1).

¹⁹³ Matthew Happold, «The Age of Criminal Responsibility for International Crimes under International Law» dans Karin Arts, *supra* note 7, 69 à la p. 81.

instauré avec tant de peine. S'il est difficile de savoir dans quelle mesure cette opinion reflète celle de la majorité de la population, il demeure qu'elle met en relief l'importance du programme de réinsertion et la nécessité de veiller à ce que, dans les poursuites engagées contre des enfants présumés responsables, le processus de réinsertion de dizaines d'autres enfants ne soit pas mis en péril¹⁹⁴.

Il appert donc de ce qui précède qu'il y a une certaine contradiction entre ce que souhaitent les Sierra Léonais et certaines organisations de défense des droits humains : ces dernières arguaient que des procès à tout prix allaient compromettre les efforts de réhabilitation tandis que la population aurait voulu que les criminels de guerre, peu importe leur âge, soient traduits devant les tribunaux¹⁹⁵.

En conclusion, il semble que les Sierra Léonais avaient des sentiments partagés par rapport à la CSSL. Plusieurs d'entre eux pensent que les sommes d'argent colossales qui ont été dévolues aux opérations de la cour auraient mieux fait d'être utilisées pour améliorer le sort des victimes du conflit armé. En outre, certains sont d'opinion que

¹⁹⁴ *Rapport du Secrétaire général sur l'établissement d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone*, Doc. Off. CSNU, Doc. NU S/2000/915 (4 octobre 2000) au para. 35.

¹⁹⁵ Comme l'explique Diane Marie Amann, «[o]ne need not be a strict cultural relativist to harbor such concern. Sierra Leone is the poorest country on earth. It has suffered more than ten years of war. In such circumstances, how relevant are the ideals of prosperous Westerners? What is a child in a society in which a male's average life span is thirty-seven years? Certainly teenaged boys and girl in Sierra Leone may share with adolescents elsewhere impulsiveness and rash invincibility. But Sierra Leoneans live in a society in which childhood cannot exist, in which responsibility must be assumed at an early age. The crimes at issue defy imagination. In this context, it is not difficult to understand why the people of Sierra Leone would want to hold war criminals accountable without regard to age. Voir Diane Marie Amann, «Calling Children to Account: The Proposal for a Juvenile Chamber in the Special Court for Sierra Leone» (2001-2002) 29 *Pepp. L. Rev.* 167 aux pp. 167 et 178-179 [Amann]. Voir aussi *Rapport du Secrétaire général sur l'établissement d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone*, Doc. Off. CSNU, Doc. NU S/2000/915 (4 octobre 2000) au para. 7 et Cohn, *supra* note 187 aux pp. 11 et 16. Plusieurs ONG, dont la Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, ainsi que l'UNICEF, étaient contre des poursuites. D'autres, l'International League for Human Rights and Amnesty International, par exemple, étaient en faveur de poursuites pour autant que celles-ci se conformaient au droit international relatif aux droits humains et à la justice juvénile. Une alternative pour tempérer les différentes opinions au sujet de la responsabilité des enfants, particulièrement celle des 15 à 18 ans, fut donc avancée : celle d'instaurer une chambre de la jeunesse (*juvenile chamber*) auprès de la CSSL¹⁹⁵. Cette idée fut d'abord suggérée par le Secrétaire général de l'ONU mais ne tint pas la route bien longtemps. Voir Amann, *supra* note 195.

l'inculpation et la condamnation d'une poignée de personnes seulement ne mettra pas fin à la culture d'impunité qui règne en Sierra Leone¹⁹⁶.

2.2.4 Les Special Panels for Serious Crimes au Timor-Leste

Bien que le focus de ce mémoire soit sur les enfants-soldats et leur expérience en matière de justice transitionnelle en Afrique, nous ne pouvons traiter des juridictions internationalisées sans évoquer les Special Panels for Serious Crimes au Timor-Leste. En effet, ce tribunal hybride est le seul à avoir accusé un enfant-soldat pour crimes internationaux. Dans les prochaines sections, nous allons donc brièvement décrire la création de cette instance internationalisée, puis nous examinerons la protection qu'elle offre aux mineurs. Finalement, nous allons analyser le cas de «X», un enfant âgé de 14 ans qui a été poursuivi pour crimes contre l'humanité.

2.2.4.1 La création des Special Panels for Serious Crimes au Timor-Leste

Les Special Panels for Serious Crimes au Timor-Leste ont été établis en 1999 auprès de la cour de district de Dili, de concert avec l'administration transitoire onusienne, l'United Nations Transitional Administration in East Timor (UNTAET)¹⁹⁷. Ces Special Panels à Dili ont compétence exclusive pour juger le crime de génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, le meurtre, les crimes sexuels et la torture. Sa compétence temporelle au regard de ces trois derniers crimes est

¹⁹⁶ International Institute for Democracy and Electoral Assistance, «Justice traditionnelle et réconciliation après un conflit violent : La richesse des expériences africaines» (2008), en ligne : IDEA <http://www.idea.int/publications/traditional_justice/upload/inlay_TJ_French_web.pdf> à la p. 143 [IDEA].

¹⁹⁷ UNTAET, «Regulation No. 2000/11 on the organization of courts in East Timor» (6 mars 2000); UNTAET, «Regulation 2001/25 on the Amendment of UNTAET Regulation No.2000/11 on the Organization of Courts in East Timor and UNTAET Regulation No.2000/30 on the Transitional Rules of Criminal Procedure» (14 septembre 2001) [UNTAET - Regulation 2001/25]; et UNTAET, «On the Establishment of Panels with Exclusive Jurisdiction Over Serious Criminal Offences», Doc. NU UNTAET/Reg/2000/15 (6 June 2000).

relativement brève, soit du 1^{er} janvier au 25 octobre 1999, tandis que pour les autres crimes elle s'étend à ceux commis avant le 25 octobre 1999¹⁹⁸.

2.2.4.2 La protection offerte aux mineurs devant les Special Panels for Serious Crimes au Timor-Leste

Les règles régissant le droit pénal telles qu'instituées par l'administration transitoire au Timor-Leste font une large place aux droits des enfants. En examinant ces règles de plus près, force est de constater que plusieurs d'entre elles contiennent des éléments reconnus par le droit international des droits de l'enfant et de la justice juvénile pour mineurs.

Tout d'abord, un mineur est défini comme une personne âgée de moins de 18 ans. Les personnes âgées de 12 ans et moins au moment de la commission des faits sont présumées ne pas être capables d'enfreindre la loi pénale et ne peuvent donc pas être poursuivies. Évidemment, les audiences pour mineurs doivent être tenues à huis clos¹⁹⁹. En matière de protection, deux sections de règles contenant plus d'une quinzaine de principes sont dédiées à l'administration de la justice des mineurs²⁰⁰. Par exemple, l'emprisonnement ne doit être qu'une mesure de dernier recours et pour une durée la plus brève possible²⁰¹. Un mineur doit être incarcéré séparément des adultes²⁰² et une attention particulière doit être apportée aux filles qui ne doivent en aucun cas recevoir un traitement inférieur à celui des garçons²⁰³.

¹⁹⁸ UNTAET - Regulation 2001/25, *ibid.* à l'art. 9.2.

¹⁹⁹ UNTAET - Regulation 2001/25, *supra* note 197 aux Sections 28.2 (b) et 45.5 des Transitional Rules of Criminal Procedure.

²⁰⁰ *Ibid.* à la Section 45 et 46 des Transitional Rules of Criminal Procedure.

²⁰¹ *Ibid.* à la Section 45.3 des Transitional Rules of Criminal Procedure.

²⁰² *Ibid.* à la Section 45.11 (a) des Transitional Rules of Criminal Procedure.

²⁰³ *Ibid.* à la Section 45.11 (b) des Transitional Rules of Criminal Procedure.

Par ailleurs, on fait explicitement référence à la CDE dans les règles et on y mentionne que les juges doivent toujours prendre en compte l'état de juvénile d'un accusé dans chaque décision prise à son égard²⁰⁴.

2.2.4.3 La poursuite de «X» devant les *Special Panels for Serious Crimes* au Timor-Leste

«X»²⁰⁵ était un jeune qui appartenait à l'une des milices actives au Timor-Leste lors des événements de 1999. Il avait 14 ans au moment des faits. Un soir de septembre 1999, «X» a tué à la machette trois personnes, dans une tuerie plus généralisée ayant fait 47 morts²⁰⁶.

Le 17 mai 2002, le Procureur de la poursuite a déposé un acte d'accusation contenant trois chefs d'accusation de crime contre l'humanité (extermination, tentative d'extermination et acte inhumain). Ces crimes furent commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique, et «X» avait connaissance qu'une telle attaque prenait place²⁰⁷.

Une entente est toutefois survenue entre le procureur de la poursuite et l'avocat de la défense dès l'enquête préliminaire. Dès lors, le procureur de la poursuite a modifié l'acte d'accusation ; les chefs d'accusation de crime contre l'humanité ont été

²⁰⁴ *Ibid.* à la Section 45.4 des Transitional Rules of Criminal Procedure.

²⁰⁵ Bien que tout ait été fait pour protéger les renseignements personnels de l'accusé, le jugement rendu par la Cour, dans lequel sont expurgées toutes les références au sexe de la personne, a néanmoins omis d'expurger un «he» de la version anglaise, ce qui nous permet de conclure qu'il s'agissait d'un garçon.

²⁰⁶ Pour plus de détails sur les faits, voir : *The Prosecutor v. X*, OE-12-B-99-SC, Amended Indictment (23 octobre 2002) (Special Panels for Serious Crimes – ETPA Dili District Court), en ligne : Berkeley.edu <<http://socrates.berkeley.edu/~warcrime/ET-Docs/MP-SCU%20Indictments/2002/04-2002%20%20X%20%20Indictment.pdf>>.

²⁰⁷ *The Prosecutor v. X*, 04-2002, Judgment (2 décembre 2002) (Special Panels for Serious Crimes – ETPA Dili District Court), en ligne : Berkeley.edu <<http://socrates.berkeley.edu/~warcrime/ET-Docs/CE-SPSC%20Final%20Decisions/2002/04-2002%20%20X%20%20Judgment.pdf>> au para. 4 [*The Prosecutor v. X*].

modifiés afin d'accuser «X» de meurtre non prémédité, tel que punissable par l'article 338 du Code pénal indonésien²⁰⁸. En vertu de cette entente, «X» devait plaider coupable, ce qu'il a fait le 25 octobre 2002.

Après avoir vérifié que le plaidoyer de culpabilité de l'accusé était valide²⁰⁹, la Cour a condamné «X» pour meurtre le 28 octobre 2002. Le lendemain «X» a eu l'autorisation de retourner à l'école, ce qui est évidemment dans son intérêt supérieur. Aux représentations sur sentence, le 8 novembre 2002, «X» n'a pas fait de déclaration supplémentaire, ce qui lui a été offert et que nous considérons comme l'application directe de l'article 12 de la CDE.

Dans la détermination de la peine, la Défense a demandé à la Cour de tenir compte de plusieurs facteurs atténuants tels que le jeune âge de l'accusé, son plaidoyer de culpabilité ainsi que ses remords. En outre, l'avocat de la défense a plaidé que «X» était un enfant utilisé dans un conflit armé et qu'il est de ce fait une victime plutôt qu'un bourreau. Le procureur de la poursuite a admis qu'il s'agissait là de facteurs atténuants mais que dans le but de rendre justice aux victimes, l'accusé devrait quand même être condamné à 11 mois de prison. Le meurtre non prémédité est punissable d'un maximum de 15 ans d'emprisonnement en vertu du Code pénal indonésien.

Dans la détermination de la peine, la Cour a tenu compte, en tant que facteurs atténuants, de l'âge de l'accusé, de son plaidoyer de culpabilité ainsi que du fait qu'il agissait sous les ordres de supérieurs. En outre, la Cour a pris en compte le fait que l'accusé n'avait pas de casier judiciaire. Quant aux facteurs aggravants, la Cour a pris en considération le fait que les victimes étaient sans défense et qu'elles ont été

²⁰⁸ *The Prosecutor v. X, ibid.* au para. 13.

²⁰⁹ La Cour a vérifié que: (1) «X» comprenait la nature et les conséquences d'admettre sa culpabilité; (2) que cette admission de culpabilité s'est faite de façon volontaire, en consultation avec son avocat; (3) «X» comprenait le chef d'accusation retenu à son égard; (4) le plaidoyer de culpabilité était sans équivoque, c'est-à-dire que «X» comprenait que son plaidoyer de culpabilité ne pouvait être accompagné d'aucun moyen de défense. Voir *The Prosecutor v. X, supra* note 207 au para. 20.

abattues de sang-froid par l'accusé²¹⁰. Elle a donc condamné l'accusé à 12 mois de prison, dont 11 mois et 21 jours avaient déjà été purgés. Ainsi, l'accusé fut dispensé de purger le reste de la peine, sous condition de ne pas commettre de crimes à nouveau²¹¹.

La Cour a profité de ce jugement pour rappeler les objectifs de la justice pénale, c'est-à-dire la punition mais surtout la dissuasion. Elle a en outre rajouté que la punition des crimes commis au Timor-Leste en 1999 avait pour objectif de mettre fin à l'impunité et de ce fait, promouvoir la réconciliation et le rétablissement de la paix²¹².

2.2.5 La Cour pénale internationale

Le *Statut de Rome* est, quant à lui, créateur de la seule et unique cour criminelle permanente compétente pour juger des graves crimes que sont le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre²¹³. La CPI est toutefois une institution de dernier recours : elle est complémentaire à l'action judiciaire des États²¹⁴. Elle ne peut exercer sa juridiction que si l'État n'a pas la volonté ou est incapable d'exercer la sienne²¹⁵. C'est ainsi que trois des quatre premières situations devant la CPI, soit l'Ouganda, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine, ont été déferées au procureur par les autorités de ces pays, celles-ci affirmant qu'elles étaient dans l'impossibilité de tenir des procès sur leur territoire pour les crimes relevant de la juridiction de la cour.

²¹⁰ *The Prosecutor v. X*, *supra* note 207 aux paras. 57 à 62.

²¹¹ *Ibid.* aux pp. 11-12.

²¹² *Ibid.* aux paras. 54-55 à la p. 11 (il y a erreur de numérotation dans les paragraphes de la décision).

²¹³ La CPI n'est compétente que pour les crimes commis après le 1^{er} juillet 2002, soit la date d'entrée en vigueur du *Statut de Rome*, ou après pour les pays dont la ratification ne s'est pas faite avant cette date. Voir *Statut de Rome*, *supra* note 39 à l'art. 11.

²¹⁴ *Statut de Rome*, *supra* note 39, au préambule para. 6.

²¹⁵ *Ibid.*, à l'art. 1 et art. 17 (1) a).

Bien que la CPI soit une avancée extraordinaire dans la lutte contre l'impunité, il faut noter d'emblée qu'elle n'a pas compétence pour juger les personnes de moins de 18 ans²¹⁶. Sans que cela soit une affirmation que les enfants ne sont pas imputables des crimes internationaux devant d'autres juridictions pénales²¹⁷, l'incompétence de la CPI pour juger des enfants semble bien illustrer l'opinion de la communauté internationale qui tend vers le consensus qu'un forum international n'est pas le meilleur endroit pour juger les enfants qui ont commis de graves crimes²¹⁸. Ainsi, en excluant de sa compétence les délinquants juvéniles âgés de moins de 18 ans²¹⁹, la CPI laisse aux autorités nationales le soin de juger, ou non, les enfants bourreaux²²⁰.

²¹⁶ *Ibid.*, à l'art. 26.

²¹⁷ Comme l'affirme clairement dit Ilene Cohn, «[i]n choosing to exclude all persons under age 18 from the jurisdiction of the International Criminal Court, the drafters did not establish a minimum age for international criminal responsibility» [notre soulignement]. Voir: Cohn, *supra* note 187 à la p. 6. Diane Marie Amann affirme aussi que «[i]t is true that the ICC Statute forbids prosecution of individuals under the age of eighteen. That does not mean that minors cannot be prosecuted at all. The statute's complementarity provisions indicate a strong preference for all cases to be handled at the national level. Nothing in the statute bars states from prosecuting children for crimes against humanity, genocide, or other heinous offenses.].» Voir Amann, *supra* note 195 à la p. 180.

²¹⁸ Bakker, *supra* note 27 à la p. 26. Toutefois, il est important de noter que «[t]he Rome Statute, it must be stressed, does not represent international consensus that persons under age 18 are not competent to commit, or should not be held criminally responsible for the commission of offenses, including war crimes, genocide or crimes against humanity». Voir Cohn, *supra* note 187 à la p. 6.

²¹⁹ Il semble y avoir plusieurs raisons pour lesquelles la compétence *rationae personae* de la cour ne s'applique qu'aux personnes âgées de 18 ans et plus. Comme l'a bien résumé Ilene Cohn au sujet des négociations sur la compétence personnelle de la CPI : First, there was no consensus on a minimum age for the assignment of legal responsibility or the creation of an age range within which consideration might be given to a person's maturity. Second, the drafters feared creating a conflict with regulations in different national criminal jurisdictions regarding age of criminal responsibility. Third, evaluations of maturity might be handled differently in different countries and require particular expertise and familiarity with a child's social context. Fourth, special care and resources would be required to manage a juvenile detention system and the execution of sentences for juvenile offenders. And finally, some felt that the special regime that would be required to prosecute minors within the ICC would not be the best way to use the Court's limited resources. Voir Cohn, *supra* note 187 à la p. 6.

²²⁰ Matthew Happold, «The Age of Criminal Responsibility for International Crimes under International Law» dans Karin Arts, *supra* note 7, 69 à la p. 77. Les travaux préparatoires du Statut de Rome démontreraient que l'article 26 a été adopté afin d'éviter les conflits sur l'âge de responsabilité pénale. Voir : Nairi Arzoumanian et Francesca Pizzutelli, «Victimes et bourreaux: questions de responsabilité liées à la problématique des enfants-soldats en Afrique» (2003) 85:852 R.I.C.R. 827 à la p. 843 [Arzoumanian et Pizzutelli].

2.2.6 Les conclusions préliminaires

La pratique des tribunaux pénaux internationaux ou hybrides nous montre qu'ils n'ont pas jugé d'enfants et ne le feront pas non plus²²¹. Le *Statut de Rome* s'en remet aux États pour juger les enfants ayant commis des crimes internationaux. Quant à la compétence *rationae personae* de la CSSL, il ressort des débats entourant cette question que la juridiction de la cour n'a pas fait l'unanimité entre les ONG et le Procureur d'une part, et l'ONU et la population sierra léonaise d'autre part. Au final, la cour n'aura pas jugé d'enfants, dévouant ses maigres ressources à la poursuite des plus importants responsables des atrocités commises.

Ce qui précède démontre toutefois qu'il ne s'agit pas là d'une affirmation que les enfants ne doivent pas être imputables s'ils ont commis des crimes internationaux, mais plutôt qu'une juridiction pénale internationale ou hybride n'est pas le forum approprié²²². Non seulement les maigres ressources de ces institutions devraient être dévolues à la poursuite de criminels de haut niveau²²³, mais le cadre juridique et

²²¹ Mis à part les Special Panels pour le Timor-Leste dont il sera question à la section 2.2.4, il s'agit à notre connaissance de la seule occasion où un tribunal internationalisé a jugé un enfant. Toutefois, tel que nous avons tenté de le faire ressortir, un cadre de protection très détaillé et conforme au droit international était en place au Timor-Leste pour assurer que l'imputabilité des enfants se ferait dans les règles de l'art.

²²² Voir entre autres : Office of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict, «Report of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict», 64^e sess., A/64/254 (6 août 2009), en ligne : <<http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=A/64/254&Lang=E&Area=UNDOC>> au para. 14; «Outcome Document 2008», *supra* note 19 à la p. 6; UNICEF, «Annex - Key Principles for Children and Transitional Justice: Involvement of Children and Consideration of Children's Rights in Truth, Justice and Reconciliation Processes (2009)» dans Parmar, *supra* note 5, à la section IV et Hans van Ginkel, «Concluding Observations» dans Karin Arts, *supra* note 7, 183 à la p. 184.

²²³ «Selon l'opinion qui prévaut dans le cadre des récents échanges de vues au niveau international, le recentrage de l'action sur les personnes exerçant le niveau de responsabilité le plus élevé s'avère justifié. Cette approche comporte ses propres difficultés : pour certains, elle risque de laisser supposer que les exécutants des programmes ou des ordres (ceux dont on dit qu'ils se contentent d'appuyer sur la gâchette) sont en quelque sorte moralement innocents des actions commises. Il reste par ailleurs à savoir si les victimes préfèrent que l'on poursuive ceux qui ont organisé ou ordonné des atrocités, ou ceux qui les ont exécutées. La question est évidemment complexe, mais lorsque peu de personnes sont susceptibles de comparaître en justice, il faut faire des choix quant à l'affectation des moyens limités

politique de ces tribunaux ne permet généralement pas de poursuivre adéquatement les personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans au moment de la commission des faits. Ainsi, il faudra se tourner vers les États eux-mêmes si l'on souhaite que les enfants-soldats soient imputables par le biais d'un procès pénal.

2.3 LE PROCÈS NATIONAL (EN PARTICULIER LA JUSTICE JUVÉNILE)

Ayant établi que les juridictions pénales internationales ne sont pas compétentes, du moins à l'heure actuelle, pour juger des enfants présumés coupables de crimes internationaux, voyons maintenant si le procès national peut être un forum approprié pour les enfants-soldats. Dans les sections qui suivent, nous allons d'abord établir quels sont les objectifs du procès pénal et examiner ses avantages et ses limites en période transitionnelle²²⁴. Le peu de pratique étatique rend cette étude difficile mais nous allons quand même examiner comment deux juridictions ont géré la question des procès pénaux au regard des enfants, soit l'Ouganda et le Rwanda.

2.3.1 Les objectifs du procès pénal national, avantages et limites

Les procès pénaux en période transitionnelle peuvent témoigner, tout comme le procès pénal international, de l'opprobre de la communauté à l'égard des crimes graves. Il permet aux victimes, évidemment, de voir leurs bourreaux punis et obtenir ainsi une certaine forme de justice. Les procès peuvent aussi servir à «établir un compte rendu détaillé et digne de foi d'incidents et d'événements particuliers»²²⁵.

disponibles». Voir Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Poursuites du parquet» (2006), en ligne : OHCHR.org <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawProsecutionsfr.pdf>> à la p. 8.

²²⁴ «[...] long-term and sustainable solutions to impunity should aim mostly at building domestic capacity to try these crimes». Voir à la p. 1.

²²⁵ *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 39. Le Secrétaire général rajoute qu'«il est cependant plus difficile de réaliser et concilier les différents objectifs de la justice pénale, dont toutes

Assurément, il y a plusieurs avantages à tenir des procès au sein de juridictions nationales suite à un conflit armé²²⁶. Par exemple, il est plus facile pour les victimes de suivre les procès. Pour les procureurs de la poursuite, ainsi que pour les avocats de la défense, il est généralement plus facile d'avoir accès à la preuve et aux témoins. Ensuite, le fait de tenir des procès dans les juridictions nationales peut permettre à l'État concerné de réformer son droit et sa procédure pénale²²⁷.

Toutefois, même si la législation nationale est en place, plusieurs autres facteurs peuvent faire en sorte que le procès au niveau national ne sera pas approprié pour juger des enfants-soldats. Comme le mentionne l'UNICEF Innocenti Research Centre «[i]n post-conflict situations national courts are often unable to maintain protection and human rights standards during judicial proceedings, therefore judicial accountability of children at the national level is not likely to be in the best interests of children»²²⁸.

Par ailleurs, bien qu'il y ait plusieurs éléments extrinsèques desquels il faillit tenir compte, il y a aussi tous les facteurs intrinsèques à l'enfant. Par exemple, l'enfant a-t-il la capacité de participer et de comprendre le processus judiciaire? Comme le mentionne la psychologue Angela Veale,

[a]gain, such a question is not likely to be answered by direct reference to age. Trauma, for example, can impact significantly on developmental maturity and

sortes de contraintes limitent l'exercice effectif dans les situations de transition, qu'il s'agisse du manque de ressources, du trop grand nombre d'affaires ou de l'équilibre des forces politiques».

²²⁶ «International Criminal Justice and Children», *supra* note 189 à la p. 119.

²²⁷ Kritz, *supra* note 158 à la p. 133. Évidemment, afin de poursuivre les violations du droit international, il est impératif que le principe *nullum crimen sine lege* soit respecté et que lesdits crimes existent en droit interne. Dans tous les cas, les accusés doivent toujours pouvoir bénéficier du droit criminel qui leur est le plus avantageux. Voir Méndez, *supra* note 5 à la p. 273.

²²⁸ «Outcome Document 2008», *supra* note 19 à la p. 12. D'ailleurs, Neil Kritz affirme que «[i]f the national institutions of justice were actually functioning properly and upholding basic rights and the rule of law, the atrocities in question would not likely have occurred; these institutions will hardly be capable of moving rapidly into action to deal with atrocities immediately after their cessation». Voir Kritz, *supra* note 158 à la p. 148.

memory, resulting in developmental regression, memory distortion, difficulty in forming a coherent narrative, as well as the possibility of retraumatisation through remembering²²⁹.

Au vu de ce qui précède, il est fort probable qu'il ne puisse pas être dans l'intérêt supérieur de l'enfant d'être poursuivi devant un tribunal national. Mais nonobstant ces problèmes potentiels, certains sont d'avis que les enfants ayant commis des crimes de guerre devraient être imputables devant les juridictions nationales²³⁰. Si tel est le cas, comment gérer l'aspect forcément sélectif des procès (*prosecutorial discretion*)²³¹? Tel enfant-soldat sera puni et tel autre ne le sera pas?

À cet effet, le Comité des droits de l'enfant a prévu quels devraient être les paramètres d'une justice juvénile exercée devant les juridictions nationales qui serait en conformité avec les droits humains. Ainsi, si les États ne sont pas en mesure d'instituer des tribunaux pour mineurs, ils devraient nommer des juges spécialisés dans la justice pour mineurs²³². En outre, le Comité rappelle que «[t]out enfant arrêté et privé de liberté devrait, dans les vingt-quatre heures, être présenté à une autorité compétente chargée d'examiner la légalité (de la poursuite) de la privation de liberté»²³³. Est-ce que cela, ainsi que le respect de toutes les autres règles de droit international et même national, est faisable dans les pays qui se remettent d'un conflit armé, d'un génocide?

²²⁹ Angela Veale, «The Criminal Responsibility of Former Child Soldiers: Contributions from Psychology» dans Karin Arts, *supra* note 7, 97 aux pp. 106-107. Voir aussi Claire McDiarmid, «What Do They Know? Child-Defendants and the Age of Criminal Responsibility: A National Law Perspective» dans Karin Arts, *supra* note 7, 85 à la p. 92.

²³⁰ Hans van Ginkel, «Concluding Observations» dans Karin Arts, *supra* note 7, 183 à la p. 184.

²³¹ Kritz, *supra* note 158 à la p. 138. Juan E. Méndez argue pour sa part qu'il n'y a rien de mauvais avec la sélectivité des cas (discretion du procureur), pour autant que les règles soient claires et ne soient pas discriminatoires. Évidemment, le texte de Méndez ne porte pas sur les enfants-soldats et leur imputabilité, mais il y a une certaine corrélation à faire puisqu'il porte sur la commission d'atrocités de masse. Voir Méndez, *supra* note 5 à la p. 274.

²³² *Observation Générale No. 10*, *supra* note 79 au para. 93.

²³³ *Ibid.* au para. 95.

Comme nous le verrons ci-dessous, cela est loin d'être certain. Voyons pourquoi à travers quelques exemples de juridictions nationales ayant traité, ou ayant tenté de traiter, la question des enfants-soldats au sein de leurs tribunaux nationaux.

2.3.2 L'Ouganda

En Ouganda, l'*Agreement on Accountability and Reconciliation* prévoit l'établissement d'une section spéciale au sein de la Haute Cour de l'Ouganda (High Court of Uganda)²³⁴; cette division serait chargée de juger les personnes ayant commis des crimes graves durant le conflit, plus spécifiquement des crimes contre l'humanité et des violations graves aux Conventions de Genève²³⁵.

Toutefois, cette entente entre l'ARS et le gouvernement de l'Ouganda n'établit pas clairement si les enfants ayant commis des crimes seront jugés devant cette division spéciale de la High Court²³⁶. Bien que Code pénal ougandais prévoie que l'âge de responsabilité criminelle est de 12 ans, il n'est pas encore établi que la section spéciale auprès de l'High Court exclue toute juridiction sur les enfants de 12 ans et moins au moment des faits.

²³⁴ *Agreement on Accountability and Reconciliation between the Government of the Republic of Uganda and The Lord's Resistance Army/Movement* (29 juin 2007), Juba (Soudan), en ligne : Uppsala University Department of Peace and Conflict Research <<http://www.pcr.uu.se/gpdatabase/peace/Uga%2020070629.pdf>> aux sections 5 et 6 et *Annexure to the Agreement on Accountability and Reconciliation* (19 février 2008), en ligne: Coalition for the International Criminal Court <http://www.iccnw.org/documents/Annexure_to_agreement_on_Accountability_signed_today.pdf> à l'art. 7.

²³⁵ Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 à la p. 274 et *Agreement on Accountability and Reconciliation between the Government of the Republic of Uganda and The Lord's Resistance Army/Movement* (29 juin 2007), Juba (Soudan), en ligne : Uppsala University Department of Peace and Conflict Research <<http://www.pcr.uu.se/gpdatabase/peace/Uga%2020070629.pdf>> aux art. 6.1. et 6.2.

²³⁶ Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 à la p. 275.

Plus de trois ans après avoir déposé le projet de loi devant le Parlement, l'Ouganda a récemment adopté la loi sur la Cour pénale internationale²³⁷. Cette loi met en œuvre dans le droit interne ougandais les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité ainsi que le génocide, soit les crimes pour lesquels la CPI est actuellement compétente. Quoiqu'en vertu de cette nouvelle loi le Président conserve son immunité contre les poursuites, cette avancée législative permettra peut-être de débloquent les poursuites pour les graves crimes commis en Ouganda depuis 1986. En effet, les tribunaux ougandais semblent prêts à commencer les procès depuis quelques années²³⁸ mais faute d'avoir une législation appropriée en place, ils ne pouvaient le faire. Cela va peut-être aussi permettre de mettre un terme à la cavale des hauts placés de l'ARS contre qui des mandats d'arrêts de la CPI sont en vigueur depuis 2005²³⁹.

Il reste maintenant à voir si les enfants tomberont sous le coup de la juridiction de la Haute Cour de l'Ouganda et le cas échéant, quelles protections leur seront accordées.

2.3.3 Le Rwanda

La résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU portant création du TPIR reconnaissait en 1994 qu'une «[...] coopération internationale est nécessaire pour renforcer les tribunaux et l'appareil judiciaire rwandais, notamment en raison du grand nombre de suspects qui seront déferés devant ces tribunaux»²⁴⁰. Les statistiques

²³⁷ The New Vision, «MPs pass ICC Bill» (10 mars 2010), en ligne: [newvision.co.ug](http://www.newvision.co.ug) <<http://www.newvision.co.ug/D/8/13/712528>>. Cette loi n'est toujours pas publique.

²³⁸ Une division des crimes de guerre a été créée au sein de la Haute Cour de l'Ouganda en juillet 2008. Voir : ICTJ, «Uganda: Impact of the Rome Statute and the International Criminal Court» (mai 2010), en ligne : ICTJ.org <http://www.ictj.org/static/Publications/ICTJ_UG_RSRC-ImpactofICC_bp2010.pdf> [ICTJ - Uganda]. Quatre juges sont déjà affectés à cette section, dont quelques uns possèdent de l'expérience internationale.

²³⁹ Voir à ce sujet : ICTJ – Uganda, *ibid.* aux pp. 4 et 5.

²⁴⁰ *Résolution 955*, Rés. CS 955, Doc. Off. CSNU, 3453^e sess., Doc. NU S/RES/955 (8 novembre 1994) au para. 9 du préambule. Mais comme le reflète l'extrait suivant, le système rwandais était incapable de gérer un aussi grand nombre de bourreaux : «[t]he country's justice system, already weak and compromised before the genocide, had now almost literally disappeared. Many court buildings had

ultérieures démontrent en effet l'ampleur de la tâche : entre 1997 et 2004, les tribunaux rwandais avaient seulement jugé 10,026 affaires relatives au génocide²⁴¹ alors qu'en 2005, plus de 90,000 personnes demeuraient détenues.

À la fin de 1996, des procès nationaux ont donc été amorcés auprès de chambres spécialisées au sein des tribunaux ordinaires rwandais²⁴². Bien que décriés au départ pour leur manque d'équité, particulièrement en matière des droits de la défense, il semble que plusieurs lacunes aient été améliorées après 1997²⁴³.

D'ailleurs, la pratique du *plea bargaining* et de la confession aurait en partie allégé le fardeau judiciaire rwandais. La loi de 1996 encourageait effectivement les accusés à plaider coupable afin d'augmenter la rapidité du processus judiciaire et, incidemment, de la libération. Quoique certaines mesures de protection n'aient pas été mises en place afin de faciliter les aveux de culpabilité, certains sont d'avis qu'il s'agit là d'une bonne façon de procéder lorsqu'un État est aux prises avec un nombre élevé de bourreaux²⁴⁴.

Quant aux mineurs, on rapporte qu'en juin 1996, «1 741 enfants étaient détenus dans des conditions horribles, dont environ 550 enfants de moins de 15 ans, c'est-à-dire

been wrecked. Of the few qualified legal professionals, many had been killed, had participated in the killings, or had fled the country. The Justice Minister had no budget and no car. There were five judges in the entire country, all without cars or proper offices. Only 50 practising lawyers remained [...] most were not versed in criminal law, and of those who were, some refused to defend accused mass murderers and others feared for their own security if they did». Voir Organization of African Union, «Rwanda: The Preventable Genocide - International Panel of Eminent Personalities» (2000), en ligne : Union Africaine <http://www.africa-union.org/Official_documents/reports/Report_rowanda_genocide.pdf> au para. 18.4 [OAU - The Preventable Genocide]. Voir aussi William A. Schabas, «Genocide Trials and Gacaca Courts» (2005) 3 J. Int'l Crim. Justice 879 à la p. 883 [Schabas - «Genocide Trials and Gacaca Courts»].

²⁴¹ IDEA, *supra* note 196 à la p. 48.

²⁴² Voir *Loi organique du 30 août 1996 sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité*, *Journal officiel de la République rwandaise* (entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1996) et Arzoumanian et Pizzutelli, *supra* note 220 aux pp. 847-848.

²⁴³ Schabas - «Genocide Trials and Gacaca Courts», *supra* note 240 à la p. 887.

²⁴⁴ *Ibid.*

d'un âge inférieur au seuil de responsabilité pénale en droit rwandais»²⁴⁵. Le Code pénal rwandais établit l'âge de responsabilité criminelle à 14 ans²⁴⁶. Conséquemment, les enfants qui étaient âgés de 14 ans et moins au moment des faits qui leur sont reprochés ne peuvent être poursuivis; ils peuvent être placés dans des centres de rééducation. Les enfants âgés entre 14 et 18 ans peuvent quant à eux invoquer «l'excuse de minorité», c'est-à-dire que cela leur permet de bénéficier d'une peine d'emprisonnement réduite du fait de leur minorité²⁴⁷. Le Code de procédure pénal rwandais et le Code pénal prévoient que les enfants doivent être incarcérés séparément des adultes²⁴⁸. Il prévoit aussi l'obligation d'être assisté d'un avocat²⁴⁹.

Qu'a donc fait le gouvernement rwandais avec ces enfants ? La loi organique de 1996 établissait, au sein de chacune des chambres spécialisées, des sièges composés de trois magistrats pour enfants. La création d'organes avec compétence exclusive en matière de justice juvénile constituait une importante nouveauté dans le système pénal rwandais²⁵⁰.

Toutefois, très peu d'information sont disponibles au sujet des procès. Graça Machel rapporte que la question des enfants âgés de moins de 15 ans lors du génocide a été référée aux Ministère de la justice et au Ministère du travail et des affaires sociales. Il semble que les jeunes en question ont ensuite été «transférés dans des établissements

²⁴⁵ Nations Unies, «Impact des conflits armés sur les enfants», *Rapport présenté par l'expert désigné par le Secrétaire général*, Mme Graça Machel, conformément à la résolution 48/157 de l'Assemblée générale, A/51/306, Nations Unies, New York, 26 août 1996 au para. 250 [«Impact des conflits armés sur les enfants»].

²⁴⁶ *Loi no. 21/77 du 18 août 1977 instituant le Code pénal* (entrée en vigueur 18 août 1977) à l'art. 77 (1).

²⁴⁷ *Ibid.* à l'art. 77.

²⁴⁸ *Loi no. 13/2004 du 17/5/2004 portant Code de procédure pénale* (entrée en vigueur le 30 juillet 2004) à l'art. 219 et *Loi no. 21/77 du 18 août 1977 instituant le Code pénal* (entrée en vigueur 18 août 1977) à l'art. 40 [Code pénal].

²⁴⁹ *Code pénal, ibid.* à l'art. 185.

²⁵⁰ Arzoumanian et Pizzutelli, *supra* note 220 aux pp. 847-848.

pour mineurs ou des établissements communautaires de détention nouvellement créés»²⁵¹.

L'obstination des Rwandais à vouloir des poursuites pénales pour tous les auteurs du génocide²⁵² contribue au fardeau judiciaire dans lequel se trouve encore aujourd'hui le pays. Quoique la revitalisation des tribunaux *gacaca* soit venue en partie soulager ce fardeau, le Rwanda était et continue d'être dans une situation unique en matière de justice transitionnelle.

2.3.4 Les conclusions préliminaires

Nous avons mentionné précédemment que les procès pénaux ont *grosso modo* deux objectifs : la punition et la dissuasion. Il est donc légitime de se demander si le fait que des procès ont lieu pour juger des crimes graves auront l'effet voulu de dissuader les enfants-soldats de commettre des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, et de ce fait prévenir la perpétration de crimes graves. Nous croyons que la peur d'être poursuivi ne découragera pas les enfants pris dans des groupes armés de commettre de tels crimes : les enfants sont souvent forcés de commettre des atrocités sous peine d'être eux-mêmes tués. Ainsi, nous doutons que l'enfant puisse exprimer sa peur d'être poursuivi devant son «commandant» pour justifier le fait qu'il ne souhaite pas commettre un crime. Le climat extrême des conflits armés ne semble pas permettre une telle rationalisation du choix se présentant à l'enfant.

D'autres sont d'avis que cela contrevient au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant²⁵³. Les procès ne feront pas la promotion du bien-être de l'enfant et ne favoriseront pas sa réhabilitation et sa réinsertion. D'ailleurs, le processus pénal en

²⁵¹ «Impact des conflits armés sur les enfants», *supra* note 245 au para. 250.

²⁵² Schabas - «Genocide Trials and Gacaca Courts», *supra* note 240 à la p. 880.

²⁵³ Voir entre autres: Nienke Grossman, «Rehabilitation or Revenge: Prosecuting Child Soldiers for Human Rights Violations» (2006-2007) 38 Geo. J. Int'l L. 323 aux pp. 350 et 355.

tant que tel peut traumatiser l'enfant, par exemple si le procès est accusatoire²⁵⁴. Pour l'enfant, nous croyons donc qu'il s'agit d'une double victimisation puisqu'il est d'abord victime du conflit armé, puis «puni» à nouveau devant une instance judiciaire.

Il appert que plusieurs juridictions se remettant d'un conflit armé risquent d'être dans l'impossibilité de respecter les droits des enfants tels qu'ils y sont obligés en vertu de la CDE advenant qu'elles décident de les arrêter, de les incarcérer et de les poursuivre. Par exemple, le Comité des droits de l'enfant notait, au sujet de la Sierra Leone, que plusieurs enfants suspectés d'avoir commis des crimes étaient incarcérés avec des adultes ou encore étaient incarcérés dans des conditions déplorables, ce qui contrevient à la CDE²⁵⁵ ainsi qu'à d'autres instruments du droit international. La tenue d'un procès national risque aussi de créer de très grands délais lorsqu'un conflit armé se termine : on parle ici du processus en tant que tel, de l'arrestation jusqu'au prononcé du verdict²⁵⁶. En ce qui concerne les enfants, cela irait à l'encontre de la règle 20.1 des Règles de Beijing qui prévoit que «[t]oute affaire doit, dès le début, être traitée rapidement, sans retard évitable». Tel était le cas au Rwanda, où même le droit à l'*habeas corpus* était logistiquement impossible, allant ainsi à l'encontre non seulement du *Code de procédure pénale* mais aussi des obligations internationales du Rwanda en matière de droits des enfants²⁵⁷.

Au sujet de la justice pénale pour mineurs, l'Observation générale No. 10 note que la Convention sur les droits des enfants énonce un ensemble de principes fondamentaux relatifs au traitement à réserver aux enfants en conflit avec la loi et que

²⁵⁴ *Ibid.* à la p. 351.

²⁵⁵ Comité des droits de l'enfant, *Observations finales – Sierra Leone*, Doc. Off. CRC NU, 48^e sess., Doc. NU CRC/C/SLE/CO/2 (20 juin 2008) à la p. 20 au para. 76.

²⁵⁶ Le commentaire à la règle est très instructif sur l'importance de la rapidité du traitement des cas de délinquants juvéniles.

²⁵⁷ *Code de procédure pénale* en vigueur en 1994, art. 37, 38 et 41, tel que rapporté dans Schabas - «Genocide Trials and Gacaca Courts», *supra* note 240 à la p. 884.

[ce] traitement doit renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales d'autrui chez l'enfant. Ce principe est en conformité avec la considération figurant dans le préambule selon laquelle un enfant doit être élevé dans l'esprit des idéaux proclamés dans la Charte des Nations Unies²⁵⁸.

Toutefois, nous pouvons douter que le procès pénal en période post-conflit aura effectivement cet effet sur l'enfant et que celui-ci sera ouvert à ce que l'on instille en lui les valeurs de la Charte. D'ailleurs, cet objectif semble assez superficiel lorsqu'on parle d'enfants hautement traumatisés par un conflit armé²⁵⁹. Cet objectif pourra plutôt faire partie du curriculum d'un programme de réinsertion et de réconciliation nationale.

Évidemment, nous avons exclu dans la discussion qui précède toute imputabilité pour les enfants n'ayant pas atteint l'âge de la responsabilité criminelle dans leurs juridictions respectives au moment de la commission des faits. Cela dit, l'imputabilité peut être dans l'intérêt supérieur de l'enfant qui serait autrement criminellement responsable en droit interne. Elle peut servir à sa réintégration et l'aider à mieux être accepté par sa communauté, à plus forte raison si celle-ci voit que l'enfant montre des remords ainsi que l'intention véritable de se racheter pour le tort qu'il a causé. Certains sont d'avis qu'il peut être dans l'intérêt supérieur des enfants d'être tenus responsables dans les cas où ils ont passé un certain nombre d'années en tant que participants actifs à un conflit, s'ils ont commis de graves crimes, s'ils ont occupé une position d'autorité ou de responsabilité au sein du groupe et si, évidemment, l'enfant est psychologiquement capable de participer auxdits mécanismes d'imputabilité²⁶⁰. Comme le mentionnent si justement Stovel et Valiñas, «[...] offenders, regardless of

²⁵⁸ *Observation Générale No. 10, supra* note 79 au para. 13.

²⁵⁹ Certains auteurs mettent en garde toutefois contre une vision aussi passive de l'enfant-bourreau. Voir Marc A. Drumbl, «Child Soldiers: Agency, Enlistment, and the Collectivization of Innocence» (31 juillet 2009), Washington and Lee University School of Law Working Paper No. 2009-07 aux pp. 2-3.

²⁶⁰ Angela Veale, «The Criminal Responsibility of Former Child Soldiers: Contributions from Psychology» dans Karin Arts, *supra* note 7, 97 à la p. 107.

their previous victimhood, which might gain them empathy but will not gain them trust, still need to re-earn the trust of the community. Neglecting accountability deprives them of one important way of growing, healing and re-earning that trust»²⁶¹. Ainsi, par l'imputabilité via le procès pénal, les enfants apprennent à devenir des participants de leur réintégration en acceptant les conséquences de leurs actes. En outre, si la peine imposée à l'enfant n'est pas l'emprisonnement mais plutôt une peine à être purgée dans la communauté, et si l'enfant est ainsi obligé de contribuer à la reconstruction de son village ou à accomplir d'autres actions similaires, il semble que cela favorisera la réconciliation communautaire et l'intérêt supérieur de l'enfant.

À l'opposé, certains sont d'avis que le processus judiciaire n'est simplement pas approprié pour les enfants, même s'il s'agit d'une justice juvénile adaptée²⁶². Cette affirmation, quoique conforme à la tendance actuelle qui veut que les enfants-soldats soient tous considérés comme des victimes²⁶³, peut s'avérer absurde puisqu'un enfant qui commettrait un crime de droit commun, disons le vol à l'étalage, pourrait être poursuivi devant un tribunal tandis que l'enfant qui tuerait 15 personnes de son village en serait excusé²⁶⁴.

²⁶¹ Stovel et Valiñas, *supra* note 119 à la p. 4.

²⁶² Cécile Aptel, «International Criminal Justice and Child Protection» dans Parmar, *supra* note 5, 67 à la p. 98 et Cécile Aptel, «Children and Accountability for International Crimes: the Contribution of International Courts» (août 2010), en ligne : Innocenti Working Paper IWP 2010-20, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_20.pdf> à la p. 27.

²⁶³ Malheureusement, peu d'auteurs Africains ont écrit ou ont été publiés sur cette question. Certes cela ne diminue en rien le droit à l'opinion d'auteurs occidentaux au sujet de l'imputabilité des enfants-soldats, mais une réelle lacune existe dans la recherche africaine au sujet des enfants et de la justice transitionnelle. Que veulent les Africains en matière de justice transitionnelle et d'imputabilité pour crimes graves?

²⁶⁴ «En effet, évacuer toute notion de responsabilisation des enfants au motif que les poursuites ne sont pas dans leur intérêt supérieur serait absurde. Un tel argument n'a jamais été envisagé à l'égard des poursuites pour les infractions de droit interne. Des enfants sont poursuivis, certains sont condamnés et parfois ils doivent purger une peine d'emprisonnement. Pourtant, nous ne nous opposons pas à ces poursuites en raison de leur meilleur intérêt». Voir Manirakiza, *supra* note 113 à la p. 766.

Un autre argument avancé pour ne pas soumettre les enfants au procès pénal est le fait que la poursuite des enfants-soldats pourrait en inhiber plusieurs à se démobiliser²⁶⁵. Il s'agit là d'un argument qui nous apparaît somme toute assez convaincant²⁶⁶. Il n'est certes pas souhaitable que des enfants demeurent au sein de groupes armés et tout doit être fait pour qu'ils soient démobilisés en tout temps, et pas seulement lorsque les hostilités ont pris fin²⁶⁷. Toutefois, si des poursuites pénales sont prévues dans une juridiction Y, la perspective d'être poursuivi et emprisonné découragera sans doute plusieurs enfants de quitter la vie de combat, à plus forte raison si l'enfant sait qu'il n'a plus de famille²⁶⁸ ou qu'aucune perspective d'avenir plus séduisante ne l'attend.

L'ONU affirme que les poursuites pénales en période transitionnelle peuvent quand même permettre aux combattants de se démobiliser si une politique de communication claire est mise en place au sujet de quels crimes seront poursuivis. À ce sujet, les principes de DDR affirment que

Prosecutions may remove obstacles to the demobilization of vast numbers of combatants that would be ready to cease hostilities but for the presence of recalcitrant commanders. A successful prosecutorial strategy in a transitional justice context requires a clear, transparent and publicized criminal policy

²⁶⁵ Marc Lorey (Save the Children), «Child Soldiers - Care & Protection of Children in Emergencies: A Field Guide» (2001), en ligne: Save the Children <<http://www.savethechildren.org/publications/technical-resources/emergencies-protection/ChildSoldiersFieldGuide.pdf>> à la p. 12.

²⁶⁶ Comme l'ont mentionné des auteurs au sujet de la CSSL, «[d]espite the fact that it is unlikely that children will ever be prosecuted by the SC, the mere possibility creates a dangerous precedent and could substantially set back the rights of children in war time. UNICEF and Human Rights Watch have both launched campaigns to stop the use of child soldiers, and the prosecution of children as war criminals could potentially distort the perception of children as primarily victims forced to commit atrocities. [...] Given the widespread use of child soldiers in Africa, the resulting damage done to international efforts to protect children during times of war could be quite significant». Voir Laura R. Hall et Nahal Kazemi, «Prospects for Justice and Reconciliation in Sierra Leone» (2003) Harv. Int'l L. J. 287 à la p. 297.

²⁶⁷ Les efforts de DDR et de réintégration des enfants doivent être continus. Voir : UNDDR, *supra* note 18 au chapitre 5.30 à la p. 14.

²⁶⁸ Une tactique en ce sens, relativement répandue dans certains pays aux prises avec la problématique des enfants-soldats, consiste à demander à ces enfants de tuer eux-mêmes leurs parents. Ainsi, l'enfant sait que ses parents sont morts et qu'il n'a plus de famille qui l'attend.

indicating what kind of cases will be prosecuted and what kind of cases will be dealt with in an alternative manner²⁶⁹.

Nous croyons au contraire que la façon de faire telle qu'expliquée ci-dessus pourra empêcher les enfants-soldats de se démobiliser de peur d'être poursuivis pour leurs crimes. Communiquer d'emblée que les criminels de guerre seront poursuivis inhibera sans aucun doute les enfants à rendre les armes²⁷⁰.

Dans la même veine, certains sont d'avis que d'assurer l'impunité aux enfants promeut l'idée que les adultes peuvent les enrôler et les utiliser pour commettre de graves crimes²⁷¹. Quoique cette prémisse puisse à première vue sembler acceptable, elle ne semble pas tenir compte du fait que les adultes qui enrôlent des enfants ont justement bien peu de respect pour leurs droits, leur protection et leur bien-être. Ainsi, nous croyons qu'un argument en faveur de la poursuite d'enfants-soldats basé sur le postulat que cela pourrait décourager les adultes de les utiliser dans la perpétration de crimes graves ne peut à lui seul se défendre.

Même Graça Machel a souligné, indirectement, la possibilité de poursuivre des enfants-soldats. En effet, Machel a affirmé qu'il est difficile, voire impossible, d'atteindre la réconciliation sans justice²⁷². Mais comme il peut être ardu en période transitionnelle de tenir des procès pénaux, et ce pour toutes les raisons mentionnées précédemment, un mécanisme non punitif comme la commission vérité-réconciliation peut être envisagé pour les enfants-soldats.

²⁶⁹ UNDDR, *supra* note 18 à la p. 8.

²⁷⁰ «This tension may be diminished by effective communications campaigns. Misinformation or partial information about prosecutions efforts may further contribute to this tension. Ex-combatants are often uninformed of the mandate of a prosecutions process and are unaware of the basic tenets of international law. In Liberia, for example, confusion about whether or not the mandate of the Special Court for Sierra Leone covered crimes committed in Liberia initially inhibited some fighters from entering the DDR process». Voir UNDDR, *supra* note 18 à la p. 8.

²⁷¹ Voir entre autres Manirakiza, *supra* note 113 à la p. 766.

²⁷² À cet effet, Machel expose les garanties auxquelles devraient avoir droit les enfants bourreaux s'ils étaient poursuivis en justice. Voir «Impact des conflits armés sur les enfants», *supra* note 245 aux paras. 248 à 252.

2.4 LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION

Suite à un conflit armé, une commission vérité-réconciliation constitue une alternative et/ou un complément aux procès pénaux pour la responsabilité face aux violations des droits humains²⁷³. Les commissions vérité-réconciliation sont des «[...] organes officiels, temporaires et non judiciaires chargés d'établir les faits, qui enquêtent sur un ensemble d'atteintes aux droits de l'homme ou au droit humanitaire commis au cours d'un certain nombre d'années»²⁷⁴. Certains sont d'avis que les commissions vérité-réconciliation sont aussi une façon de rétablir l'État de droit dans les pays en transition²⁷⁵. Dans les dernières décennies, plus de 25 commissions vérité-réconciliation ont été établies un peu partout à travers le monde²⁷⁶.

Dans la section qui suit, nous allons définir brièvement quels sont les objectifs des commissions vérité-réconciliation et examiner leurs avantages et leurs limites en période transitionnelle. Puis, nous allons examiner comment deux pays en transition ont géré la question des commissions vérité-réconciliation au regard des enfants, soit la Sierra Leone et le Liberia.

2.4.1 Les objectifs de la commission vérité-réconciliation, avantages et limites

La commission vérité-réconciliation sert principalement à enquêter sur les violations des droits humains ainsi qu'à les documenter²⁷⁷. Bien souvent, un rapport est produit

²⁷³ *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 26.

²⁷⁴ *Ibid.* au para. 50.

²⁷⁵ Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 58.

²⁷⁶ Voir Priscilla Hayner, «Fifteen truth commissions – 1974 to 1994, a comparative study» (1994) 16 Hum. Rts. Q. 597, Priscilla Hayner, «Truth commissions: a schematic overview» (2006) 88:862 R.I.C.R. 295 et Hayner - *Unspeakable Truths*, *supra* note 59.

²⁷⁷ D'autres objectifs et sous-objectifs peuvent être visés par le mandat d'une commission vérité-réconciliation, comme aider à initier le processus de guérison et de réconciliation pour les victimes, les

à la fin des activités, servant ainsi à donner aux autorités des recommandations afin de promouvoir la réconciliation nationale, réformer les institutions, rétablir l'état de droit et offrir aux victimes des réparations pour les violations subies²⁷⁸. Les meilleures pratiques démontrent que trois conditions doivent exister avant qu'une commission ne soit mise sur pied

Premièrement, il doit y avoir la volonté politique de permettre et si possible d'encourager et de soutenir activement la réalisation d'une enquête approfondie consacrée aux exactions passées. [...]

Deuxièmement, il faut avoir mis un terme aux conflits violents, à la guerre ou aux pratiques répressives. [...]

Troisièmement, il faut que les victimes et les témoins manifestent un réel intérêt à l'égard du travail de recherche ainsi engagé et soient motivés pour coopérer. [...] Seule une vaste consultation permet en définitive d'effectuer ces choix²⁷⁹.

Les commissions vérité-réconciliation possèdent donc plusieurs avantages dont l'un des principaux est sa capacité d'entendre un grand nombre de victimes et de

bourreaux et leurs familles et restaurer un sentiment de justice dans l'ordre social et politique. Voir entre autres Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 58. Voir le mandat de la CVR Sierra Leone dans *Peace Agreement between the Government of Sierra Leone and the Revolutionary United Front of Sierra Leone*, Lomé (Togo), 1999 [*Accord de paix de Lomé*] et le mandat de la CVR Liberia dans Republic of Liberia – Truth and Reconciliation Commission, «The TRC Act of Liberia» (12 mai 2005), en ligne :

<<https://www.trcofliberia.org/about/trc-mandate>> [Liberia TRC Act]. Le Secrétaire général des Nations Unies a quant à lui exprimé ceci au sujet des commissions vérité-réconciliation «Ces commissions peuvent être d'un grand secours en aidant les sociétés se relevant d'un conflit à établir les faits en ce qui concerne les violations passées des droits de l'homme, à déterminer les responsabilités, à préserver les éléments de preuve, à identifier les auteurs des exactions et à recommander des mesures de réparation et des réformes institutionnelles. Elles peuvent aussi offrir aux victimes une tribune depuis laquelle celles-ci interpellent directement la nation en exposant leur histoire personnelle et faciliter le débat public sur la manière de refermer les blessures du passé». Voir *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 50. Voir aussi Méndez, *supra* note 5 à la p. 278.

²⁷⁸ Voir UNICEF, «Machel 10 Year Strategic Review – Children and Conflict in a Changing World» (16 juin 2009), en ligne : Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés <http://www.un.org/children/conflict/_download/msr2_en.pdf> aux pp. 70-71 [«Machel 10 Year Strategic Review»].

²⁷⁹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Les commissions de vérité» (2006), en ligne : OHCHR.org <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawTruthCommissionsfr.pdf>> à la p. 3.

bourreaux²⁸⁰. La CVR implique plus largement et directement les communautés et conséquemment, elle permet aux enfants d'y participer puisque le processus est, *a priori*, moins traumatisant pour eux²⁸¹.

Au regard des victimes, il appert que le bilan des CVR jusqu'à maintenant est plutôt mitigé. En effet, peu de ces commissions, sinon aucune, n'aurait adéquatement répondu aux multiples besoins des victimes, si ce n'est que de leur permettre de raconter leurs histoires²⁸².

En outre, «[...] la faible organisation de la société civile, l'instabilité politique, le fait que victimes et témoins ont peur de parler, [...] le manque de temps pour mener à bien les enquêtes, la méfiance du public et l'insuffisance des ressources financières»²⁸³ sont autant de raisons pouvant entraver, voire compromettre le travail d'une CVR. D'ailleurs, on ne peut que réitérer qu'une large consultation auprès des populations, ainsi que des campagnes de sensibilisation, seront hautement bénéfiques au succès d'une CVR²⁸⁴.

Au regard des enfants, la commission vérité-réconciliation a donc plusieurs avantages. Selon l'UNICEF, la commission vérité-réconciliation est un mécanisme

²⁸⁰ Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 55.

²⁸¹ «[...] potentially effective and safe mechanism for children's involvement». Voir Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 58.

²⁸² Cohn, *supra* note 187 à la p. 26.

²⁸³ *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 51. D'ailleurs, «[p]oor countries are patently at the mercy of donors, be they bilateral aid agencies, private foundations, the World Bank, or Scandinavian churches. Many current transitions—such as Sierra Leone, Cambodia, Afghanistan—occur in societies with so few resources that justice efforts depend almost entirely on external funding». Voir Charles T. Call, «Is Transitional Justice Really Just?» (2004) 11:1 Brown J. World Aff. 101 à la p. 109.

²⁸⁴ *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 51.

très utile pour que les enfants y participant puissent exprimer leurs opinions et raconter leurs expériences de la guerre²⁸⁵. Comme le souligne Saudamini Siegrist,

Over the last decade children's participation in truth commissions has been promoted in part because such commissions can provide a nonjudicial and nonpunitive approach to accountability. When truth commissions are in compliance with international human rights standards, they may create opportunities for children to express their views, building capacity for active citizenship and democratic processes. Truth commissions may also be linked to community reconciliation and education activities. But truth commissions are political processes; if they are not objective and human rights-based, they can lead to risks and manipulation of children, or to disillusionment²⁸⁶.

Bien que ce mécanisme apparaisse comme étant favorable à la participation des enfants bourreaux, il est impératif que leur consentement à participer aux audiences soit entièrement éclairé et leur implication totalement volontaire. Des mécanismes doivent être mis en place pour assurer leur protection physique et psychologique tout au long du processus²⁸⁷. L'absolue confidentialité de leurs témoignages doit aussi être garantie²⁸⁸.

Comme nous l'avons déjà mentionné, plusieurs de ces commissions vérité-réconciliation ont eu lieu à travers le monde, mais la toute première à spécifiquement faire place aux violations systématiques des droits des enfants fut celle de la Sierra Leone²⁸⁹. Il s'agit aussi de la seule à avoir produit un rapport final qui serait destiné à

²⁸⁵ «Machel 10 Year Strategic Review», *supra* note 278 aux pp. 70-71.

²⁸⁶ Saudamini Siegrist, «Child Rights and Transitional Justice» dans Parmar, *supra* note 5, 1 à la p. 25.

²⁸⁷ Une étude documentant les meilleures pratiques au sujet des enfants et des commissions vérité-réconciliation devait être publiée en 2010 par l'UNICEF Innocenti Research Centre, mais ne l'était pas encore au moment de produire ce mémoire.

²⁸⁸ UNICEF, «Annex - Key Principles for Children and Transitional Justice: Involvement of Children and Consideration of Children's Rights in Truth, Justice and Reconciliation Processes (2009)» dans Parmar, *supra* note 5, à la section III.

²⁸⁹ Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 59. Voir aussi: Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 3B, chapitre 4 à la p. 235 au para. 12; Philip Cook et Cheryl Heykoop, «Child Participation in the Sierra Leonean Truth and

une utilisation par les enfants²⁹⁰. La commission vérité-réconciliation du Liberia a aussi fait une large part aux enfants, qui furent aussi des participants actifs de la guerre civile²⁹¹, mais n'a pas encore produit de rapport qui serait destiné à une utilisation par les enfants. Nous allons maintenant étudier comment s'est faite la participation des enfants aux CVR de ces deux pays.

2.4.2 La Sierra Leone

Dans la section qui suit, nous allons d'abord décrire la création de la commission, puis nous allons évaluer comment s'est faite la participation des enfants-soldats aux audiences et examiner certaines de ses conclusions.

2.4.2.1 La création de la commission vérité-réconciliation de la Sierra Leone

La commission vérité-réconciliation de la Sierra Leone a été initialement prévue dans l'Accord de Paix de Lomé²⁹². Dans cet accord signé au Togo le 3 juin 1999, les parties au conflit, soit le RUF et le gouvernement de la Sierra Leone, ont décidé que

A Truth and Reconciliation Commission shall be established to address impunity, break the cycle of violence, provide a forum for both the victims

Reconciliation Commission» dans *Children and Transitional Justice*, *supra* note 3; et Cohn, *supra* note 187 à la p. 26.

²⁹⁰ Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 59.

²⁹¹ Le rapport de la commission conclut que 10 à 20% des effectifs des groupes impliqués dans le conflit étaient des enfants. Voir Republic of Liberia – Truth and Reconciliation Commission, «Volume II: Consolidated Final Report» (30 juin 2009), en ligne : TRC Liberia <https://www.trcofliberia.org/reports/final/volume-two_layout-1.pdf> à la p. 315 [TRC Liberia - «Volume II: Consolidated Final Report»].

²⁹² *Accord de paix de Lomé*, *supra* note 277 à l'art. XXVI. Comme l'amnistie avait été offerte pour les crimes internationaux, il appert qu'il était tout de même nécessaire d'avoir une certaine forme d'imputabilité, même si elle n'apportait pas de sanctions pénales et de stigmatisme social. Voir William A. Schabas, «Amnesty, the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission and the Special Court for Sierra Leone» (2004-2005) 11 U.C. Davis J. Int'l L. & Pol'y 145 à la p. 150.

and perpetrators of human rights violations to tell their story, get a clear picture of the past in order to facilitate genuine healing and reconciliation.

Subséquentement, la commission vérité-réconciliation a été créée le 10 février 2000 par une loi de l'Assemblée nationale de la Sierra Leone : il s'agit de la *Truth and Reconciliation Commission Act*²⁹³. Cette loi portant création de la commission vérité-réconciliation a établi d'office que la commission devrait accorder une attention particulière aux expériences vécues par les enfants dans le conflit²⁹⁴. D'ailleurs, un chapitre entier de son rapport final les concerne²⁹⁵. Nous allons maintenant voir si la commission a effectivement porté une attention particulière à l'expérience des enfants et comment s'est faite leur participation.

2.4.2.2 La participation des enfants soldats à la commission vérité-réconciliation de la Sierra Leone

La loi créant la commission édicte qu'au cours de son mandat, la CVR peut établir des procédures particulières pour la participation des enfants-bourreaux²⁹⁶. La commission a décidé que sa politique au regard des enfants serait de les considérer tous comme des témoins, peu importe qu'ils aient commis des violations ou non²⁹⁷. Épaulée par l'UNICEF et d'autres agences de protection de l'enfance, la commission vérité-réconciliation a établi des lignes directrices pour la participation des enfants à ses activités, dont deux catégories d'enfants plus vulnérables, soit les victimes d'abus sexuels²⁹⁸ et les enfants combattants²⁹⁹ devaient être au cœur de ses activités.

²⁹³ *Truth and Reconciliation Commission Act*, Freetown, Sierra Leone, 10 février 2000 [*Sierra Leone TRC Act*]. Pour une version exhaustive du processus de création de la CVR en Sierra Leone, voir : Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 1, chapitre 2 à la p. 49.

²⁹⁴ *Sierra Leone TRC Act*, *ibid.* à l'art. 6 (2) b.

²⁹⁵ Le chapitre 4 du volume 3B, portant sur les enfants et le conflit armé en Sierra Leone, va de la p. 233 à 339.

²⁹⁶ *Sierra Leone TRC Act*, *supra* note 293 à l'art. 7 (4).

²⁹⁷ Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 3B, chapitre 4 à la p. 236 au para. 17 et à la p. 286 au para. 225.

²⁹⁸ Les abus sexuels furent perpétrés en très grand nombre en Sierra Leone. Voir : Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, Vol. 3B, Chapitre 4 aux pp. 268-272 aux paras. 152-174. La Commission

La CVR³⁰⁰ a décidé qu'elle tiendrait des audiences publiques ayant un focus spécial sur les enfants et des audiences *in camera* pour les personnes de moins de 18 ans et pour les victimes de violences sexuelles. En 2002, la Commission signa un accord de coopération avec l'UNICEF et des CPA par lequel ces dernières s'engageaient à fournir une assistance technique à la CVR et dont la procédure de coopération peut être ainsi décrite

[...] the practice of the Commission was to hand over a list of child witnesses to the CPAs before a hearing was held. The CPAs conducted vulnerability and safety assessments and consulted with the children and their families. If approval was obtained from the families and the child was willing to testify, the children were prepared for the hearing. Social workers would also be present at hearings ready to offer emotional support if necessary. Once a hearing had taken place, the social workers would conduct further visits to the children in order to ensure that they had not suffered any adverse effects due to their participation in the Commission's processes³⁰¹.

a essayé d'engager des femmes pour la prise de dépositions des filles, particulièrement celles ayant vécu des violences sexuelles. Malheureusement, il semble que cela ne fut pas possible dans tous les districts étant donné le taux élevé d'analphabétisme. Voir Philip Cook et Cheryl Heykoop, «Child Participation in the Sierra Leonean Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 159 à la p. 172.

²⁹⁹ Il n'y a pas de statistiques officielles sur le nombre d'enfants qui ont participé au conflit armé en Sierra Leone. Une ONG locale, Caritas Makeni, affirme qu'environ 5000 enfants ont été des combattants, dont certains aussi jeunes que cinq ans. La MINUSIL établit pour sa part que les enfants étaient au nombre de 10000, tous rôles au sein des groupes confondus. L'UNICEF a affirmé que les enfants conscrits étaient au nombre de 6000. Finalement, la Commission nationale de DDR a établi que 6774 enfants avaient bénéficié de ce programme. Même si les différentes organisations ne s'entendent pas sur les chiffres exacts, il est toutefois évident que les enfants sont nombreux à avoir pris part au conflit armé en Sierra Leone. Voir Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 3B, chapitre 4 à la p. 235 au para. 9.

³⁰⁰ La Commission a établi la méthodologie unique pour la participation des enfants qui est basée entre autres sur un rapport produit par l'UNICEF pour la CVR. La Commission définit ainsi cette contribution : «The Commission was fortunate enough to have recourse to a report prepared by UNICEF, reflecting the outcomes of a consultative process that UNICEF had organised in 2001 to consider the participation of children in the work of the Commission. The report confirmed the support within the children's sector for children's experiences to be fully accounted for in the work of the Commission. It also highlighted challenges and areas of concern and proposed a variety of measures designed to protect children. The Commission took these proposals into account when designing its operational policies». Voir Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 3B, chapitre 4 à la p. 236 au para. 15.

³⁰¹ Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 3B, chapitre 4 à la p. 236 au para. 23.

La participation des enfants s'est donc faite en deux temps, soit par le biais de prises de déposition (*statement taking*), puis par le biais d'audiences devant les commissaires. Les prises de dépositions ont été faites dans les 13 districts que compte le pays; plus de 300 dépositions auraient été enregistrées. Il appert que les filles n'ont pas participé autant que les garçons puisqu'ayant été victimes de violences sexuelles, elles étaient plus réticentes à parler de leurs expériences³⁰².

Suite à la prise de dépositions, la Commission les a révisées et a sélectionné certains des enfants pour participer aux audiences confidentielles pour mineurs. Les critères de sélection incluaient la capacité de l'enfant à formuler le récit de son expérience du conflit armé, son rôle et son affiliation dans celui-ci, le sexe de l'enfant et l'origine afin d'obtenir une certaine représentation géographique. Cette façon de faire nous semble toutefois compromettre la confidentialité de l'identité de l'enfant ayant fait une déposition. En effet, la Commission a examiné les dépositions, puis a retracé l'enfant afin d'obtenir son consentement à participer aux audiences³⁰³. C'est tout comme si l'on n'avait pas assuré la confidentialité du témoignage lors de la prise de déposition!

Lors des audiences de la Commission, les enfants ont témoigné individuellement en circuit fermé, devant les commissaires qui étaient secondés par un traducteur, un vidéaste et un travailleur psychosocial³⁰⁴. Tout a été mis en place pour créer un environnement confortable pour l'enfant : le visage était caché devant la caméra, un adulte pouvait l'accompagner si cela était le désir de l'enfant et le traducteur ne faisait pas face à l'enfant³⁰⁵.

³⁰² Philip Cook et Cheryl Heykoop, «Child Participation in the Sierra Leonean Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 159 à la p. 171.

³⁰³ *Ibid.* à la p. 173 et à la note de bas de page 20.

³⁰⁴ *Ibid.* à la p. 174.

³⁰⁵ *Ibid.* à la p. 174 et à la note de bas de page 21.

Il appert que la participation des enfants à la CVR de la Sierra Leone n'a pas augmenté leur traumatisme face à la guerre. Au contraire, il apparaît que cette participation a permis aux enfants de mettre un terme à leur expérience du conflit armé : la plupart des enfants ayant participé aux auditions ont exprimé un sentiment de soulagement et de fierté³⁰⁶. Toutefois, l'impact à plus longue échéance de leur participation n'a pas encore été complètement évalué³⁰⁷. Il semblerait que plusieurs participants, jeunes et adultes, ont des sentiments mitigés par rapport à la CVR ; ils reconnaissent son importance mais considèrent que cela n'est pas suffisant.

La participation des enfants a aussi permis d'identifier des meilleures pratiques (*best practices*)³⁰⁸ qui pourront certes être utilisées par d'autres juridictions, le cas échéant. Il semble que ces meilleures pratiques aient été en partie utilisées dans les procédures de la CVR du Libéria au regard des enfants.

2.4.2.3 Relation entre la Cour spéciale pour la Sierra Leone et la commission vérité-réconciliation

Il appert que la relation entre la CSSL et la CVR de la Sierra Leone ait été une grande source de confusion pour les Sierra Léonais³⁰⁹. Effectivement, les deux institutions

³⁰⁶ Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 à la p. 62.

³⁰⁷ Philip Cook et Cheryl Heykoop, «Child Participation in the Sierra Leonean Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 159 à la p. 178.

³⁰⁸ Saudamini Siegrist, «Child Participation in International Criminal Accountability Mechanisms: the Case of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission» dans Karin Arts, *supra* note 7, 53 aux pp. 62-63. Par exemple, tout doit être mis en place pour que la participation de l'enfant aux mécanismes de vérité-réconciliation soit confidentielle. Les enfants doivent être interviewés par du personnel ayant reçu une formation en droits humains et en protection de l'enfance, et les filles devraient être interviewées par du personnel féminin. En outre, il est essentiel que le personnel en interaction avec l'enfant parle sa langue. La participation doit être volontaire et éclairée, en ce sens que l'enfant ne doit pas avoir subi de pressions pour participer. Le refus de participer constitue une forme de participation et l'enfant doit pouvoir conserver le droit de se retirer du processus à tout moment.

³⁰⁹ Philip Cook et Cheryl Heykoop, «Child Participation in the Sierra Leone Truth & Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 159 à la p. 165.

opéraient en même temps et leurs objectifs respectifs n'étaient pas clairement définis, du moins au commencement de leurs opérations³¹⁰. De ce fait, plusieurs enfants-soldats n'ont pas voulu participer à la commission vérité-réconciliation de peur que leurs dépositions soient communiquées à la Cour et qu'ils soient éventuellement poursuivis en justice³¹¹.

2.4.2.4 Conclusions de la CVR

Tout d'abord, il faut garder à l'esprit que la CVR a collecté des témoignages dans un temps très limité, soit 10 semaines. Elle a réuni 9000 témoignages.

La commission semblait déterminée à explorer l'ampleur des expériences qu'avaient vécues les enfants pendant la guerre civile; il appert qu'elle souhaitait comprendre les motivations derrière le comportement délictuel des enfants et pourquoi ceux-ci avaient commis les atrocités en question. La commission cherchait aussi, semble-t-il, à savoir si les enfants avaient effectivement la capacité de comprendre ce qu'ils avaient fait. Ainsi, la commission a conclu qu'initialement les enfants étaient contraints de commettre des crimes³¹², et quoique la pression des pairs et des supérieurs ait pu jouer un très grand rôle dans leur implication³¹³, plusieurs d'entre

³¹⁰ Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 aux pp. 48-49. Smith soutient que les objectifs trop larges de la CVR en Sierra Leone ont mitigé ses succès.

³¹¹ Philip Cook et Cheryl Heykoop, «Child Participation in the Sierra Leone Truth & Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 159 à la p. 165.

³¹² «The commission of these violations by children needs to be put in context against the turmoil of the conflict-ridden world they lived in. They were compelled to carry out such violations in order to survive. Refusal to carry out an order was simply not countenanced. Death or other violent reprisal for refusal to carry out the order was almost instantaneous. Thus most children were forced to carry out violations or become the victims of violations. Their physical size and their incredible vulnerability made them succumb quite easily». Voir Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 3B, chapitre 4 à la p. 286 au para. 229.

³¹³ «Peer pressure also played a major part in the violations committed by children. The need for group acceptance and affirmation ensured that many of these children committed violations. Conformity gave them a sense of belonging and pride, as their peers and their superiors lauded them for proving that

eux devenaient éventuellement d'autonomes instigateurs d'atrocités sans aucune inhibition³¹⁴.

Malgré ce qui précède, la commission ne cherchait donc pas à établir des responsabilités mais plutôt à analyser le pourquoi et le comment de leurs actions brutales. De ce fait, elle souhaitait arriver à identifier les erreurs du passé avec l'idée de prévenir la récurrence des conflits dans le futur³¹⁵. À savoir si la CVR aura atteint cet objectif, seul l'avenir pourra le dire.

Une des conclusions majeures de la CVR en Sierra Leone, il nous semble, est l'affirmation selon laquelle les enfants sont incapables d'avoir l'intention de rejoindre volontairement un groupe armé. À ce sujet, la commission a affirmé que «[t]he Commission also finds that the notion of children 'volunteering' to join the armed groups [...] completely unacceptable as children do not have the ability or the capacity to 'volunteer'». Cette affirmation rejoint celle faite par la Représentante spéciale du Secrétaire-général des Nations Unies pour les enfants dans les conflits armés dans un *amicus curiae* soumis à la CPI dans l'affaire *Lubanga*. En effet, la RSSG a affirmé que

In most conditions of child recruitment even the most "voluntary" of acts are taken in a desperate attempt to survive by children with a limited number of options. Children who "Voluntarily" join armed groups mostly come from families who were victims of killing and have lost some or all of their family or community protection during the armed conflict. Many "volunteer" recruits soon become disillusioned, but are not able to leave due to fear of being killed³¹⁶.

they were not afraid to confront violence». Voir Rapport de la CVR Sierra Leone, *ibid.* à la p. 288 au para. 232.

³¹⁴ Rapport de la CVR Sierra Leone, *ibid.* à la p. 286 au para. 227.

³¹⁵ Rapport de la CVR Sierra Leone, *ibid.* à la p. 286 au para. 225.

³¹⁶ Coomaraswamy - *Amicus Curiae*, *supra* note 15 au para. 14 [Coomaraswamy - *Amicus Curiae*].

D'ailleurs, la RSSG affirme que le consentement à rejoindre un groupe armé n'est pas un moyen de défense pour un accusé poursuivi pour l'un des crimes relatifs aux enfants-soldats : à ce sujet, la RSSG soutient que «[t]hough [one] joined the rebels [...], to accept consent as a defense would be to negate

En outre, la commission a appelé le gouvernement sierra léonais à réformer ses lois pour les rendre conformes à ses obligations en vertu du droit international³¹⁷. La commission avait conclu que les lois relatives aux enfants en Sierra Leone étaient caduques et complètement inadéquates pour garantir la protection et la promotion des droits de l'enfant³¹⁸. Ainsi, la CVR recommandait à la Sierra Leone, un pays dualiste au regard du droit international, de faire adopter le plus rapidement possible le projet de loi mettant en œuvre les droits prévus dans la CDE et qui était déjà devant le parlement au moment où elle écrivait ses recommandations. La Sierra Leone adopta ledit projet de loi et celui-ci entra en vigueur le 3 septembre 2007³¹⁹, soit plus de trois ans après la publication du rapport final de la CVR. Un des grands points faibles de cette loi est qu'elle n'oblige pas le gouvernement à prévenir le recrutement d'enfants dans des groupes armés mais bien seulement dans les forces armées gouvernementales³²⁰.

Le rapport final de la CVR conclut que «[m]ost important of all, despite the trials and tribulations of history, Sierra Leoneans are resilient and resourceful, such that each

the whole policy behind such prohibitions». Voir Coomaraswamy - *Amicus Curiae*, *supra* note 15 au para. 10. Voir aussi Bakker, *supra* note 27 à la p. 8.

³¹⁷ «The laws and customs relating to children are in urgent need of reform, as in many instances they are archaic and inconsistent. Both law and custom relating to children and are in conflict with international law on the rights of children, particular in their definition an understanding of when one is considered a child». Voir Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 3B, chapitre 4 à la p. 247 au para. 64.

³¹⁸ Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 3B, chapitre 4 à la p. 242 au para. 45.

³¹⁹ *The Child Right Act, 2007, Supplement to the Sierra Leone Gazette Extraordinary Vol. CXXXVIII, No. 43* (3 septembre 2007). L'âge de responsabilité criminelle est, pour sa part, établi à 14 ans (art. 70).

³²⁰ *Ibid.* à l'art. 28. La Sierra Leone est partie au *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* depuis le 15 mai 2002 (le Protocole était entré en vigueur trois mois auparavant). L'article 4 (2) oblige les États à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les groupes armés distincts des forces armées n'enrôlent ni n'utilisent d'enfants de moins de 18 ans. Même si dans les faits il peut être difficile d'empêcher des groupes rebelles d'enrôler ou d'utiliser des enfants, la Sierra Leone aurait quand même dû modifier sa législation afin de se conformer à ses obligations internationales. Toutefois, saluons l'inclusion de l'intérêt supérieur de l'enfant en tant que considération primordiale à l'article 3, qui prévoit que «[t]he fundamental principle to be applied in the interpretation of this Act shall be that the short-and long-term best interests of the child shall be a primary consideration in any decision or action that may affect the child or children, as a group».

new generation of children of Sierra Leone brings with it fresh hope, fresh direction and fresh human resources for the country»³²¹. Espérons que les générations de Sierra Léonais à venir partageront l'enthousiasme de la commission pour l'avenir de leur pays.

Nous allons maintenant évaluer comment le pays voisin de la Sierra Leone, le Liberia, a pris en compte la question des enfants-soldats dans la conduite des activités de sa commission vérité-réconciliation. Évidemment, l'expérience de la Sierra Leone a été utile dans l'élaboration des procédures de la commission du Libéria³²².

2.4.3 Le Liberia

Le Liberia a connu, tout comme la Sierra Leone, de longues périodes d'instabilité et de guerre civile. Ces conflits, qui se sont étalés sur plus d'une vingtaine d'années et qui ont fait des milliers de morts, ont aussi eu pour caractéristique l'implication massive d'enfants-soldats dans la commission d'atrocités.

En effet, les statistiques font état de plus de 11,000 enfants démobilisés à travers le programme de DDR qui s'est terminé en 2004³²³. Il appert toutefois que ce chiffre ne reflète pas le nombre d'enfants qui ont effectivement été enlevés et recrutés de force, et encore moins en ce qui concerne les filles³²⁴. Dans la section qui suit, nous allons évoquer la création de la CVR au Libéria, puis nous allons examiner comment s'est faite la participation des enfants à ses travaux.

³²¹ Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 1, chapitre 2 à la p. 233 au para. 2.

³²² Saudamini Siegrist, «Child Rights and Transitional Justice» dans Parmar, *supra* note 5, 1 à la p. 19.

³²³ Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 à la p. 195.

³²⁴ *Ibid.* à la p. 195.

2.4.3.1 La création de la commission vérité-réconciliation du Liberia

La commission vérité-réconciliation du Libéria a été créée le 12 mai 2005. Son mandat était défini comme suit

Investigating gross human rights violations and violations of international humanitarian law as well as abuses that occurred, including massacres, sexual violations, murder, extra-judicial killings and economic crimes, such as the exploitation of natural or public resources to perpetuate armed conflicts, during the period January 1979 to October 14, 2003; determining whether these were isolated incidents or part of a systematic pattern; establishing the antecedents, circumstances factors and context of such violations and abuses; and determining those responsible for the commission of the violations and abuses and their motives as well as their impact on victims³²⁵.

2.4.3.1 La participation des enfants à la commission vérité-réconciliation du Liberia

D'emblée, il faut noter que la Commission a décidé que la participation des enfants à ses activités leur étant dédiées se ferait en fonction de leur âge à ce moment précis, et non en fonction de l'âge qu'ils avaient au moment de leur implication dans le conflit armé. Évidemment, cette décision ne fut pas sans causer certains remous puisque bon nombre de personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans pendant les hostilités, mais adultes au moment des audiences de la CVR, ne pouvaient bénéficier des mesures de protection mises en place, ni relater comment la guerre avait complètement détruit leur enfance. Certes, les enfants devenus adultes au moment des audiences de la commission pouvaient participer en tant qu'adultes, mais leurs expériences n'auront pas été relatées avec la même importance puisqu'elles étaient exclues du rapport sur les enfants. Conséquemment, le fait d'avoir procédé ainsi a certainement empêché la commission d'établir une histoire complète et authentique de l'expérience des enfants

³²⁵ Liberia TRC Act, *supra* note 277 Section IV, article 4 (a).

dans le conflit armé libérien puisque plusieurs d'entre eux n'ont pu y apporter leur témoignage³²⁶.

Plusieurs activités ont quand même été menées auprès des enfants, dont la tenue d'ateliers de sensibilisation³²⁷, des prises de dépositions (*statement taking*)³²⁸ ainsi que des audiences spécifiques aux enfants³²⁹. Tout cela s'est fait non seulement dans la capitale, Monrovia, mais aussi à travers les 15 districts que compte le pays.

Theo Sowa note avec satisfaction que dès le départ toutes les activités de la CVR du Liberia ont pris en compte le contexte culturel libérien. Bien que des experts internationaux en protection de l'enfance fussent largement consultés tout au long du processus³³⁰, la prise de dépositions des enfants s'est faite selon les techniques libériennes et par des Libériens. Cette façon de faire peut être résumée ainsi

[...] 75 percent of the interviewer's communication with the child was likely to be nonverbal. The techniques highlighted the importance of facial expression; embracing the child; showing respect for cultural and traditional norms, values and taboos; and listening to the child "with all five senses." It was noted that "the child will know if you are not listening." Instructors were also instructed to "sit in silence if that is what the child needs and wants."

³²⁶ Finalement, la CVR a décidé d'exclure l'expérience des enfants dans la première phase du conflit armé, soit de 1979 à 1996. Voir Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 à la p. 198.

³²⁷ Entre février 2007 et mars 2008, 45 ateliers ont été tenus à travers le pays, auxquels ont participé plus de 5000 enfants. Ces ateliers ont permis de clarifier le rôle de la CVR auprès des enfants et d'éclaircir certaines idées qu'ils avaient, comme celui que la commission leur apporterait l'eau potable, construirait des hôpitaux et forcerait leurs parents à les envoyer à l'école. En outre, ces ateliers ont permis de clarifier le rôle de la commission auprès des adultes occupant un rôle de leader dans leurs communautés; en effet, certains croyaient que la commission allait recommander que certains enfants soient poursuivis au pénal. Voir : Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 aux pp. 211-212.

³²⁸ Environ 300 dépositions ont été prises au total. Voir Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 à la p. 214.

³²⁹ Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 à la p. 198.

³³⁰ *Ibid.* à la p. 205.

Interviewers were encouraged to “use words that are easily understood by the child, in local dialect or Liberian English”³³¹.

En outre, il semble que toutes les dépositions des enfants aient été volontaires et qu’elles aient eu lieu avec leur consentement et celui de leur parent ou tuteur³³². Par contre, il semble qu’il y ait eu certaines difficultés à assurer la confidentialité³³³ des dépositions faites par les enfants, et qu’il fût parfois difficile de conduire ces entrevues dans des lieux sécuritaires³³⁴. Le rapport final de la Commission rapporte toutefois que «[...] no video coverage was permitted, media was not allowed to interview or cover child-related sessions and special social workers were trained and available to assist in providing counseling to the children prior to, during, and after the hearings»³³⁵. Il appert que le principe de l’intérêt supérieur de l’enfant fût au cœur de la conduite des activités de la commission lorsqu’il était question des enfants³³⁶. Dans le contexte libérien, offrir un environnement protecteur à l’enfant signifiait que la famille, le village et les leaders religieux devaient supporter les activités entreprises à l’égard des enfants³³⁷.

Quant aux audiences de la CVR en tant que telles, trois ont été tenues dans le pays, soit une dans la région du centre, une à l’ouest et une au sud, couvrant ainsi tous les districts du pays. La façon de choisir quels enfants participeraient aux audiences, qui

³³¹ *Ibid.* aux pp. 204-205.

³³² Ce qui, évidemment, nous permet de nous interroger sur la situation des enfants qui sont orphelins ou qui ont été rejetés par leur famille à cause de leur implication dans le conflit armé. Leurs expériences ont-elles été prises en compte? Il s’agit ici clairement de discrimination. Voir Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 50. En outre, le fait qu’un adulte doive autoriser l’enfant à participer ne va-t-il pas à l’encontre de l’intérêt supérieur de l’enfant qui souhaite témoigner à tout prix mais à qui on le refuse?

³³³ Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 à la p. 215.

³³⁴ Une partie du problème vient aussi du fait que dans bien des cas, les enfants vivent en proximité avec certains de leurs anciens bourreaux. Voir Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 à la p. 214.

³³⁵ TRC Liberia - «Volume II: Consolidated Final Report», *supra* note 291 à la p. 46 à la section 4.8.

³³⁶ Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 aux pp. 203-204.

³³⁷ *Ibid.* à la p. 204.

nous semble largement inspirée de l'expérience de la Sierra Leone, peut être décrite ainsi :

[...] children would be selected to testify based on an analysis of statements given by children in each county. Each TRC county coordinator chose fifteen to twenty statements based on the criteria of age, gender, nature of experience or violation and geographic location. Following "authentication" of the chosen statements, the commissioner made a further selection in consultation with TRC and CPN staff. This approach allowed for the participation of children from each county, with reserve statements in case children who were chosen had moved or did not wish to participate³³⁸.

Afin de protéger leur identité, tous les enfants ont témoigné *in camera*, de façon à ce que l'on puisse entendre leur voix mais qu'on ne puisse les voir. Apparemment, la participation des enfants est donc demeurée confidentielle grâce à cette mesure et d'autres précautions mises en place de concert avec les agences de protection de l'enfance³³⁹.

Évidemment, certains problèmes de logistique ont aussi marqué le déroulement des audiences. Par exemple, l'audience de la région du sud avait lieu pendant la saison des pluies; comme plusieurs routes étaient impraticables, les enfants et leurs accompagnateurs ont dû marcher 17 heures avant d'arriver à un moyen de transport pouvant les amener au lieu prévu pour l'audience. Étant donné que le vol de la MINUL a dû être annulé à la dernière minute à cause des intempéries, des moyens de transport privés ont été organisés pour eux. Quoique l'on puisse saluer la détermination des enfants à participer à la commission, cela aurait pu causer des problèmes au niveau de la sécurité et de la confidentialité. La logistique doit être organisée au meilleur pour garantir une protection optimale pour les enfants³⁴⁰.

³³⁸ *Ibid.* à la p. 216.

³³⁹ *Ibid.* à la p. 217.

³⁴⁰ *Ibid.* à la p. 219. Mais comme le rapporte Theo Sowa, «[o]verall, the regional hearings were successful in terms of the procedures in place to protect children involved».

Theo Sowa rapporte que lors des ateliers de sensibilisation, les questions que posaient les commissaires ne concernaient pas toujours ce que les enfants rapportaient au sujet de leurs expériences de la guerre. En effet, il appert que les commissaires voulaient en savoir davantage sur le recrutement forcé et les violences sexuelles, alors que les enfants semblaient vouloir s'exprimer davantage sur la perte de leur droit à l'éducation ainsi que sur le fardeau des responsabilités que plusieurs d'entre eux vivaient suite à la perte de leurs parents³⁴¹.

Cela est inacceptable. Il est capital que toutes les personnes impliquées dans le processus de participation des enfants aux audiences leur prêtent une écoute attentive. Cela est essentiel pour bien capter l'essence du message que souhaitent véhiculer les enfants. Bref, comme le conclut si bien Theo Sowa «[t]he importance of recognizing the full range of children's rights violations – civil, political, social, economic and cultural – is crucial if the TRC is to promote true reconciliation and if follow-up activities are to have lasting relevance»³⁴².

2.4.3.1 *Les conclusions de la CVR*

Parmi ses conclusions, la commission recommande l'établissement d'un Tribunal pénal extraordinaire pour le Libéria (Extraordinary Criminal Tribunal for Liberia) afin de juger toutes les personnes responsables de violations des droits humains et du droit international humanitaire qu'elle nomme dans son rapport³⁴³. Quoique les enfants aient constitué entre 10 et 20% des effectifs des différents groupes armés et qu'ils aient de ce fait perpétré de graves crimes, la commission propose qu'ils soient exclus de la juridiction de ce tribunal³⁴⁴.

³⁴¹ *Ibid.* aux pp. 219-220.

³⁴² Theo Sowa, «Children and the Liberia Truth and Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 193 à la p. 220.

³⁴³ TRC Liberia - «Volume II: Consolidated Final Report», *supra* note 291 à la p. 268 à la section 12.1.

³⁴⁴ TRC Liberia - «Volume II: Consolidated Final Report», *supra* note 291 à la p. 254 à la section 10.4.

Bien qu'ils aient exprimé le désir de participer à une forme locale de réconciliation et de pardon³⁴⁵ et que plusieurs d'entre eux aient affirmé avoir des regrets et des remords pour le tort qu'ils ont causé, les enfants s'attendent néanmoins à être exclus de toute forme de poursuite pénale³⁴⁶.

D'ailleurs, il semble que la justice juvénile ne soit pas une option au Libéria. La CVR a conclu que

The criminal justice and law enforcement systems, while having made some progress in providing child-friendly measures to deal with delinquents under the age of 18, still lacks the capacity to provide childfriendly procedures and facilities. While the establishment of the Women and Children Protection Section within the Liberian National Police and the establishment of one juvenile court in Monrovia have been extremely positive steps, there is still little expertise to properly deal with children in conflict with the law. There is only one juvenile judge in the country and there is little understanding among magistrate courts of child protection issues. There are no separate detention facilities for children in the country³⁴⁷.

Étant donné ce qui précède, il appert que la tenue de procès pénaux au Libéria ne respecterait pas le droit international, à moins d'une réforme majeure et d'investissements majeurs. Conséquemment, le futur des enfants libériens est des plus incertains. Le Libéria n'a pas investi depuis des décennies dans la promotion et la protection des droits des enfants. Les enfants se sentent désabusés, comme des citoyens inférieurs; ils se sentent abandonnés et trahis par les adultes qui sont d'ailleurs responsables de leur situation³⁴⁸. Les prochains mois seront cruciaux pour

³⁴⁵ La Commission recommande la mise en oeuvre du Palava Hut, une forme de justice locale. Toutefois, cette justice traditionnelle ne doit servir que pour les crimes mineurs et n'est donc pas pertinente pour les crimes plus graves qu'auraient commis les enfants. Voir «Rapport CVR Liberia», *supra* note 322 Volume II à la p. 273 à la section 15.

³⁴⁶ «Rapport CVR Liberia», *supra* note 322 Volume II à la p. 254 à la section 10.4.

³⁴⁷ «Rapport CVR Liberia», *supra* note 322 Volume II à la p. 257 à la section 10.4.

³⁴⁸ «Rapport CVR Liberia», *supra* note 322 Volume II à la p. 256 à la section 10.4.

l'avenir de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, d'autant plus que des élections sont prévues en 2011 et pourraient y amener de l'instabilité³⁴⁹.

2.4.4 Les conclusions préliminaires

En guise de conclusion, nous pouvons reprendre le questionnement de certains auteurs. En effet, certains auteurs affirment que

[...] it remains an open question whether youth are well served by the standard reconciliation mechanisms and services offered under transitional justice initiatives. In fact, the mechanisms involving 'truth-telling' may not be a natural or helpful process of reconciliation in Sierra Leonean communities. [...] Speaking of the war in public often undermines these processes, and many believe it encourages violence³⁵⁰.

D'ailleurs, dans l'optique où les CVR respecteront l'anonymat de l'enfant, la communauté où vit l'enfant ne saura pas que celui-ci a individuellement pris responsabilité pour ses actes, exprimé des remords et souhaité réparer le tort causé à ses victimes. Conséquemment, dans quelle mesure donc la participation d'un enfant à une CVR aura-t-elle l'effet escompté sur la réconciliation communautaire et sur l'imputabilité même de l'enfant?

³⁴⁹ UN News Centre, «Liberia: UN envoy says further progress needed to consolidate fragile peace» (9 septembre 2010), en ligne: un.org

<<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=35864&Cr=liberia&Cr1=>>.

³⁵⁰ T.S. Betancourt et A. Ettien, «Transitional justice and youth formerly associated with armed forces and armed groups : acceptance, marginalization and psychosocial adjustment» (Juin 2010) Innocenti Working Paper 2010-17, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_17.pdf> à la p. 19, citant Rosalind Shaw, «Rethinking Truth and Reconciliation Commissions: Lessons from Sierra Leone» (2005), en ligne United States Institute of Peace <<http://www.usip.org/files/resources/sr130.pdf>> et Rosalind Shaw, «Memory Frictions: Localizing the Truth and Reconciliation Commission in Sierra Leone» (2007) 1:2 Int'l J. Transitional Justice 183.

2.5 LA JUSTICE DITE TRADITIONNELLE

La justice dite traditionnelle peut aussi être un mécanisme approprié pour la responsabilisation³⁵¹ et la réintégration des enfants-soldats ayant perpétré des crimes. Cela est encore plus vrai lorsque l'État est institutionnellement incapable ou n'a pas la volonté d'instaurer d'autres mécanismes plus «officiels».

Par exemple, des mécanismes de justice traditionnelle ont été utilisés en Angola, au Mozambique, au Rwanda, en Sierra Leone, en Ouganda et au Timor-Leste afin de contribuer à la réintégration d'anciens combattants³⁵². Évidemment, la forme et le contenu de ces mécanismes varient grandement d'un pays à l'autre, voire d'une communauté à l'autre.

Les *Key Principles* rappellent toutefois que la justice traditionnelle ne devrait en aucun cas être utilisée pour les personnes ayant perpétré des crimes internationaux, ce qui inclut incidemment les enfants-soldats³⁵³. Donc, devons-nous exclure d'emblée ces mécanismes lorsqu'il est question des enfants ayant commis de graves crimes?

2.5.1 Les objectifs de la justice traditionnelle, avantages et limites

Le Secrétaire général des Nations Unies a affirmé au sujet des mécanismes traditionnels que «[...] il convient d'accorder toute l'attention qu'ils méritent [...] en

³⁵¹ UNICEF, «Annex - Key Principles for Children and Transitional Justice: Involvement of Children and Consideration of Children's Rights in Truth, Justice and Reconciliation Processes (2009)» dans Parmar, *supra* note 5, à la section IV «Local, traditional and restorative justice processes» au para. 1.

³⁵² Une analyse détaillée de certains mécanismes traditionnels a été faite par l'organisation International Institute for Democracy and Electoral Assistance. Il a été question du Rwanda, du Mozambique, de l'Ouganda, de la Sierra Leone et du Burundi. Voir IDEA, *supra* note 196.

³⁵³ UNICEF, «Annex - Key Principles for Children and Transitional Justice: Involvement of Children and Consideration of Children's Rights in Truth, Justice and Reconciliation Processes (2009)» dans Parmar, *supra* note 5, à la section IV «Local, traditional and restorative justice processes» au point 1. Voir aussi «International Criminal Justice and Children», *supra* note 189 à la p. 134.

matière d'administration de la justice ou de règlement des litiges, afin qu'ils puissent conserver leur rôle souvent essentiel, en se conformant à la fois aux normes internationales et à la tradition locale»³⁵⁴.

S'ils sont utilisés, ces mécanismes doivent respecter les droits humains fondamentaux, particulièrement les garanties judiciaires, l'égalité des sexes et la protection de l'identité et du bien-être de l'enfant³⁵⁵. Comme le mentionne Siegrist,

[...] traditional practices reflect the status quo, and in some post-conflict environments they may reinforce social inequalities, discrimination or gender bias. The tendency to make generalizations concerning traditional practices can be misleading. In fact, traditional practices cover a wide range of diverse activities. Children's involvement in traditional practices should not be romanticized; rather, the potential of such practices should be further explored in specific situations to assess under what conditions children's participation serves their best interests³⁵⁶.

Certains sont d'avis que la justice traditionnelle aidera vraisemblablement à la réintégration des enfants dans leurs communautés³⁵⁷. Mais comme l'utilisation de la justice traditionnelle semble proscrite pour les crimes internationaux, est-il encore approprié d'utiliser ces mécanismes si les enfants ont perpétré des crimes internationaux, surtout au regard des victimes? À travers deux exemples de justice traditionnelle, nous allons tenter de répondre à cette question dans les sections qui suivent.

³⁵⁴ *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 36.

³⁵⁵ UNICEF, «Annex - Key Principles for Children and Transitional Justice: Involvement of Children and Consideration of Children's Rights in Truth, Justice and Reconciliation Processes (2009)» dans Parmar, *supra* note 5, à la section IV «Local, traditional and restorative justice processes» au para. 1.

³⁵⁶ Saudamini Siegrist, «Child Rights and Transitional Justice» dans Parmar, *supra* note 5, 1 aux pp. 12-13.

³⁵⁷ UNICEF Innocenti Research Centre, «Background Documents – Expert Discussion on Children and Transitional Justice» (10-12 novembre 2005), en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/cgi-bin/unicef/research/main.sql?file=scheda_products.sql&idprod=559> à la p. 15.

2.5.2 L'Ouganda

Le conflit armé qui a fait rage en Ouganda de 1986 à 2006, et qui depuis s'est en grande partie déplacé dans les pays limitrophes, est caractérisé par l'enlèvement massif d'enfants de la part de l'ARS³⁵⁸. Il va sans dire que ces décennies de guerre ont été marquées par une multitude de crimes dont meurtres, viols, mutilations, pillage, etc. Évidemment, le système judiciaire ougandais ne peut à lui seul supporter l'énorme fardeau que représenterait la poursuite des auteurs de ces crimes.

Devant cette réalité, une clause portant sur la justice traditionnelle et le rôle que celle-ci doit jouer dans la réconciliation nationale fut incluse lors de l'entente signée en 2007 par l'ARS et le gouvernement ougandais³⁵⁹.

Parmi ces rituels, il y a le *mato oput*. Dans la section qui suit, nous allons voir en quoi il consiste, puis nous allons voir comment il a été utilisé dans les communautés affectées lorsque le présumé coupable était un enfant-soldat.

2.5.2.1 Le *mato oput*

Le *mato oput* est généralement exercé lorsqu'un meurtre a été commis. *Mato oput* signifie en acholi «boire la racine amère», l'*oput* étant un arbre croissant sur le territoire Acholi³⁶⁰. Une partie du rituel consiste à boire un liquide extrait de cet

³⁵⁸ Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 aux pp. 269-270.

³⁵⁹ C'est ainsi qu'à la clause 19 de l'Entente signée entre l'ARS et le gouvernement ougandais, il est inscrit que: «Traditional justice shall form a central part of the alternative justice and reconciliation framework identified in the Principal Agreement». Voir *Annexure to the Agreement on Accountability and Reconciliation* (19 février 2008), en ligne: Coalition for the International Criminal Court <http://www.iccnw.org/documents/Annexure_to_agreement_on_Accountability_signed_today.pdf> à l'art. 19.

³⁶⁰ Tim Allen, «Ouganda : la justice traditionnelle est-elle une alternative viable à la Cour pénale internationale?» (2008) 53 *Mouvements* 118 à la p. 118.

arbre. Toutefois, avant d'en arriver à la cérémonie en tant que telle, plusieurs étapes doivent intervenir.

Tout d'abord, l'individu ayant commis le meurtre doit se confesser à sa famille et obtenir son pardon et son support³⁶¹. Ensuite, la famille rencontre les aînés de la communauté qui à leur tour vont désigner un médiateur qui ira rencontrer les aînés du clan de la présumée victime. Les aînés analyseront le comportement de l'individu afin de voir s'il présente des signes de *cen*, c'est-à-dire si l'esprit de la victime assassinée le tourmente. Les aînés parleront ensuite avec le présumé meurtrier et s'il avoue sa culpabilité et montre des signes de remords, toutes les parties impliquées accompliront alors un long processus de médiation qui fera la lumière sur les événements et les raisons qui ont poussé la personne à commettre son geste.

Ensuite, une négociation intervient afin que la famille de la victime puisse recevoir une compensation pour le crime ainsi commis. Lorsqu'il s'agit d'un meurtre intentionnel, il est généralement offert 12 vaches et 3 chèvres tandis que le meurtre non intentionnel est compensé par 6 vaches. Une fois la compensation payée, la cérémonie du *mato oput* peut s'accomplir, marquant ainsi la fin du différend et le début de meilleures relations entre le clan de la victime et le clan du meurtrier. Le rituel est ainsi décrit

The oput tree grows in clusters; the clusters are considered a sign of reconciliation and togetherness. Its bitter root symbolises the bitterness and ill that death causes between people. This root is pounded and mixed with the

³⁶¹ Tel que rapporté par un entretien de l'auteure avec un officier à Gulu, «[a] forced confession is useless to the process of *mato oput*, a confession must be voluntary, that is the only way, you can know that the perpetrator is remorseful and wants to reconcile with members of the community, that is only way that family members and elders can commence the process». Voir Prudence Acirokop, «Addressing the Potential and Limits of the 'Mato Oput' Process as a Basis for Accountability, Justice and Reconciliation for Children in Northern Uganda» (DRAFT), Innocenti Working Paper, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/knowledge_pages/resource_pages/tj_conference/expert_papers/ex_paper_acirokop.pdf> à la p. 16. Voir aussi Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 aux pp. 277 et 291.

blood from the sacrificed sheep and drunk by representatives of the two clans from the same pot symbolizing unity while the elders mutter ritual words and caution both sides to unite and live together in harmony, the offender side is cautioned not to repeat act. A sheep is the animal used in this process because it is considered cold and its blood is meant to cool down the tension³⁶².

Certains sont d'avis que le *mato oput* est inapproprié pour les crimes commis par des membres de l'ARS, et ce pour plusieurs raisons³⁶³. Tout d'abord, les combattants de ce groupe armé ont souvent tué des centaines de personnes issues de différents clans, et ce sur de grands territoires : l'identité des victimes est alors quasiment impossible à établir. Il est aussi fort probable que les enfants-soldats qui retournent dans leurs communautés n'aient plus de famille, et encore moins les moyens d'offrir une compensation à la victime³⁶⁴. D'ailleurs, le *mato oput* est un mécanisme acholi qui ne trouve aucun écho chez les autres tribus ou clans pouvant compter des victimes³⁶⁵. De plus, les décennies de conflit armé dans cette région du monde fait en sorte que la dernière génération n'a pas grandi en connaissant et en respectant les pratiques et valeurs traditionnelles³⁶⁶.

En outre, il appert que même si un enfant effectue le *mato oput*, cela n'aura pas automatiquement pour conséquence l'acceptation dans la communauté. L'appartenance à l'ARS est un réel stigmat pour les personnes démobilisées et

³⁶² Prudence Acirokop, «Addressing the Potential and Limits of the 'Mato Oput' Process as a Basis for Accountability, Justice and Reconciliation for Children in Northern Uganda» (DRAFT), Innocenti Working Paper, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/knowledge_pages/resource_pages/tj_conference/expert_papers/ex_paper_acirokop.pdf> à la p. 12.

³⁶³ Les raisons énumérées dans ce paragraphe sont détaillées dans International Crisis Group, «LRA: A Regional Strategy Beyond Killing Kony» (28 April 2010), en ligne : International Crisis Group <<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/horn-of-africa/uganda/157%20LRA%20-%20A%20Regional%20Strategy%20beyond%20Killing%20Kony.ashx>> à la p. 24 [International Crisis Group].

³⁶⁴ Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 à la p. 272 et International Crisis Group, *ibid.* à la p. 24.

³⁶⁵ «Outcome Document 2008», *supra* note 19 à la p. 20.

³⁶⁶ Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 à la p. 272.

souvent celles-ci sont encore considérées comme des bourreaux par leurs communautés. Plusieurs vivent avec la peur de représailles³⁶⁷. Pour ces brèves raisons, il semble que le *mato oput* ne soit pas un mécanisme approprié pour l'imputabilité des enfants-soldats ougandais ayant participé au conflit.

2.5.3 LE RWANDA

Le génocide perpétré au Rwanda en 1994 n'était malheureusement pas le fruit d'un plan exécuté uniquement par des adultes. Plusieurs sources font état de la participation massive d'adolescents et même d'enfants aussi jeunes que 8 ans dans les tueries qui ont fait approximativement 800,000 morts en trois mois³⁶⁸. L'ampleur et la nature des crimes commis dans ce petit pays d'Afrique est indescriptible³⁶⁹.

À la fin du génocide, le système judiciaire et carcéral ne pouvait pas prendre en compte une telle quantité de meurtriers³⁷⁰, et le gouvernement rwandais décida donc en 2001 de remettre au goût du jour les tribunaux *gacaca*³⁷¹. Même si plusieurs affirment qu'ils représentaient un défi énorme, particulièrement en matière d'équité procédurale, les tribunaux *gacaca* constituaient pour plusieurs Rwandais «[...] the

³⁶⁷ Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 à la p. 283.

³⁶⁸ Erin Daly, «Between Punitive and Reconstructive Justice: The Gacaca Courts in Rwanda» (2002) 34 N.Y.U.J. Int'l L. & Pol. 355 à la p. 363 [Daly - «Between Punitive and Reconstructive Justice»].

³⁶⁹ Les chiffres sont contestés, mais l'on parle généralement de 800,000 morts en 100 jours. Voir OAU - The Preventable Genocide, *supra* note 240 au para. 14.80.

³⁷⁰ Comme le mentionne Erin Daly, «[t]he present Rwandan government has grown sceptical of the ability of conventional criminal courts to bring the genocide perpetrators to justice and has deployed this traditional process for the genocide cases, creating a new form of participatory justice». Voir Daly - «Between Punitive and Reconstructive Justice», *supra* note 368 à la p. 356. Voir aussi Comité des droits de l'enfant, *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention - Rwanda*, Doc. Off. CRC NU, Doc. NU CRC/C/70/Add.22 (8 octobre 2003) au para. 18.

³⁷¹ *Loi organique no. 40/2000 du 26 janvier 2001 portant création des «juridictions gacaca» et organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises entre le 1^{er} octobre 1990 et le 21 décembre 1994.*

last best hope for justice and reconciliation»³⁷². Dans la section qui suit, nous allons d'abord décrire la revitalisation de cette institution dans les années qui ont suivi la fin du génocide, puis nous allons examiner la protection qu'ils offrent aux enfants. Finalement, nous allons évaluer comment s'est effectuée leur participation aux tribunaux *gacaca*.

2.5.3.1 Mise sur pied des tribunaux *gacaca*

Les tribunaux *gacaca* étaient déjà une institution au Rwanda avant 2001 mais ils étaient principalement utilisés pour adjuger des litiges civils³⁷³. Il fut donc décidé de créer un processus similaire qui permettrait de promouvoir l'harmonie et la réconciliation au sein de la population rwandaise tout en procédant aux procès de dizaine de milliers de présumés génocidaires³⁷⁴.

En résumé, les objectifs de la mise sur pieds des *gacaca* étaient de :

- (1) établir la vérité sur ce qui s'était passé
- (2) accélérer les procédures judiciaires à l'encontre des accusés de génocide
- (3) éradiquer la culture d'impunité
- (4) réconcilier les Rwandais et renforcer leur unité
- (5) utiliser les capacités de la société rwandaise à faire face à ses problèmes par l'intermédiaire d'une justice fondée sur les coutumes rwandaises³⁷⁵.

La loi organique créant les tribunaux *gacaca* est relativement complexe et elle a été modifiée à plusieurs reprises. Elle divise les suspects en trois catégories. Les *gacaca* sont compétents pour connaître des causes relatives aux trois catégories de suspects, quoique les cas les plus graves relevant de la catégorie 1 relèvent de la juridiction des

³⁷² Daly - «Between Punitive and Reconstructive Justice», *supra* note 368 à la p. 37.

³⁷³ «Generally, the types of conflict dealt with by the gacaca are related to land use and land rights, cattle, marriage, inheritance rights, loans, damage to properties caused by one of the parties or animals, et cetera». Voir «The Preventable Genocide», *supra* note 348 au para. 18.44.

³⁷⁴ «The Preventable Genocide», *ibid.* au para. 18.45.

³⁷⁵ IDEA, *supra* note 196 à la p. 41.

tribunaux ordinaires ou militaires auxquels s'applique le droit commun³⁷⁶. En fonction de la catégorie, et dépendamment si l'accusé a fait des aveux de culpabilité ou non³⁷⁷, et à quel moment dans le processus, la peine d'emprisonnement variera³⁷⁸.

Les tribunaux *gacaca* sont compétents pour juger des crimes commis par des enfants qui étaient âgés entre 14 et 18 ans au moment des faits³⁷⁹. Les enfants qui étaient âgés de moins de 14 ans au moment de la commission des faits «[...] ne peuvent être poursuivis, mais peuvent être placés dans les camps de solidarité pour une période de trois (3) mois»³⁸⁰.

2.5.3.2 Avantages et limites des tribunaux *gacaca*

Plusieurs arguments, positifs et négatifs, ont été avancés pour la revitalisation des *gacaca* dans le but de faire face au génocide de 1994³⁸¹. Il appert que les *gacaca* comportent plusieurs avantages, dont celui d'être accessible aux victimes, leur

³⁷⁶ Les personnes relevant de cette compétence sont : 1° toute personne dont les actes criminels ou de participation criminelle la rangent parmi les planificateurs ou les organisateurs du crime de génocide ou des crimes contre l'humanité, ainsi que ses complices ; 2° toute personne qui, agissant en position d'autorité : au niveau national et préfectoral : dans les structures administratives de l'État, au sein des partis politiques, de l'armée, de la gendarmerie, des confessions religieuses ou des milices, a commis le crime de génocide ou d'autres crimes contre l'humanité ou a encouragé les autres à les commettre, ainsi que ses complices. Voir *Loi Organique modifiant et complétant la Loi Organique n° 16/2004 du 19/6/2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions Gacaca chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994 telle que modifiée et complétée à ce jour* (entrée en vigueur le 1^{er} juin 2008) à l'art. 1 (3) [*Loi Organique 2008*].

³⁷⁷ L'article 11 (2) 1° de la *Loi Organique 2008* énonce les facteurs atténuants pouvant être pris en compte dans la diminution de la peine infligée à un accusé.

³⁷⁸ L'article 17 énonce les peines pour les criminels de la catégorie 1. Voir *Loi Organique 2008*, *supra* note 376 à l'art. 17.

³⁷⁹ *Loi Organique n° 16/2004 du 19/6/2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions Gacaca chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994 telle que modifiée et complétée à ce jour* à l'article 78 [*Loi Organique 2004*] et *Loi Organique 2008*, *supra* note 376 à l'art. 20.

³⁸⁰ *Loi Organique 2004*, *supra* note 379 à l'article 79 (cet article n'a pas été modifié ni abrogé par la loi de 2008).

³⁸¹ Un intéressant encadré énonce plusieurs de ces arguments pour et contre avancés lors des réunions de réflexion avec le Président du Rwanda en 1998-1999. Voir IDEA, *supra* note 196 à la p. 40.

permettant ainsi d'obtenir justice³⁸². Les victimes peuvent aussi obtenir des réparations par le biais de poursuites civiles devant les *gacaca*³⁸³.

Les *gacaca* ont été critiqués, par ailleurs, pour leur manque de protection envers les droits des victimes et ceux des accusés³⁸⁴. Ces derniers n'ont pratiquement pas d'assistance dans leur défense³⁸⁵ et il n'y a pas de règles de preuve, encore moins une liste des éléments des crimes devant être prouvés afin d'établir la culpabilité de l'accusé³⁸⁶. Un autre problème est celui relatif à la confession³⁸⁷. En effet, la loi prévoit des peines réduites à ceux qui confessent leurs crimes³⁸⁸. On peut ainsi douter que les *gacaca* réussiront à établir un récit authentique³⁸⁹ des crimes commis puisque certains accusés seront sans doute tentés de falsifier la vérité afin de bénéficier d'une peine réduite, empêchant ainsi les *gacaca* d'atteindre leur objectif d'établir la vérité sur ce qui s'est passé. Plus globalement, certains sont d'avis que les tribunaux *gacaca* auraient failli à répondre à leurs autres objectifs initiaux, soit de mettre fin à l'impunité et apporter la réconciliation au Rwanda³⁹⁰. Dans cette veine, une autre critique que l'on peut formuler à l'endroit des tribunaux *gacaca* est celle de leur

³⁸² Daly - «Between Punitive and Reconstructive Justice», *supra* note 368 à la p. 377.

³⁸³ Maya Goldstein Bolocan, «Rwandan *Gacaca*: An Experiment in Transitional Justice» (2004) J. Disp. Resol. 355 à la p. 382 [Goldstein Bolocan].

³⁸⁴ Par exemple, l'on rapporte que l'ONG «Ibuka, une association globale qui regroupe les rescapés du génocide, soutient en général le processus des gacaca mais intervient par ses critiques en cas de problèmes, notamment quand les rescapés du génocide sont harcelés suite à leur participation au processus». Voir IDEA, *supra* note 196 à la p. 51.

³⁸⁵ Tout accusé a droit d'être assisté dans sa défense. Voir PIDCP à l'art. 14 (3) d).

³⁸⁶ Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans «International Criminal Justice and Child Protection» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 62. Voir aussi Daly - «Between Punitive and Reconstructive Justice», *supra* note 368 à la p. 382.

³⁸⁷ Tout accusé a le droit de ne pas être forcé de s'avouer coupable. Voir PIDCP à l'art. 14 (3) g).

³⁸⁸ Voir *Loi Organique 2008*, *supra* note 376 aux arts. 10 à 17 et *Loi Organique 2004*, *supra* note 379 aux Chapitres II et IV. Voir aussi Daly - «Between Punitive and Reconstructive Justice», *supra* note 368 à la p. 382.

³⁸⁹ Sur les «mensonges» proférés devant les *gacaca* et sur d'autres critiques pouvant être accordées à ces tribunaux traditionnels rwandais, voir Jean-Rodolphe Fiechter, «The Role of Traditional Justice in Uganda, given Rwanda's Experience of Gacaca» (2010), en ligne : Restorative Justice Online <<http://www.restorativejustice.org/articlesdb/articles/9795>>.

³⁹⁰ Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans «International Criminal Justice and Child Protection» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 60.

compétence matérielle. En effet, la loi organique ayant institué les tribunaux *gaçaça* a prévu une compétence *rationae materiae*³⁹¹ excluant les crimes de guerre, et conséquemment, les crimes commis par le FPR ne tombent pas sous le coup de la juridiction de ces instances³⁹². Quoique les Tutsis ont été systématiquement visés par les Hutus et sont les principales victimes du génocide, les Hutus n'ont pas le sentiment que justice leur a été rendue pour les crimes commis à leur égard par les Tutsis; cela ne peut évidemment pas contribuer à la réconciliation nationale³⁹³.

Finale­ment, au niveau de la célérité des procès, force est de constater qu'en 2007, soit cinq ans après le début des tribunaux *gaçaça*, seulement 1200 jugements avaient été rendus, et 120 000 autres présumés bourreaux sont toujours en attente de procès³⁹⁴. Quoiqu'on ait compté sur une procédure simplifiée pour accélérer les procès, il semble que les *gaçaça* n'aient pas rempli toutes leurs promesses³⁹⁵.

2.5.3.3 *La protection offerte aux enfants par les tribunaux gaçaça et leur participation à ce mode de justice traditionnelle*

Au regard des enfants ayant participé aux audiences des tribunaux *gaçaça*, il appert que bon nombre de principes de protection reconnus par le système international relatif à la justice juvénile n'aient pas été respectés. Par exemple, la protection de l'identité de l'enfant n'a pas été garantie³⁹⁶. Les juges sont souvent de simples

³⁹¹ Loi organique du 30 août 1996 sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité (entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1996) à l'art. 1.

³⁹² Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans «International Criminal Justice and Child Protection» dans Parmar, *supra* note 4, 31 à la p. 61.

³⁹³ La même critique est faite au TPIR. Voir Goldstein Bolocan, *supra* note 383 à la p. 370. Plus généralement, les *gaçaça* n'auraient pas atteint leur objectif de réconcilier les Tutsis et les Hutus. Voir Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 4, 31 à la p. 62.

³⁹⁴ H. Patrick Glenn, *Legal Traditions of the World*, Oxford University Press, Oxford, 2007 à la p. 69.

³⁹⁵ Goldstein Bolocan, *supra* note 383 à la p. 381.

³⁹⁶ Alison Smith, «Basic Assumptions of Transitional Justice and Children» dans Parmar, *supra* note 5, 31 à la p. 60.

citoyens, dont certains seraient même analphabètes³⁹⁷ et doivent exercer leurs fonctions *pro bono*, ouvrant ainsi la porte à la corruption et à l'intimidation³⁹⁸. Cela contrevient à certains instruments internationaux auxquels est partie le Rwanda, dont le PIDCP qui prévoit que «[t]oute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial»³⁹⁹, et aux autres instruments relatifs aux droits de l'enfant et à la justice juvénile.

Il y a peu de documentation disponible au sujet de la participation des enfants en tant que bourreaux aux tribunaux *gacaca*. Néanmoins, une justice traditionnelle institutionnalisée comme celle des *gacaca* pourrait permettre, si elle était effectuée en respectant les droits fondamentaux des enfants, de répondre tant à l'impératif d'imputabilité que des besoins des victimes de connaître la vérité et d'obtenir justice. Bien que ce modèle ne soit pas parfait, il offre quand même un prototype duquel on pourrait s'inspirer advenant le besoin d'autres États de recourir à une certaine forme d'imputabilité pour les enfants.

2.5.4 Les conclusions préliminaires

La justice traditionnelle peut être plus formelle, comme les *gacaca* au Rwanda qui sont régulés par la législation, ou plus informelle, tel le mécanisme du *mato oput* dans le nord de l'Ouganda. Peu importe les mécanismes créés ou revitalisés, ils doivent

³⁹⁷ Goldstein Bolocan, *supra* note 383 à la p. 386.

³⁹⁸ *Ibid.* à la p. 388. Voir aussi Constance F. Morrill, «Reconciliation and the Gacaca: The Perceptions and Peace-Building Potential of Rwandan Youth Detainees» (2004), en ligne : The Online Journal of Peace and Conflict Resolution <http://www.trinstitute.org/ojpcr/6_1morrill1.pdf>.

³⁹⁹ Le PIDCP prévoit en outre que «[l]e huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement [...]. Voir PIDCP à l'art. 14 (1).

dans tous les cas respecter les droits fondamentaux des enfants. Là où cela risque d'être compromis est lorsque l'État a un moins grand contrôle sur les communautés où retournent vivre les enfants.

Toutefois, d'autres⁴⁰⁰ mettent en garde contre certaines pratiques de justice traditionnelle qui peuvent perpétuer certaines pratiques discriminatoires, particulièrement à l'égard des personnes de sexe féminin. En effet, certains mécanismes peuvent exclure les femmes, que ce soit en tant que décideuses ou en tant que participantes, comme les filles-soldates. Une des critiques adressées au sujet du *mato oput* est qu'il est discriminatoire, en ce sens qu'il ne tient pas compte des besoins et des idées des femmes et des filles dans les processus de décision, d'arbitrage et de négociation⁴⁰¹. Comme le mentionne l'UNICEF, «[t]raditional justice is uncritical of patriarchal, community-based power structures. Is it possible, in that case, to envision a egalitarian approach to traditional justice? Can traditional justice systems be reformed to meet international standards with regard to gender parity, nondiscrimination and child rights?»⁴⁰². En sachant que les filles forment 10 à 30% des effectifs des groupes armés⁴⁰³, le commentaire ci-dessus ne doit absolument pas être ignoré.

Quant à la peine infligée à l'enfant suite à la conduite d'un rituel de justice traditionnelle, il est évident qu'une communauté ne peut arbitrairement décider de

⁴⁰⁰ «Outcome Document 2008», *supra* note 19 à la p. 8. L'UNICEF se demande donc si la justice traditionnelle peut être réformée afin de se conformer aux standards universels d'égalité entre les sexes, de non-discrimination et des droits des enfants.

⁴⁰¹ Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 à la p. 282.

⁴⁰² «Outcome Document 2008», *supra* note 19 à la p. 8. L'IDEA souligne le même problème au sujet des pratiques traditionnelles en Sierra Leone : «Les mécanismes de justice traditionnelle sont généralement dominés par les hommes et il n'est fait aucune place aux jeunes, qui sont considérés comme immatures et encore trop ignorants des coutumes communautaires». Voir IDEA, *supra* note 196 à la p. 144. Voir aussi UNROL - «Approche de la justice pour les enfants commune aux entités du système des Nations Unies», *supra* note 6 à la p. 13.

⁴⁰³ Mary-Jane Fox, «Girl Soldiers: Human Security and Gendered Insecurity» (2004) 35 Security Dialogue 465 à la p. 465 [Fox].

priver l'enfant de sa liberté ou encore de le soumettre à la peine de mort. De ce fait, l'État concerné doit s'assurer que la *lex talionis* ne règne pas dans les communautés affectées par le conflit armé et assurer aux enfants une protection maximale contre toute privation de liberté illégale ou arbitraire, voire contre la peine capitale. À ce titre, une justice traditionnelle relativement bien encadrée et respectant les droits de l'enfant tels que reconnus par le droit international peut promouvoir tant les droits de l'enfant que la réconciliation communautaire.

Le Comité des droits de l'enfant met les États en garde à l'effet d'utiliser les méthodes alternatives de justice traditionnelle seulement lorsqu'il est évident que l'enfant a commis ledit crime⁴⁰⁴. D'ailleurs, non seulement peut-il être ardu d'établir cette responsabilité individuelle de l'enfant, mais il semble qu'il ne soit pas approprié d'utiliser la justice traditionnelle lorsque des crimes internationaux ont été commis. Malgré ce qui précède, quelles autres options s'offrent à l'État devant des milliers d'enfants-soldats bourreaux?

2.6 L'AMNISTIE

L'amnistie⁴⁰⁵ est définie comme étant des mesures légales ayant pour effet de

- a) Proscrire sans effet rétroactif la mise en mouvement de l'action publique et, dans certains cas, de l'action civile contre certains individus ou catégories d'individus, pour un comportement criminel précis préalable à l'adoption de l'amnistie; ou

⁴⁰⁴ *Observation Générale No. 10, supra* note 79 au para. 45.

⁴⁰⁵ «Amnistie» vient du mot grec *amnestia* qui signifie «oubli». Comme le mentionne le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, «[l]a racine grecque a la connotation d'oubli et de perte de mémoire plutôt que de pardon d'un crime qui a déjà été condamné pénalement». Voir Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Amnisties» (2009), en ligne : OHCHR.org <http://www.ohchr.org/Documents/Publications/Amnesties_fr.pdf> à la p. 5.

- b) Supprimer rétroactivement la responsabilité en droit établie antérieurement.

Donc, en tant que mesure législative permettant d'empêcher toute poursuite pénale à l'égard d'une personne, l'amnistie a été largement utilisée dans les dernières décennies par plusieurs pays sortant d'un conflit armé sous la prémisse qu'elle permet d'atteindre la paix plus aisément, plus rapidement⁴⁰⁶.

Toutefois, sa légalité en droit international est de plus en plus contestée, quoiqu'aucun traité ne l'interdit explicitement⁴⁰⁷. Le Secrétaire général de l'ONU a réitéré que les amnisties «[...] ne doivent en aucun cas être utilisées pour excuser des actes de génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des atteintes graves aux droits de l'homme»⁴⁰⁸. D'ailleurs, certaines institutions ont jugé que les amnisties violent le droit des victimes à des recours effectifs, recours qui sont prévus dans les instruments de droit international dont le PIDCP⁴⁰⁹. Le Haut-commissariat

⁴⁰⁶ Plus de 420 processus d'amnistie auraient été instaurés depuis la Deuxième Guerre mondiale : voir Louise Mallinder, «Can Amnesties and International Justice be Reconciled?» (2007) 1 Int'l J. Transitional Justice 208 aux pp. 209-210.

⁴⁰⁷ Bakker, *supra* note 27 à la p. 19. Toutefois, un pays qui adopterait une amnistie visant à exclure la responsabilité pour les crimes relevant du Statut de Rome, dans l'éventualité où ledit pays a ratifié ou adhéré à ce traité, irait à l'encontre de l'esprit du Statut. L'amnistie serait donc caduque. Voir : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Poursuites du parquet» (2006), en ligne : OHCHR.org <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawProsecutionsfr.pdf>> à la p. 25, *Convention de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales*, 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331. aux arts. 19 (a), 26 et 27.

⁴⁰⁸ *Rapport justice transitionnelle*, *supra* note 16, au para. 32. Cette interdiction est aussi réitérée dans *l'Ensemble de principes pour la lutte contre l'impunité* qui affirme que «[l]es auteurs des crimes graves selon le droit international ne peuvent bénéficier de telles mesures tant que l'État n'a pas satisfait aux obligations énumérées au principe 19 ou qu'ils n'ont pas été poursuivis par un tribunal international, internationalisé ou national compétent hors de l'État en question». Voir Orentlicher - *Ensemble de principes actualisé*, *supra* note 4 au Principe 24 et d'autres documents onusiens tels les principes de DDR : voir UNDDR, *supra* note 18 à la p. 20.

⁴⁰⁹ Bakker, *supra* note 27 à la p. 19 et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Amnisties» (2009), en ligne : OHCHR.org <http://www.ohchr.org/Documents/Publications/Amnesties_fr.pdf> à la p. 12. Dans tous les cas, le Principe 2 de l'Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité, qui prévoit le droit inaliénable à la vérité, devrait être

aux droits de l'Homme a affirmé clairement en 2009 que les amnisties couvrant les crimes internationaux étaient illicites⁴¹⁰.

2.6.1 L'amnistie et les enfants-soldats

Évidemment, l'amnistie pose problème au regard des enfants en ce sens qu'elle ne peut être accordée que s'il existe effectivement une responsabilité criminelle. Donc, se pose la question de savoir si l'enfant est criminellement responsable pour les actes qui lui sont reprochés. Certains avancent que d'offrir l'amnistie aux enfants-soldats serait cohérent avec le fait que l'on doive considérer les enfants comme des victimes des conflits armés. Cette amnistie éviterait donc à l'enfant d'être poursuivi devant les juridictions nationales ; toutefois, certains se demandent si cela est dans l'intérêt supérieur de l'enfant, particulièrement des adolescents⁴¹¹.

Christine Bakker affirme en effet qu'offrir l'amnistie aux enfants irait à l'encontre de la tendance actuelle qui veut que l'amnistie ne soit pas offerte aux auteurs de crimes internationaux⁴¹². La question est donc loin d'être réglée. Nous allons voir ci-dessous deux exemples de pays ayant accordé l'amnistie aux enfants, soit l'Ouganda et la Sierra Leone.

respecté. Voir Orentlicher - *Ensemble de principes actualisé*, *supra* note 2 au Principe 2. Voir aussi Comité des droits de l'homme, *Observation générale No. 31 «La nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte»*, Doc. Off. CDH NU, Doc. NU CCPR/C/21/Rev.1/Add.13 (26 mai 2004) au para. 18.

⁴¹⁰ Il s'agit là de la position de l'ONU. Voir Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Amnisties» (2009), en ligne : OHCHR.org <http://www.ohchr.org/Documents/Publications/Amnesties_fr.pdf> aux pp. 11 à 24.

⁴¹¹ Bakker, *supra* note 27 à la p. 27.

⁴¹² Bakker, *supra* note 27 à la p. 27.

2.6.2 L'Ouganda

Une loi d'amnistie a été adoptée en Ouganda en 2000⁴¹³. Cette loi a pour objectifs de répondre au désir des Ougandais de mettre fin au conflit armé, de se réconcilier avec ceux qui leur ont causé des torts et de reconstruire leurs communautés, ainsi que de répondre au désir et à la détermination du gouvernement ougandais de mettre en œuvre sa politique de réconciliation dans le but d'établir la paix, la sécurité et la tranquillité à travers le pays⁴¹⁴. La loi prévoit donc l'amnistie pour tout Ougandais engagé dans le conflit armé ou la rébellion contre le gouvernement, que cette personne ait directement participé aux combats ou collaboré avec les auteurs. Les plus récents chiffres indiquent que 15,000 ex-combattants de l'ARS ont bénéficié de l'amnistie⁴¹⁵, dont des enfants âgés de plus de 12 ans.⁴¹⁶

Quoique la loi d'amnistie ait pour objectif de répondre au désir des Ougandais de mettre fin au conflit armé, l'International Crisis Group soutient que l'amnistie ne peut, à elle seule, guérir les blessures laissées par le conflit armé dans ce pays. À cet effet, il est souligné dans leur récent rapport sur l'Ouganda que plusieurs communautés n'acceptent pas que des personnes ayant appartenu à l'ARS vivent parmi eux. Ainsi, plusieurs démobilisés ne retournent pas dans leurs familles et leurs communautés par peur de représailles⁴¹⁷. C'est aussi la situation que vivent beaucoup de jeunes femmes ayant donné naissance à un enfant issu d'une relation avec un combattant de l'ARS: elles restent dans des camps de déplacés parce que leurs

⁴¹³ La loi a légèrement été modifiée en 2006 pour permettre au ministre des affaires intérieures d'exclure certaines personnes de la possibilité d'obtenir l'amnistie. Voir *Ugandan Amnesty Act, 2000* (Ouganda), 2000, c. 294 (entrée en vigueur le 21 janvier 2000).

⁴¹⁴ *Ugandan Amnesty Act, 2000* (Ouganda), 2000, c. 294 (entrée en vigueur le 21 janvier 2000) aux paras. 2-3 du Préambule.

⁴¹⁵ International Crisis Group, *supra* note 363 à la p. 23.

⁴¹⁶ Prudence Acirokop, «The potential and limits of *mato oput* as a tool for reconciliation and justice» dans Parmar, *supra* note 5, 267 à la p. 275. L'amnistie pouvant être accordée à tout Ougandais, cela inclut incidemment les enfants.

⁴¹⁷ International Crisis Group, *supra* note 363 à la p. 24.

familles les rejettent⁴¹⁸. Ainsi, l'amnistie *de facto* ou l'amnistie *de lege* ne semble pas être la solution appropriée pour permettre aux enfants d'être acceptés de nouveau dans leurs communautés, du moins dans un pays comme l'Ouganda. Au vu de la discussion antérieure au sujet des tribunaux ougandais, de l'inadéquation apparente de la justice traditionnelle et des quelques paragraphes précédents au sujet de l'amnistie, il semble que la question de l'imputabilité pour les enfants-soldats ougandais soit un débat sans réponse claire, du moins au moment d'écrire ces lignes.

2.6.3 La Sierra Leone

L'Accord de Lomé accordait l'amnistie à tout combattant, peu importe les crimes qu'il ou elle avait commis, du début du conflit jusqu'à la date de signature de l'accord en 1999⁴¹⁹. Cette mesure avait pour objectif de consolider la paix et de promouvoir la réconciliation nationale⁴²⁰. Même si une personne avait commis des crimes internationaux, elle pouvait recevoir l'amnistie. À ce sujet, le Secrétaire général de l'ONU a exprimé que

Comme pour d'autres accords de paix, de nombreux compromis ont été nécessaires pour parvenir à l'Accord de paix de Lomé. En conséquence, les conditions qui ont permis d'obtenir cette paix, en particulier les dispositions relatives à l'amnistie, seront peut-être difficiles à concilier avec l'objectif consistant à mettre un terme à la culture de l'impunité [...]. C'est pourquoi j'ai donné pour instructions à mon Représentant spécial, lorsqu'il signerait l'accord de paix, d'émettre une réserve indiquant expressément que, au regard de l'Organisation des Nations Unies, l'amnistie ne saurait englober le crime international de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et autres violations graves du droit international humanitaire⁴²¹.

⁴¹⁸ UNICEF, «Child mothers face stigma of rejection» (2005), en ligne : UNICEF <http://www.unicef.org/infobycountry/uganda_24566.html>.

⁴¹⁹ *Accord de paix de Lomé*, *supra* note 277 à l'art. 9 (2).

⁴²⁰ *Ibid.* à l'art. 9 (3).

⁴²¹ *Septième Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone*, Doc. Off. CSNU, 54^e sess., Doc. NU S/1999/836 (30 juillet 1999) au para. 54.

Quoiqu'il s'agisse ici de la position onusienne, et malgré que la Cour spéciale pour la Sierra Leone ait jugé que l'amnistie conférée par l'Accord de Lomé pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité était illégale rendant celui-ci caduc⁴²², l'amnistie a quand même été accordée à des personnes ayant commis des crimes internationaux.

2.6.4 Les conclusions préliminaires

Un des arguments les plus souvent avancés pour ne pas accorder l'amnistie aux enfants-soldats est que cette façon de faire leur envoi un mauvais message ainsi qu'à ceux qui les enrôlent, en ce sens que de graves crimes peuvent se commettre en toute impunité⁴²³. Nous croyons qu'il s'agit là d'un argument somme toute valable, mais les États faibles se remettant d'une situation de violence massive ont-ils vraiment le choix de ne pas accorder d'amnisties aussi larges? Les plus récents accords de paix ne mentionnent pas la question de l'amnistie, ce qui pourrait nous permettre de croire que cela peut constituer l'autorisation implicite d'accorder une amnistie *de facto*, ou encore la discrétion au pouvoir transitionnel d'accorder l'amnistie *de lege*. Quoi qu'il en soit, un examen de la pratique actuelle démontre qu'il n'y a pas de tendance claire visant à ne pas accorder d'amnistie aux personnes ayant commis de graves crimes⁴²⁴.

⁴²² *Prosecutor v. Morris Kallon et Brima Bazzy Kamara*, SCSL-2004-15-AR72(E) et SCSL-2004-16-AR72(E), Décision (13 mars 2004) (Cour spéciale pour la Sierra Leone, Chambre d'appel), en ligne : CSSL <<http://www.sc-sl.org/LinkClick.aspx?fileticket=Udgg3lQFfi0%3d&tabid=197>>.

⁴²³ Michael Wessells, *Child Soldiers: From Violence to Protection*, Cambridge, Harvard University Press, 2006 aux pp. 219-220.

⁴²⁴ Une loi d'amnistie a récemment été adoptée en RDC, et elle exclut les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime de génocide de son champ matériel. Comme il n'y a pas de «compétence» *rationae personae* prévue dans cette loi, des enfants pourraient bénéficier de l'amnistie. La «compétence» temporelle est, pour sa part, de juin 2003 à mai 2009. Toutefois, comme le mentionne l'ICTJ, les limites inhérentes au système judiciaire congolais ainsi que la culture d'impunité qui règne en RDC vont sans doute faire en sorte que cette amnistie sera généralisée et permettra à tous les Congolais ayant commis de graves crimes d'échapper à la justice. Voir *Loi No. 09 du 6/05/2009 portant amnistie pour faits de guerres et insurrectionnels commis dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (République démocratique du Congo)* (entrée en vigueur le 6 mai 2009) à l'art. 3 et International Centre for Transitional Justice, «Amnesty Must Not Equal Impunity» (2009), en ligne : International Centre for Transitional Justice <http://www.ictj.org/static/Factsheets/ICTJ_DRC_amnesty_fs2009.pdf> à la p. 2.

De larges amnisties ont été accordées en Sierra Leone, en Ouganda et bien d'autres encore. Bien que le droit international milite en faveur d'amnisties excluant les crimes internationaux, celles adoptées dans les dernières années ne vont pas en ce sens⁴²⁵. D'ailleurs, 90% des pays aux prises avec un conflit armé à l'heure actuelle sont des pays en voie de développement. Il est donc institutionnellement impensable d'instaurer un mécanisme d'imputabilité qui saura à la fois remplir les obligations internationales de ces États en matière de lutte contre l'impunité et satisfaire les victimes de graves crimes quand les conflits seront terminés. Les ressources sont insuffisantes. Le support de la communauté internationale aussi⁴²⁶. L'amnistie apparaît donc indispensable.

⁴²⁵ UNICEF, «The State of the World's Children 2008 - Children Survival» (Décembre 2007), en ligne : UNICEF <<http://www.unicef.org/sowc08/>> à la p. 26.

⁴²⁶ Par exemple, la CSSL est aux prises avec de constantes crises de financement; elle est financée à 100% par des contributions volontaires des États. Voir *Agreement between the United Nations and the Government of Sierra Leone on the Establishment of a Special Court for Sierra Leone* (16 janvier 2002) à l'art. 6 et Special Court for Sierra Leone, «Report on the Special Court for Sierra Leone Submitted by the Independent Expert Antonio Cassese» (12 décembre 2006), en ligne : SCSL <<http://www.sc-sl.org/LinkClick.aspx?fileticket=VTDHyrHasLc=&>> au para. 41.

CONCLUSION

Graça Machel a bien résumé la difficulté que soulève la commission de crimes par des enfants-soldats. Elle affirmait en 1996 que «[l]a difficulté de savoir comment traiter des enfants qui sont accusés d'avoir commis des actes de génocide illustre la complexité de la tâche consistant à faire la part de la culpabilité, du sens de la justice aux yeux de la communauté et des intérêts de l'enfant»⁴²⁷.

Même si les ressources post-conflit semblent ne pouvoir permettre de tenir judiciairement responsables chacun des bourreaux d'un conflit armé ou d'une situation de violence massive, la lutte contre l'impunité doit impérativement se faire au meilleur de la capacité des autorités étatiques avec la contribution la plus large possible de la communauté internationale. Les auteurs de crimes les plus graves doivent être poursuivis, jugés et se voir attribuer une peine correspondante à la gravité de leurs crimes. S'il n'est pas possible de tenir des procès pénaux pour les enfants-soldats, procès qui respecteraient les droits procéduraux et les droits humains fondamentaux, alors des mesures alternatives doivent être prises à leur égard. Même si les enfants-soldats doivent être d'abord et avant tout considérés comme des victimes des conflits armés et d'autres situations de violence massive, leurs victimes ont le droit de voir leurs bourreaux prendre entière responsabilité pour leurs actes et le cas échéant être punis.

Le droit international, création des États, est on ne peut plus clair. Les États ont l'obligation de poursuivre les génocidaires, les criminels de guerre et les criminels contre l'humanité. Les États ne peuvent d'abord accepter d'être obligés par le droit international à poursuivre les violateurs des droits humains, en ratifiant ou en adhérant aux conventions, puis ensuite invoquer une panoplie de raisons pour se

⁴²⁷ «Impact des conflits armés sur les enfants», *supra* note 245 au para. 250.

délivrer de leurs obligations⁴²⁸. Toutefois, les instruments du droit international n'ont pas de position claire et constante sur la question de la responsabilité pénale des enfants. En effet, le droit contraignant traite de la question des auteurs de crimes internationaux sans édicter de règles spécifiques dans l'éventualité où le bourreau était un enfant. Quant aux normes non contraignantes, elles énoncent simplement que les enfants-soldats bourreaux doivent d'abord et avant tout être considérés comme des victimes et que si l'on choisit tout de même de les tenir responsables de leurs crimes, il faut idéalement que cela se fasse par le biais d'un processus non judiciaire. Si l'incarcération est choisie comme punition, elle doit être de la plus brève durée possible.

Il semblerait néanmoins que plus une société a vécu de violence, plus elle a besoin de mécanismes officiels d'imputabilité, tels des procès⁴²⁹. Cela va de pair avec l'obligation qu'ont les États de mettre un terme à l'impunité pour crimes graves et le droit des victimes de voir justice être rendue. Cela dit, force est de constater qu'il est souvent impossible pour les États de conduire des procès criminels en période transitionnelle, entre autres parce que leurs systèmes judiciaires et carcéraux sont

⁴²⁸ Plusieurs pays africains démontrent une certaine fatigue vis-à-vis l'attitude occidentale dans la lutte contre l'impunité, particulièrement au regard de la Cour pénale internationale et de l'exercice de la compétence universelle. Pourtant, plusieurs de ces pays sont parties aux conventions internationales permettant l'exercice de cette compétence ou encore au Statut de Rome. Voir entre autres: African Union, Executive Council, 13^e sess., *Report of the Commission on the use of the principle of universal jurisdiction by some non-african States as recommended by the conference of ministers of justice/attorney general*, Doc. EX.CL/411(XIII) (2008). Ce rapport a été suivi d'une demande à l'Assemblée générale de l'ONU pour inclure l'abus de la compétence universelle en tant qu'item à l'agenda pour la 63^e session de l'assemblée. Voir *Request for the inclusion of an additional item in the agenda of the sixty-third session: Abuse of the principle of universal jurisdiction*, Doc. Off. AG NU, 63^e sess., Doc. NU A/63/237 (3 février 2009). Voir aussi : Charles Jalloh, «The African Union and the International Criminal Court: The Summer of Our Discontent(s)» (6 août 2010), en ligne : Jurist Forum <<http://jurist.org/forum/2010/08/the-african-union-and-the-international-criminal-court-the-summer-of-our-discontents.php>> et Charles J. Jalloh, «Regionalizing International Criminal Law?» (2009) 9 Int'l L. Crim. Rev. 445.

⁴²⁹ «Evidence from surveys conducted suggests that the more violence people are exposed to the more they have the need for formal accountability mechanisms». Voir «Outcome Document 2008», *supra* note 19 à la p. 22.

incapables d'assumer un tel fardeau. Comme l'affirmait Cohn au sujet de la Sierra Leone, et sur les tribunaux nationaux plus généralement en période post-conflit

[...] if there was no amnesty and if the national juvenile system were able to cope with the many children who have committed crimes in the course of the war, persons as young as 14 would be potentially held liable under domestic law. Furthermore, such a system would be unlikely to offer the international guarantees of due process, the specialized staff, the oversight and the potential to follow-up that a Special Court should be able to offer. Finally, the dispositions applicable in domestic courts might be much harsher than those available to the judges of the Special Court and might include imprisonment or corporal punishment.

Quant aux commissions vérité-réconciliation, la participation des enfants à leurs activités peut être grandement bénéfique, mais l'impact sociétal de ces commissions sur la réconciliation communautaire reste encore à établir lorsque des enfants-soldats sont des bourreaux. Dans tous les cas, la participation des enfants doit se faire en respectant leur bien-être physique et psychologique, ainsi que les droits humains fondamentaux.

Au regard de la justice traditionnelle, force est d'admettre qu'il est encore tôt dans le champ de la justice transitionnelle pour conclure à l'efficacité ou à la pertinence d'avoir recours aux pratiques traditionnelles en période post-conflit⁴³⁰. Il peut être plus aisé de pratiquer cette forme de justice lorsqu'un petit nombre d'enfants-soldats est en cause. Les enfants doivent pouvoir librement admettre les crimes qu'ils ont commis sans aucune forme de contrainte. Ils doivent pouvoir bénéficier de toute mesure de protection possible telle la présence de leurs familles. Mais lorsque des centaines voire des milliers d'enfants doivent être réintégrés, la justice traditionnelle à elle seule risque d'être impraticable.

⁴³⁰ Comme le mentionnent certains auteurs, «[...] little is actually known about whether cultural practices (religious and traditional) have the potential to positively contribute to the healing and reconciliation of children, or what kind of approaches and methods best contribute to the long-term reconciliation and recovery of children». Voir Philip Cook et Cheryl Heykoop, «Child Participation in the Sierra Leone Truth & Reconciliation Commission» dans Parmar, *supra* note 5, 159 à la p. 185.

Évidemment, la question de l'imputabilité des enfants-soldats choque la conscience et soulève d'énormes débats⁴³¹. Ainsi, d'autres arguments, que nous n'avons pas évoqués dans ce mémoire, sont aussi avancés par certains afin d'exclure toute imputabilité aux enfants-soldats ayant commis de graves crimes. Par exemple, l'argument que les enfants sont incapables de former la *mens rea* requise pour les crimes internationaux est souvent évoquée⁴³². Comme le rapporte la juge Winter au sujet de ses rencontres avec des enfants accusés de génocide, «[...] presque personne ne comprenait la véritable signification ni la portée du crime de génocide»⁴³³. Est-ce que le fait qu'un enfant ne peut être poursuivi parce que le procureur ne pourra pas prouver la *mens rea* requise pour établir la culpabilité d'un crime diminue sa responsabilité au regard de ses victimes⁴³⁴? Évidemment, il faut répondre par la négative à cette question. Toutefois, cet enfant pourra être poursuivi pour le crime sous-jacent, tel le meurtre, donc cet argument avancé par certains est plutôt théorique que pratique.

⁴³¹ À titre d'exemple, le procès de l'enfant-soldat canadien Omar Khadr a soulevé d'énormes débats tant chez nous qu'à l'étranger. Quoique les faits entourant la vie personnelle et les crimes commis par Khadr diffèrent grandement de l'enfant-soldat dont il a été question dans ce mémoire, sa situation d'enfant et son traitement par les autorités américaines a fait couler beaucoup d'encre.

⁴³² Pour le crime de génocide, on parle plutôt d'intention spécifique de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Quant au crime contre l'humanité, il s'agit de la commission d'un acte prohibé commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque. Les crimes de guerre ont aussi leurs spécificités, pour lesquelles nous renvoyons le lecteur aux *Éléments des crimes* de la Cour pénale internationale, entre autres. Voir : Assemblée des États Parties, *Éléments des crimes*, Doc. NU ICC-ASP/1/3, 1^{ère} sess., (9 septembre 2002), en ligne : Cour pénale internationale <http://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/994756C0-045D-49FD-8CD4-8EA1E3EF35AA/0/Element_of_Crimes_French.pdf>. Voir aussi Manirakiza, *supra* note 113 aux pp. 729-730. Voir aussi Willie McCarney, «Child soldiers: Criminals or Victims? Should Child Soldiers Be Prosecuted for Crimes Against Humanity?», dans *L'enfant et la guerre : 7e Séminaire de l'IDE*, Sion (Suisse), 2002, en ligne : Institut international des droits de l'enfant <<http://www.childsrights.org/html/documents/Publications/Book-enfant-guerre.pdf>> 26 à la p. 31. Voir généralement Kai Ambos, «What does 'intent to destroy' in genocide mean?» (2010) 91:876 R.I.C.R. 833.

⁴³³ Manirakiza, *supra* note 113 à la p. 730.

⁴³⁴ Évidemment, un enfant pourrait être poursuivi pour une infraction moindre et incluse, tel le meurtre, sans qu'une accusation de crime international ne soit portée contre lui. Malgré tout, la *mens rea* devra généralement être prouvée, ce qui risque d'être extrêmement complexe en situation de violence collective et massive.

D'autres arguments pour diminuer la responsabilité des enfants-soldats sont parfois avancés, entre autres par des psychologues ayant longuement travaillé avec des enfants-soldats en zone de conflit. L'un de ces spécialistes bien connus est le psychologue Michael Wessells, qui a abondamment écrit sur les effets psychologiques de la guerre sur les enfants ainsi que sur la réintégration post-conflit. Wessells affirme que

[c]hildren do a number of things when they are subjected to [such circumstances], but the most frequent is a process of splitting or dissociation : They literally cut themselves off from their past identity and construct a new identity more appropriate to their new situation – and they do things that are appropriate in that world, such as killing⁴³⁵.

En invoquant à la fois des arguments tels que l'âge et les traumatismes que leur font vivre les conflits armés, certains sont d'avis que les enfants n'arrivent pas à distinguer entre le bien et le mal. En outre, les normes sociales, comme le fait que dans certaines sociétés l'obéissance des enfants aux aînés est impérative, sont des éléments dont il faut tenir compte dans toute considération de l'intention des enfants d'effectivement commettre les crimes, et incidemment dans la détermination de la peine à leur être attribuée dans tout mode d'imputabilité⁴³⁶.

Les pays africains qui ont fait l'objet d'une étude dans ce mémoire sont tous parties aux principales conventions internationales réprimant les crimes les plus graves. La plupart ont fait preuve de détermination dans la poursuite d'une ou de plusieurs formes de justice transitionnelle. Certes, ces États ont besoin de l'aide financière et technique de la communauté internationale afin de mener à bien ces projets. Mais l'Afrique peut et doit prendre d'autres mesures afin que sa population connaisse enfin la paix durable. Il excéderait le champ de ce mémoire que de comprendre les causes des conflits armés, comment les prévenir et surtout comment empêcher que des

⁴³⁵ Michael Wessells, cité dans Cécile Aptel, «International Criminal Justice and Child Protection» dans Parmar, *supra* note 5, 67 à la p. 108.

⁴³⁶ W. McCarney, cité par Cécile Aptel, «International Criminal Justice and Child Protection» dans Parmar, *supra* note 5, 67 à la p. 107 et note de bas de page 121.

enfants soient enrôlés pour combattre dans des conflits armés. Une chose est certaine toutefois, l'éducation primaire peut jouer un rôle capital afin de contrer la problématique des enfants-soldats⁴³⁷.

Nous croyons que dans la situation idéale, tous les enfants du monde auraient droit et accès à une éducation de base. En Sierra Leone, quand le conflit armé a débuté, l'analphabétisme des filles était de 88,75% et celui des garçons était de 69,3%⁴³⁸. Quand toute une population ne peut ni lire ni écrire, quel présent et quel avenir a-t-elle si ce n'est que celui des armes? Le même parallèle peut être fait avec les madrasas au Pakistan; l'éducation et la subsistance des jeunes garçons est prise en charge par des extrémistes musulmans dans des écoles coraniques où on leur enseigne un islam décalé⁴³⁹. Si l'État est incapable de subvenir aux besoins de base de sa population, d'autres sauront décidément en profiter. Les enfants sont vulnérables, qu'ils soient Canadiens, Afghans, Ougandais ou Sierra Léonais. Il faut les protéger coûte que coûte. On ne peut plus seulement guérir. Il faut prévenir et cela commence avec l'accès à une éducation de base universelle. Il en va de l'avenir et de la sécurité de notre monde⁴⁴⁰.

⁴³⁷ *Rapport du Secrétaire général sur la Prévention des conflits armés*, Doc. Off. CSNU, 56^e année, Doc. NU S/2001/574 (7 juin 2001) au para. 124 et Corriero, *supra* note 22 à la p. 352, entre autres.

⁴³⁸ Rapport de la CVR Sierra Leone, *supra* note 14, vol. 2, chapitre 2 à la p. 240 au para. 32.

⁴³⁹ Sans généraliser au sujet de toutes les madrasas, il existe quand même un très grand phénomène de radicalisation entretenu par certaines madrasas pakistanaïses. Voir entre autres International Crisis Group, «Pakistan: Karachi's Madrasas and Violent Extremism» (29 mars 2007), en ligne : International Crisis Group <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/130_pakistan_karachi_s_madrasas_and_violent_extremism.ashx>.

⁴⁴⁰ Fox, *supra* note 403 à la p. 466. Voir aussi Michael G. Wessells, «Children, Armed Conflict, and Peace» (1998) 35 *Journal of Peace Research* 635 à la p. 636. L'objectif no. 2 des Objectifs du millénaire pour le développement souhaite «assurer l'éducation primaire pour tous», permettant ainsi à tous les garçons et toutes les filles du monde de compléter un cycle complet d'éducation primaire d'ici 2015. Bien que certains progrès aient été accomplis, le plus récent rapport sur les objectifs du millénaire nous montre toutefois que les filles continuent de subir d'importantes discriminations dans leur droit à l'éducation. Voir : Campagne pour les objectifs du millénaire, «Objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport 2010» (Septembre 2010), en ligne : Campagne du Millénaire <<http://www.campagnedumillenaire.org/Rapport-Objectifs-du-Millenaire>> à la p. 18.

Nous pouvons donc conclure en affirmant que la lutte essentielle qui doit être menée sans relâche est celle de la mise en œuvre universelle du droit à l'éducation : la place des enfants devrait être sur les bancs d'école, et non les bancs des tribunaux. Cela peut sembler bien idéaliste mais au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, on rêvait d'une cour pénale internationale qui mettrait fin à l'impunité pour les crimes les plus odieux. Cinquante ans plus tard, cette cour était devenue réalité. Espérons maintenant que la protection des enfants occupera une aussi grande place dans le cœur des internationalistes et des politiciens, et que la poursuite de criminels de guerre et incidemment du fléau des enfants-soldats sera très bientôt une chose du passé.

BIBLIOGRAPHIE

TRAITÉS INTERNATIONAUX

Convention 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, 17 juin 1999, 2133 R.T.N.U. 161.

Convention (I) de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, 12 août 1949, 75 R.T.N.U. 32.

Convention (II) de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, 12 août 1949, 75 R.T.N.U. 86.

Convention (III) de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, 12 août 1949, 75 R.T.N.U. 135.

Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949, 75 R.T.N.U. 287.

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 10 décembre 1984, 1465 R.T.N.U. 85.

Convention de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales, 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331.

Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, Rés. AG 177, Doc. off. AGNU, 61e sess., Doc. NU A/RES/61/177 (2006).

Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, 30 novembre 1973, 1015 R.T.N.U. 243.

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 9 décembre 1948, 78 R.T.N.U. 277.

Convention relative aux droits de l'enfant, 20 Novembre 1989, 1577 R.T.N.U. 3.

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 16 décembre 1966, 999 R.T.N.U. 171.

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), 8 juin 1977, 1125 R.T.N.U. 3.

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), 8 juin 1977, 1125 R.T.N.U. 609.

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, 25 mai 2000, 2173 R.T.N.U. 222.

Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 17 juillet 1998, 2187 R.T.N.U. 3.

TRAITÉS RÉGIONAUX

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, 27 juin 1981, Nairobi.

Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, juillet 1990, Addis-Abeba.

Convention Américaine relative aux droits de l'homme, 22 novembre 1969, 1144 R.T.N.U. 123.

Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, 11 juillet 2003, Maputo.

JURISPRUDENCE INTERNATIONALE

Affaire Velasquez Rodriguez (1988), Inter-Am.Ct.H.R. (Sér. C) n°4.

Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, exceptions préliminaires, Arrêt, [1996] C.I.J. rec. 595.

Procureur c. Anto Furundzija, IT-95-17/1-T, Jugement (10 décembre 1998) (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre de Première Instance).

Procureur c. Drazen Erdemovic, Affaire n° IT-96-22, Jugement portant condamnation (5 mars 1998) (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre de Première Instance).

Procureur c. Dusko Tadić, Affaire n° IT-94-1-AR72, Arrêt relatif à l'appel de la défense concernant l'exception préjudicielle d'incompétence (2 octobre 1995) (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre d'appel).

Procureur c. Momir Nikolić (2 décembre 2003), Jugement portant condamnation, Affaire n° IT-02-60/1 (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre de Première Instance I).

Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo, Affaire n° ICC-01/04-01/06-1432, Arrêt relatif aux appels interjetés par le Procureur et la Défense contre la Décision relative à la participation des victimes rendue le 18 janvier 2008 par la Chambre de première instance I (11 juillet 2008) (Cour pénale internationale, Chambre d'appel).

Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Avis consultatif, [1951] C.I.J. rec. 15.

DOCTRINE : MONOGRAPHIES

Cryer, Robert *et al.* *An Introduction to International Criminal Law and Procedure*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Freeman, Michael et Veerman, Philip. *The Ideologies of Children's Rights*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1992.

Glenn, H. Patrick. *Legal Traditions of the World*, Oxford University Press, Oxford, 2007.

Hayner, Priscilla B. *Unspeakable Truths: Transitional Justice and the Challenge of Truth Commissions*, Taylor and Francis, London, 2010.

Henckaerts, Jean-Marie et Doswald-Beck, Louise. *Droit international humanitaire coutumier - Volume I : Règles*, Bruxelles, Bruylant, 2006.

Wessells, Michael. *Child Soldiers: From Violence to Protection*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

DOCTRINE : OUVRAGES COLLECTIFS

Arts, Karin et Popovski, Vesselin, dir. *International Criminal Accountability and the Rights of Children*, La Haye, Hague Academic Press, 2006.

Greenbaum, Charles W., Veerman, Philip et Bacon-Shnoor, Naomi, dir. *Protection of Children During Armed Political Conflict: A Multidisciplinary Perspective*, Mortsel (Belgique), Intersentia, 2006.

Henzelin, Marc et Roth, Robert, dir. *Le droit pénal international à l'épreuve de l'internationalisation*, Chêne-Bourg/Genève, Georg Editeur, 2002.

Parmar, Sharanjeet *et al.*, dir. *Children and Transitional Justice : Truth-Telling, Accountability and Reconciliation*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

DOCTRINE : PÉRIODIQUES

Akhavan, Payam. «Enforcement of the Genocide Convention: A Challenge to Civilization» (1995) 8 Harv. Hum. Rts. J. 229.

Allen, Tim. «Ouganda : la justice traditionnelle est-elle une alternative viable à la Cour pénale internationale?» (2008) 53 Mouvements 118.

Alston, Philip. «The best interests principle: Towards a reconciliation of culture and human rights» (1994) 8 Int'l J. L. & Fam. 1.

Amann, Diane Marie. «Calling Children to Account: The Proposal for a Juvenile Chamber in the Special Court for Sierra Leone» (2001-2002) 29 Pepp. L. Rev. 167.

Ambos, Kai. «What does 'intent to destroy' in genocide mean?» (2010) 91:876 R.I.C.R. 833.

Arzoumanian, Naïri et Pizzutelli, Francesca. «Victimes et bourreaux: questions de responsabilité liées à la problématique des enfants-soldats en Afrique» (2003) 85:852 R.I.C.R. 827.

Aukerman, Miriam J. «Extraordinary Evil, Ordinary Crime: A Framework for Understanding Transitional Justice» (2002) 15 Harv. Hum. Rts. J. 39.

Bassiouni, M. Cherif. «"Crimes Against Humanity": The Need for a Specialized Convention» (1993-1994) 31 Colum. J. Transnat'l. L. 457.

- Bassiouni, M. Cherif. «International Crimes: "Jus Cogens" and "Obligatio Erga Omnes"» (1996) 59 :4 Law & Contemp. Probs. 63.
- Bassiouni, M. Cherif. «Searching for Peace and Achieving Justice: The Need for Accountability» (1996) 59:4 Law & Contemp. Probs. 9.
- Bassiouni, M. Cherif. «Universal Jurisdiction for International Crimes: Historical Perspectives and Contemporary Practice» (2001-2002) 42 Va. J. Int'l L. 81.
- Call, Charles T. «Is Transitional Justice Really Just?» (2004) 11:1 Brown J. World Aff. 101.
- Cohn, Ilene. «The Protection of Children and the Quest for Truth and Justice in Sierra Leone» (2001) 55:1 Journal of International Affairs 1.
- Corriero, Michael A. «The Involvement and Protection of Children in Truth and Justice-Seeking Processes: The Special Court for Sierra Leone» (2001-2002) 18 N.Y.L. Sch. J. Hum. Rts. 337.
- Daly, Erin. «Truth Skepticism: An Inquiry into the Value of Truth in Times of Transition» (2008) 2 Int'l J. Transitional Justice 23.
- Daly, Erin. «Between Punitive and Reconstructive Justice: The Gacaca Courts in Rwanda» (2002) 34 N.Y.U.J. Int'l L. & Pol. 355.
- Drumbl, Mark A. «Collective Violence and Individual Punishment: the Criminality of Mass Atrocity» (2005) 99:2 Nw. U.L. Rev. 539.
- Fox, Mary-Jane. «Girl Soldiers: Human Security and Gendered Insecurity» (2004) 35 Security Dialogue 465.
- Goldstein Bolocan, Maya. «Rwandan *Gacaca*: An Experiment in Transitional Justice» (2004) J. Disp. Resol. 355.
- Grossman, Nienke. «Rehabilitation or Revenge: Prosecuting Child Soldiers for Human Rights Violations» (2006-2007) 38 Geo. J. Int'l L. 323.
- Hall, Laura R. et Kazemi, Nahal. «Prospects for Justice and Reconciliation in Sierra Leone» (2003) Harv. Int'l L. J. 287 à la p. 297.
- Hayner, Priscilla. «Fifteen truth commissions – 1974 to 1994, a comparative study» (1994) 16 Hum. Rts. Q. 597.

- Hayner, Priscilla. «Truth commissions: a schematic overview» (2006) 88:862 R.I.C.R. 295.
- Henckaerts, Jean-Marie. «The Grave Breaches Regime as Customary International Law» (2009) 7 J. Int'l Crim. Justice 683.
- Iacono, Mark. «Child Soldiers of Sierra Leone: Are they Accountable for their Actions in War?» (2002-2003) 26 Suffolk Transnat'l L. Rev. 445.
- Jalloh, Chrenor et Marong, Alhagi. «Ending Impunity - The Case for War Crimes Trials in Liberia» (2004-2005) 1 Afr. J. Legal Stud. 53.
- Jalloh, Charles J. «Regionalizing International Criminal Law?» (2009) 9 Int'l L. Crim. Rev. 445.
- Kaime, Thoko. «The Foundations of Rights in the African Charter on the Rights and Welfare of the Child: A Historical and Philosophical Account» (2009) 3 Afr. J. of Leg. Stud. 120.
- Kritz, Neil J. «Coming to Terms with Atrocities: A Review of Accountability Mechanisms for Mass Violations of Human Rights» (1996) 59:4 Law and Contemp. Probs. 127.
- Lafontaine, Fannie. «Canada's Crimes against Humanity and War Crimes Act on Trial: An Analysis of the *Munyaneza* Case» (2010) 8:1 J. Int'l Crim. Justice 269.
- Laplante, Lisa J. «Outlawing Amnesty: The Return of Criminal Justice in Transitional Justice Schemes» (2008-2009) 49:4 Va. J. Int'l L. 915.
- Maher, Colleen C. «The Protection of Children in Armed Conflict: A Human Rights Analysis of the Protection Afforded to Children in Warfare» (1989) 9 B.C. Third World L.J. 297.
- Mallinder, Louise. «Can Amnesties and International Justice be Reconciled?» (2007) 1 Int'l J. Transitional Justice 208.
- Manirakiza, Pacifique. «L'Afrique et le système de justice pénale internationale» (2009) Afr. J. of Leg. Stud. 21.
- Manirakiza, Pacifique. «Les enfants face au système international de justice : à la recherche d'un modèle de justice pénale internationale pour les enfants» (2008-2009) 34 Queen's L.J. 719.

- Mégret, Frédéric. «Three Dangers for the International Criminal Court: A Critical Look at a Consensual Project» (2001) 12 Finnish Y.B. Int'l L. 193.
- Méndez, Juan E. «Accountability for Past Abuses» (1997) 19:2 Hum. Rts. Q. 255.
- Mgbako, Chi. «Ingando Solidarity Camps: Reconciliation and Political Indoctrination in Post-Genocide Rwanda» (2005) 18 Harv. Hum. Rts. J. 201.
- Naqvi, Yasmin. «The right to the truth in international law: fact or fiction?» (2006) 88:862 R.I.C.R. 245.
- Pazibo, Ezekiel. «Civil Society and Transitional Justice in Liberia: A Practitioner's Reflection from the Field» (2007) 1 Int'l J. Transitional Justice 287.
- Philippe, Xavier. «The principles of universal jurisdiction and complementarity: how do the two principles intermesh?» (2006) 88:862 R.I.C.R. 375.
- Reis, Chen. «Trying the Future, Avenging the Past: Implications of Prosecuting Children for Participation in Internal Armed Conflict» (1997) 29 Colum. H.R.L. Rev. 629.
- Robinson, Daryl. «Serving the Interests of Justice: Amnesties, Truth Commissions and the International Criminal Court» (2003) 14 E.J.I.L. 481.
- Schabas, William A. «Amnesty, the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission and the Special Court for Sierra Leone» (2004-2005) 11 U.C. Davis J. Int'l L. & Pol'y 145.
- Schabas, William A. «A Synergistic Relationship: The Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission and the Special Court for Sierra Leone» (2004) 15 Crim. L.F. 3.
- Schabas, William A. «Genocide Trials and Gacaca Courts» (2005) 3 J. Int'l Crim. Justice 879.
- Schabas, William A. «National Courts Finally Begin to Prosecute Genocide, the 'Crime of Crimes'» (2003) 1:1 J. Int'l Crim. Justice 39.
- Shaw, Rosalind. «Memory Frictions: Localizing the Truth and Reconciliation Commission in Sierra Leone» (2007) 1:2 Int'l J. Transitional Justice 183.
- Shepler, Susan. «The Rites of the Child: Global Discourses of Youth and

- Reintegrating Child Soldiers in Sierra Leone» (2005) 4 J. Hum. Rts. 197.
- Singer, P.W. «AIDS and International Security» (2002) 44:1 Survival 145.
- Ssenyonjo, Manisuli, «The International Criminal Court and the Lord's Resistance Army Leaders: Prosecution or Amnesty?» (2007) 54:1 Nethl. Int'l L. Rev. 51.
- Triponel, Anna et Pearson, Stephen. «What Do You Think Should Happen? Public Participation in Transitional Justice» (2010) 22:1 Pace Int'l L. Rev. 103.
- Viljoen, F. «Supra-national human rights instruments for the protection of children in Africa: the Convention on the rights of the child and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child» (1998) 31 Comparative and Int'l L.J. of Southern Africa 199.
- Wessells, Michael G. «Children, Armed Conflict, and Peace» (1998) 35 Journal of Peace Research 635.

DOCUMENTS DE L'ONU

- Étude indépendante, assortie de recommandations, visant à aider les États à renforcer les moyens dont ils disposent au niveau national pour combattre l'impunité sous tous ses aspects, établie par Mme Diane Orentlicher, Doc. off. CES NU, 60^e sess., Annexe, point 17, Doc. NU E/CN.4/2004/88 (2004).*
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Les commissions de vérité» (2006), en ligne : OHCHR.org
<<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawTruthCommissionsfr.pdf>>.
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Amnisties» (2009), en ligne : OHCHR.org
<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/Amnesties_fr.pdf>.
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Poursuites du parquet» (2006), en ligne : OHCHR.org
<<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RuleoflawProsecutionsfr.pdf>>.
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, «Les instruments

de l'État de droit dans les sociétés sortant d'un conflit : Consultations nationales sur la justice en période de transition» (2006), en ligne : OHCHR.org
<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/NationalConsultationsTJ_fr.pdf>

Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, Doc. Off. CES NU, 36e sess., Doc. NU 2005/20 (22 juillet 2005).

Office of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict, «Report of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict», 64th sess., A/64/254 (6 août 2009), en ligne : Office of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict <<http://www.un.org/children/conflict/english/reports.html>>.

Office of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict, «Third committee begins consideration of children's rights» (11 octobre 2000), en ligne : Office of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict
<<http://www.un.org/children/conflict/english/pr/2000-10-1125.html>>.

Organisation des Nations Unies, «État des traités» (1 septembre 2010), en ligne : Nations Unies – Collection des traités
<<http://treaties.un.org/Pages/ParticipationStatus.aspx>>.

Rapport de l'experte indépendante chargée de mettre à jour l'Ensemble de principes pour la lutte contre l'impunité, Diane Orentlicher, Doc. off. CES NU, 61^e sess., Annexe, point 17, Doc. NU E/CN.4/2005/102 (2005).

Rapport de l'experte indépendante chargée de mettre à jour l'Ensemble de principes pour la lutte contre l'impunité, Diane Orentlicher – Additif - Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité, Doc. off. CES NU, 61^e sess., Annexe, point 17, Doc. NU E/CN.4/2005/102/Add.1 (2005).

United Nations for Disarmament, Demobilization and Reintegration, «Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards» (août 2006), en ligne : UNDDR <http://www.unddr.org/iddrs/download/full_iddrs.pdf>.

United Nations Rule of Law, «Approche de la justice pour les enfants commune aux entités du système des Nations Unies» (mars 2008), en ligne : UNROL.org
<http://www.unrol.org/files/ApprocheJusticeEnfants_Final.doc>.

DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Declaration of the Rights of the Child, Rés. AG 14/1386, Doc. Off. AGNU, 14^e sess., Doc. NU A/14/1386 (1959).

Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la *justice pour mineurs*, Rés. AG 40/33, Doc. Off. AGNU, 40^e sess., Doc. NU A/40/53 (1985).

Nations Unies, «Impact des conflits armés sur les enfants», *Rapport présenté par l'expert désigné par le Secrétaire général*, Mme Graça Machel, conformément à la résolution 48/157 de l'Assemblée générale, A/51/306, Nations Unies, New York, 26 août 1996.

Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad), Rés. AG 45/112, Doc. Off. AGNU, 45^e sess., Doc. NU A/45/112 (1990).

Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, Rés. AG 60/147, Doc. off. AGNU, 60^e sess., Doc. NU A/RES/60/147 (16 décembre 2005).

Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Règles de La Havane), Rés. AG 45/113, Doc. Off. AGNU, 45^e sess., Doc. NU A/45/113 (1990).

Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo), Rés. AG 45/110, Doc. Off. AGNU, 45^e sess., Doc. NU A/45/110 (1990).

Report of the Secretary-General, *Annual report on strengthening and coordinating United Nations rule of law activities*, Doc. Off. AGNU, 64^e sess., Doc. NU A/64/298 (17 août 2009).

DOCUMENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Rapport du Secrétaire général sur le Rétablissement de l'état de droit et administration de la justice pendant la période de transition dans les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit, Doc. off. CSNU, 59^e année, Doc. NU S/2004/616 (23 août 2004).

Rapport du Secrétaire général sur la Prévention des conflits armés, Doc. Off. CSNU, 56^e année, Doc. NU S/2001/574 (7 juin 2001).

Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, Doc. Off. CSNU, 65^e année, Doc. NU S/2010/181 (13 avril 2010).

DOCUMENTS DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT

Comité des droits de l'enfant, *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention – Ouganda*, Doc. Off. CRC NU, Doc. NU CRC/C/65/Add.33 (5 novembre 2004).

Comité des droits de l'enfant, *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention – Rwanda*, Doc. Off. CRC NU, Doc. NU CRC/C/70/Add.22 (8 octobre 2003).

Comité des droits de l'enfant, *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention – Sierra Leone*, Doc. Off. CRC NU, Doc. NU CRC/C/SLE/2 (8 septembre 2006).

Comité des droits de l'enfant, *Observation générale No. 5 «Mesures d'application générales de la Convention relative aux droits de l'enfant»*, Doc. Off. CRC NU, 34^e sess., Doc. NU CRC/GC/2003/5 (27 novembre 2003).

Comité des droits de l'enfant, *Observation générale No. 10 «Les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs»*, Doc. Off. CRC NU, 44^e sess., Doc. NU CRC/C/GC/10 (25 avril 2007).

Comité des droits de l'enfant, *Observations finales – Sierra Leone*, Doc. Off. CRC NU, 48^e sess., Doc. NU CRC/C/SLE/CO/2 (20 juin 2008).

Comité des droits de l'enfant, *Règlement intérieur*, Doc. Off. CRC NU, 1^{ère} sess., révisé aux 33^e et 55^e sess., Doc. NU CRC/C/4/Rev.1 (9 décembre 2010).

Comité des droits de l'enfant, *Report on the 10th Session*, Doc. Off. CRC NU, 10^e sess., Doc. NU CRC/C/46 (18 décembre 1995).

DOCUMENTS DU COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME

Comité des droits de l'homme, *Observation générale No. 31 «La nature de*

l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte», Doc. Off. CDH NU, Doc. NU CCPR/C/21/Rev.1/Add.13 (26 mai 2004).

Comité des droits de l'homme, *Observation générale No. 3 «Implementation at the national level»*, Doc. Off. CDH NU, Doc. NU CCPR (29 juillet 1983).

DOCUMENTS DE L'UNICEF INNOCENTI RESEARCH CENTRE

Cécile Aptel, «Children and Accountability for International Crimes: the Contribution of International Courts» (août 2010), en ligne : Innocenti Working Paper IWP 2010-20, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_20.pdf>.

Cheryl Heykoop et Philip Cook, «Child Participation in the Sierra Leone Truth & Reconciliation Commission: Considering the Broader Cultural Context» (DRAFT), Innocenti Working Paper, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/knowledge_pages/resource_pages/tj_conference/expert_papers.html>.

Christine Bakker, «Prosecuting International Crimes against Children: the Legal Framework» (Juin 2010), Innocenti Working Paper IWP 2010-13, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_13.pdf>.

Laura Stovel et Marta Valiñas, «Restorative Justice after Mass Violence: Opportunities and Risks for Children and Youth» (Juin 2010), Innocenti Working Paper IWP 2010-15, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_15.pdf>.

Prudence Acirokop, «Addressing the Potential and Limits of the 'Mato Oput' Process as a Basis for Accountability, Justice and Reconciliation for Children in Northern Uganda» (DRAFT), Innocenti Working Paper, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/knowledge_pages/resource_pages/tj_conference/expert_papers/ex_paper_acirokop.pdf>.

T.S. Betancourt et A. Ettien, «Transitional justice and youth formerly associated with armed forces and armed groups : acceptance, marginalization and psychosocial adjustment» (Juin 2010) Innocenti Working Paper 2010-17, UNICEF, en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/iwp_2010_17.pdf>.

UNICEF Innocenti Research Centre, «Background Documents – Expert Discussion on Children and Transitional Justice» (10-12 novembre 2005), en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/cgi-bin/unicef/research/main.sql?file=scheda_products.sql&idprod=559>.

UNICEF Innocenti Research Centre, «Birth Registration and Armed Conflict» (2007), en ligne : UNICEF Innocenti Research Centre <<http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/insight-br-eng.pdf>>.

UNICEF Innocenti Research Centre, «Outcome Document – Expert Discussion on Children and Transitional Justice» (10-12 novembre 2005), en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/cgi-bin/unicef/research/main.sql?file=scheda_products.sql&idprod=561>.

UNICEF Innocenti Research Centre, «Outcome Document – Expert Discussion on Children and Transitional Justice» (12 et 13 juin 2008), en ligne : Innocenti Research Centre <http://www.unicef-irc.org/knowledge_pages/resource_pages/trans_justice/outcome_document.pdf>.

DOCUMENTS DE L'UNICEF

No Peace Without Justice et UNICEF, «International Criminal Justice and Children» (2002), en ligne : UNICEF <<http://www.unicef.org/emerg/files/ICJC.pdf>>.

UNICEF, «Annex - Key Principles for Children and Transitional Justice: Involvement of Children and Consideration of Children's Rights in Truth, Justice and Reconciliation Processes (2009)» dans Sharanjeet Parmar *et al.*, dir. *Children and Transitional Justice : Truth-Telling, Accountability and Reconciliation*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

UNICEF, «Child mothers face stigma of rejection» (2005), en ligne : UNICEF <http://www.unicef.org/infobycountry/uganda_24566.html>.

UNICEF, «Les Engagements de Paris en vue de protéger les enfants contre une utilisation ou un recrutement illégaux par des groupes ou des forces armées (Engagements de Paris)» (2007), en ligne : UNICEF <http://www.un.org/children/conflict/_documents/pariscommitments/ParisCommitments_FR.pdf>.

UNICEF, «Les Principes du Cap et meilleures pratiques concernant le

recrutement d'enfants dans les forces armées et la démobilisation et la réinsertion sociale des enfants soldats en Afrique» (1997), en ligne : UNICEF
 <<http://www.unicef.org/french/path/Documents/Session%202%20Droit%20International%20des%20Droits%20Humains/Manuel%20du%20participant/2.2%20Principes%20du%20cap.doc>>.

UNICEF, «Machel 10 Year Strategic Review – Children and Conflict in a Changing World» (16 juin 2009), en ligne : Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés
 <http://www.un.org/children/conflict/_download/msr2_en.pdf>.

UNICEF, «Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés (Principes de Paris)» (2007), en ligne : UNICEF
 <<http://www.unicef.org/french/protection/files/ParisPrincipesFrench310107.pdf>>.

UNICEF, «The State of the World's Children 2008-Children Survival» (Décembre 2007), en ligne : UNICEF <<http://www.unicef.org/sowc08/>>.

UNICEF - Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, «Guide du Protocole facultatif concernant l'implication des enfants dans les conflits armés» (mai 2004), en ligne : UNICEF
 <http://www.unicef.org/french/emerg/files/optional_protocol_fr.pdf>.

UNODC & UNICEF, «Handbook for Professionals and Policymakers on Justice in matters involving child victims and witnesses of crime» (2009), en ligne : UNICEF
 <http://www.unicef.org/protection/files/UNODC_Handbook_on_Justice.pdf>.

DOCUMENTS POUR LES TRIBUNAUX PÉNAUX INTERNATIONAUX

Évaluation et rapport du juge Patrick Robinson, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, soumis au Conseil de sécurité conformément au paragraphe 6 de la résolution 1534 (2004), Doc. Off. CSNU, 65^e année, Doc. NU S/2009/270 (1er juin 2010).

Rapport sur la stratégie d'achèvement des travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda, Doc. Off. CSNU, 65^e année, Doc. NU S/2009/259 (28 mai 2010).

Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda, annexe 1 à la Résolution

955, Rés. CS 955, Doc. Off. CSNU, 3453^e sess., Doc. NU S/RES/955 (8 novembre 1994).

Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Résolution 827, Rés. CS 827, Doc. Off. CSNU, 3217^e sess., Doc. NU S/RES/824 (25 mai 1993).

DOCUMENTS POUR LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Assemblée des États Parties, *Éléments des crimes*, Doc. NU ICC-ASP/1/3, 1^{ère} sess., (9 septembre 2002), en ligne : Cour pénale internationale <http://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/994756C0-045D-49FD-8CD4-8EA1E3EF35AA/0/Element_of_Crimes_French.pdf>.

Assemblée des États Parties, *Règlement de procédure et de preuve*, Doc. NU. ICC-ASP/1/3, 1^{ère} sess., (10 septembre 2002), en ligne : Cour pénale internationale <<http://www.icc-cpi.int/Menus/ICC/Legal+Texts+and+Tools/Official+Journal/Rules+of+Procedure+and+Evidence.htm>>.

Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo, «Observations écrites présentées en application de la règle 103 du Règlement de procédure et de preuve par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés – Annexe A» (17 mars 2008), Affaire n° ICC-01/04-01/06 (Cour pénale internationale, Chambre de Première Instance I), en ligne : Cour pénale internationale <http://www.un.org/children/conflict/_documents/AmicuscuriaeICCLubanga.pdf>.

DOCUMENTS POUR LE LIBERIA

Republic of Liberia – Truth and Reconciliation Commission, «The TRC Act of Liberia» (12 mai 2005), en ligne : TRC Liberia <<https://www.trcofliberia.org/about/trc-mandate>>.

Republic of Liberia – Truth and Reconciliation Commission, «Volume II: Consolidated Final Report» (30 juin 2009), en ligne : TRC Liberia <https://www.trcofliberia.org/reports/final/volume-two_layout-1.pdf>.

Republic of Liberia – Truth and Reconciliation Commission, «Volume III:

Appendices – Title II: Children, the Conflict and the TRC Children Agenda» (30 juin 2009), en ligne : TRC Liberia
<https://www.trcofliberia.org/reports/final/volume-three-2_layout-1.pdf>.

DOCUMENTS POUR L'UGANDA

Agreement on Accountability and Reconciliation between the Government of the Republic of Uganda and The Lord's Resistance Army/Movement (29 juin 2007), Juba (Soudan), en ligne : Uppsala University Department of Peace and Conflict Research <<http://www.pcr.uu.se/gpdatabase/peace/Uga%2020070629.pdf>>.

Annexure to the Agreement on Accountability and Reconciliation (19 février 2008), en ligne : Coalition for the International Criminal Court
<http://www.iccnw.org/documents/Annexure_to_agreement_on_Accountability_signed_today.pdf>.

International Crisis Group, «LRA: A Regional Strategy Beyond Killing Kony» (28 April 2010), en ligne : International Crisis Group
<[http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/horn-of-africa/uganda/157%20LRA%20-%20A%20Regional%20Strategy%20beyond%20Killing%20Kony.ashx](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/africa/horn-of-africa/uganda/157%20LRA%20-%20A%20Regional%20Strategy%20beyond%20Killing%20Kony.ashx)>.

Ugandan Amnesty Act, 2000 (Ouganda), 2000, c. 294 (entrée en vigueur le 21 janvier 2000).

Ugandan Amnesty (Amendment) Act, 2006.

DOCUMENTS POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

International Centre for Transitional Justice, «Amnesty Must Not Equal Impunity» (2009), en ligne : International Centre for Transitional Justice
<http://www.ictj.org/static/Factsheets/ICTJ_DRC_amnesty_fs2009.pdf>.

Loi No. 09 du 6/05/2009 portant amnistie pour faits de guerres et insurrectionnels commis dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (République démocratique du Congo) (entrée en vigueur le 6 mai 2009).

DOCUMENTS POUR LE RWANDA

Loi no. 21/77 du 18 août 1977 instituant le Code pénal (entrée en vigueur 18 août

1977).

Loi no. 13/2004 du 17/5/2004 portant Code de procédure pénale (entrée en vigueur le 30 juillet 2004).

Loi no 27/2001 relative aux droits et à la protection de l'enfant contre les violences (entrée en vigueur le 28 avril 2001).

Loi organique no. 40/2000 du 26 janvier 2001 portant création des «juridictions gacaca» et organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises entre le 1^{er} octobre 1990 et le 21 décembre 1994.

Loi Organique n° 16/2004 du 19/6/2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions Gacaca chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994 telle que modifiée et complétée à ce jour (entrée en vigueur le 16 juin 2004).

Loi Organique modifiant et complétant la Loi Organique n° 16/2004 du 19/6/2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions Gacaca chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994 telle que modifiée et complétée à ce jour (entrée en vigueur le 1^{er} juin 2008).

Loi organique du 30 août 1996 sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, Journal officiel de la République rwandaise (entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1996).

DOCUMENTS POUR LA SIERRA LEONE

Agreement between the United Nations and the Government of Sierra Leone on the Establishment of a Special Court for Sierra Leone (16 janvier 2002).

Peace Agreement between the Government of Sierra Leone and the Revolutionary United Front of Sierra Leone, Lomé (Togo), 1999.

Prosecutor c. Morris Kallon et Brima Bazzy Kamara, SCSL-2004-15-AR72(E) et SCSL-2004-16-AR72(E), Décision (13 mars 2004) (Cour spéciale pour la Sierra Leone, Chambre d'appel).

Prosecutor c. Brima, Kamara & Kanu (2008), Affaire n° SCSL-2004-16-A (Cour spéciale pour la Sierra Leone, Chambre d'appel).

Rapport du Secrétaire général sur l'établissement d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Doc. Off. CSNU, Doc. NU S/2000/915 (4 octobre 2000).

Septième Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone, Doc. Off. CSNU, 54^e sess., Doc. NU S/1999/836 (30 juillet 1999).

Situation en Sierra Leone, Résolution 1315, Rés. CS 1315, Doc. Off. CSNU, 4186^e sess., Doc. NU S/RES/1315 (14 août 2000).

Special Court for Sierra Leone (Public Affairs Office), «Special Court Prosecutor Says He Will Not Prosecute Children» (2 novembre 2002), en ligne : Special Court for Sierra Leone <<http://www.sc-sl.org/LinkClick.aspx?fileticket=JdyF7IVNEvA%3D&tabid=115>>.

Special Court for Sierra Leone, «Report on the Special Court for Sierra Leone Submitted by the Independent Expert Antonio Cassese» (12 décembre 2006), en ligne : SCSL <<http://www.sc-sl.org/LinkClick.aspx?fileticket=VTDHyrHasLc=&>>.

The Child Right Act, 2007, Supplement to the Sierra Leone Gazette Extraordinary Vol. CXXXVIII, No. 43 (3 septembre 2007).

Witness to Truth: Report of the Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission, Freetown, SLTRC 2004.

DOCUMENTS POUR LE TIMOR LESTE

The Prosecutor v. X, OE-12-B-99-SC, Amended Indictment (23 octobre 2002) (Special Panels for Serious Crimes – ETPA Dili District Court), en ligne : Berkeley.edu <<http://socrates.berkeley.edu/~warcrime/ET-Docs/MP-SCU%20Indictments/2002/04-2002%20%20X%20%20Indictment.pdf>>.

The Prosecutor v. X, 04-2002, Judgment (2 décembre 2002) (Special Panels for Serious Crimes – ETPA Dili District Court), en ligne: Berkeley.edu <<http://socrates.berkeley.edu/~warcrime/ET-Docs/CE-SPSC%20Final%20Decisions/2002/04-2002%20%20X%20%20Judgment.pdf>>.

UNTAET, «Regulation No. 2000/11 on the organization of courts in East Timor»

(6 mars 2000).

UNTAET, «Regulation 2001/25 on the Amendment of UNTAET Regulation No.2000/11 on the Organization of Courts in East Timor and UNTAET Regulation No.2000/30 on the Transitional Rules of Criminal Procedure» (14 septembre 2001).

UNTAET, «On the Establishment of Panels with Exclusive Jurisdiction Over Serious Criminal Offences», Doc. NU UNTAET/Reg/2000/15 (6 juin 2000).

SITES INTERNET ET AUTRES SOURCES

African Union, Executive Council, 13^e sess., *Report of the Commission on the use of the principle of universal jurisdiction by some non-african States as recommended by the conference of ministers of justice/attorneys general*, Doc. EX.CL/411(XIII) (2008).

Charles Jalloh, «The African Union and the International Criminal Court: The Summer of Our Discontent(s)» (6 août 2010), en ligne : Jurist Forum <<http://jurist.org/forum/2010/08/the-african-union-and-the-international-criminal-court-the-summer-of-our-discontents.php>>.

Coalition to stop the use of child soldiers, «Global Report 2008» (2008), en ligne : [childsoldiersglobalreport.org](http://www.childsoldiersglobalreport.org) <<http://www.childsoldiersglobalreport.org/>>.

Comité international de la Croix-Rouge, «Les Conventions de Genève : la pierre angulaire du droit international humanitaire» (1^{er} février 2009), en ligne : CICR <<http://www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/html/genevaconventions>>.

Comité international de la Croix-Rouge, «Obligations en matière de répression pénale» (2004), en ligne : CICR <[http://www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/5XDD5H/\\$FILE/Dossier_repression_penale.pdf](http://www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/5XDD5H/$FILE/Dossier_repression_penale.pdf)>.

Comité international de la Croix-Rouge, «Traités et textes par date» (aucune date), en ligne : CICR <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO?OpenView>>.

Constance F. Morrill, «Reconciliation and the Gacaca: The Perceptions and Peace-Building Potential of Rwandan Youth Detainees» (2004), en ligne : The Online Journal of Peace and Conflict Resolution <http://www.trinstitute.org/ojpcr/6_1morrill1.pdf>.

Fonds au Profit des Victimes, «Projects» (aucune date), en ligne : [trustfundforvictims.org <http://trustfundforvictims.org/projects>](http://trustfundforvictims.org/projects).

Fonds au Profit des Victimes, «The two roles of the TFV» (aucune date), en ligne : [trustfundforvictims.org <http://www.trustfundforvictims.org/>](http://www.trustfundforvictims.org/).

Gabriel Chavez Tafur Bello, «Positive Conflicts of Jurisdiction and the Principle of Universality in the Prosecution of International Crimes», Master's Degree Thesis presented at the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights (2009).

ICTJ, «Uganda: Impact of the Rome Statute and the International Criminal Court» (mai 2010), en ligne : [ICTJ.org <http://www.ictj.org/static/Publications/ICTJ_UG_RSRC-ImpactofICC_bp2010.pdf>](http://www.ictj.org/static/Publications/ICTJ_UG_RSRC-ImpactofICC_bp2010.pdf).

Institute for War and Peace Reporting, «Ugandans Call for Economic Justice» (11 mai 2010), en ligne : [IWPR.net <http://iwpr.net/report-news/ugandans-call-economic-justice>](http://iwpr.net/report-news/ugandans-call-economic-justice).

International Crisis Group, «Pakistan: Karachi's Madrasas and Violent Extremism» (29 mars 2007), en ligne : [International Crisis Group <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/130_pakistan_karachi_s_madrasas_and_violent_extremism.ashx>](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/asia/south-asia/pakistan/130_pakistan_karachi_s_madrasas_and_violent_extremism.ashx).

International Institute for Democracy and Electoral Assistance, «Justice traditionnelle et réconciliation après un conflit violent : La richesse des expériences africaines» (2008), en ligne : [IDEA <http://www.idea.int/publications/traditional_justice/upload/inlay_TJ_French_web.pdf>](http://www.idea.int/publications/traditional_justice/upload/inlay_TJ_French_web.pdf).

Jean-Rodolphe Fiechter, «The Role of Traditional Justice in Uganda, given Rwanda's Experience of Gacaca» (2010), en ligne : [Restorative Justice Online <http://www.restorativejustice.org/articlesdb/articles/9795>](http://www.restorativejustice.org/articlesdb/articles/9795).

Jean Zermatten (Institut international des droits de l'enfant), «The Best Interests of the Child: Literal Analysis, Function and Implementation» (2010), en ligne : [Child Rights.org <http://www.childsrights.org/html/documents/wr/wr_best_interest_child09.pdf>](http://www.childsrights.org/html/documents/wr/wr_best_interest_child09.pdf).

Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, L.C. 2000, c. 24.

Marc A. Drumbl, «Child Soldiers: Agency, Enlistment, and the Collectivization of

Innocence» (31 juillet 2009), Washington and Lee University School of Law Working Paper No. 2009-07 aux pp. 2-3.

Marc Lorey (Save the Children), «Child Soldiers - Care & Protection of Children in Emergencies: A Field Guide» (2001), en ligne: Save the Children
<<http://www.savethechildren.org/publications/technical-resources/emergencies-protection/ChildSoldiersFieldGuide.pdf>>.

NGO Group for the Convention on the Rights of the Child, «General Comments» (2010), en ligne : [childrightsnet.org](http://www.childrightsnet.org) <<http://www.childrightsnet.org/>>.

Nils Melzer - CICR, «Interpretive Guidance on the Notion of Direct Participation in Hostilities under International Humanitarian Law» (2009), en ligne : CICR
<[http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/p0990/\\$File/ICRC_002_0990.PDF](http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/p0990/$File/ICRC_002_0990.PDF)>.

Organisation Internationale du Travail, «Convention 182» (2010), en ligne : OIT
<<http://www.ilo.org/ilolex/french/convdisp1.htm>>.

Organisation internationale du travail, «Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi» (19 juin 1998), en ligne :
Organisation internationale du travail
<<http://www.ilo.org/declaration/thedeclaration/textdeclaration/lang--fr/index.htm>>.

Organisation Internationale du Travail, «Liste alphabétique des pays membres de l'OIT» (2010), en ligne : BIT
<<http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/country.htm>>.

Organization of African Union, «Rwanda: The Preventable Genocide – International Panel of Eminent Personalities» (2000), en ligne : Union Africaine
<http://www.africa-union.org/Official_documents/reports/Report_rowanda_genocide.pdf>.

R. c. Mungwarere, «Acte d'accusation» (26 mai 2010), Cour de l'Ontario (Cour supérieure de justice – Région de l'Est), en ligne : Hague Justice Portal
<http://www.haguejusticeportal.net/Docs/NLP/Canada/Mungwarere_Indictment_FR_26-05-2010.pdf>.

Request for the inclusion of an additional item in the agenda of the sixty-third session : Abuse of the principle of universal jurisdiction, Doc. Off. AG NU, 63^e sess., Doc. NU A/63/237 (3 février 2009).

Reuters, «Somalia to join child rights pact: UN» (20 novembre 2009), en ligne :

Reuters Africa

<<http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJOE5AJ0IT20091120>>.

Rosalind Shaw, «Rethinking Truth and Reconciliation Commissions: Lessons from Sierra Leone» (2005), en ligne United States Institute of Peace

<<http://www.usip.org/files/resources/sr130.pdf>>.

Scott Worden, «The Justice Dilemma in Uganda» (Février 2008), en ligne :

United States Institute for Peace <http://www.usip.org/files/resources/1_3.PDF>.

Service des Poursuites pénales du Canada, Communiqué, «Mise en accusation directe déposée dans une cause de crimes de guerre» (1^{er} juin 2010), en ligne :

ppsc-sppc.gc.ca <http://www.ppsc-sppc.gc.ca/fra/nvs-nws/comm/2010/01_06_10.html>.

The New Vision, «MPs pass ICC Bill» (10 mars 2010), en ligne: newvision.co.ug

<<http://www.newvision.co.ug/D/8/13/712528>>.

Union Africaine, «Liste des pays qui ont signé, ratifié/adhéré» (2010), en ligne :

<[http://www.africa-](http://www.africa-union.org/root/au/Documents/Treaties/List/African%20Charter%20on%20the%20Rights%20and%20Welfare%20of%20the%20Child.pdf)

[union.org/root/au/Documents/Treaties/List/African%20Charter%20on%20the%20Rights%20and%20Welfare%20of%20the%20Child.pdf](http://www.africa-union.org/root/au/Documents/Treaties/List/African%20Charter%20on%20the%20Rights%20and%20Welfare%20of%20the%20Child.pdf)>.

United Nations Development Programme, «Human Development Report 2009»

(2009), en ligne : UNDP

<http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2009_EN_Complete.pdf>.

Union Européenne, «Eu Guidelines on Children and Armed Conflict» (2003), en

ligne : Conseil de l'Union Européenne

<<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/GuidelinesChildren.pdf>>.

UN News Centre, «Liberia: UN envoy says further progress needed to consolidate fragile peace» (9 septembre 2010), en ligne: un.org

<<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=35864&Cr=liberia&Cr1=>>.

Willie McCarney, «Child soldiers: Criminals or Victims? Should Child Soldiers

Be Prosecuted for Crimes Against Humanity?», dans *L'enfant et la guerre : 7e*

Séminaire de l'IDE, Sion (Suisse), 2002, en ligne : Institut international des droits de l'enfant

<<http://www.childsrights.org/html/documents/Publications/Book-enfant-guerre.pdf>>.